

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES OUVRIERS DU TEXTILE
DANS
LA CHAMPAGNE TROYENNE
1730-1852

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1943

PAR

ANDRÉ COLOMÈS

PRÉSIDENT : M. E. DOLLÉANS, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
J. LOVITON & C^{ie}
158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

—
1943



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**LES OUVRIERS DU TEXTILE
DANS LA CHAMPAGNE TROYENNE**

(1730-1852)

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES OUVRIERS DU TEXTILE
DANS
LA CHAMPAGNE TROYENNE
1730-1852

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Décembre 1943

PAR

ANDRÉ COLOMÈS

PRÉSIDENT : M. E. DOLLÉANS, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. PETOT, Professeur.
M. MARCHAL, Professeur.



PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
J. LOVITON & C^{ie}
158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

—
1943



INTRODUCTION

On peut se demander si l'étude de M. Colomès sur *les ouvriers du textile dans la Champagne troyenne* a véritablement besoin d'une introduction. De fait, son titre est suffisamment explicite, la table des matières assez bien charpentée pour qu'on saisisse, en quelque sorte, d'un seul coup d'œil, l'objet et la méthode de cette étude.

Je voudrais simplement noter ici le caractère éminemment social des recherches dont ce livre est le résultat. Dans les investigations multiples et louables auxquelles l'auteur s'est livré pour ne laisser aucune source inexplorée, aucune question sans réponse, il n'a, à coup sûr, rencontré ni événements catastrophiques, ni personnalités éminentes, pas de grands gestes, ni de grands mots. Pas de « victoire des obscurs » dans ces pages qui exposent simplement la vie de ces obscurs, en l'observant cependant, à des instants particulièrement émouvants de l'histoire nationale. Les dates de 1730-1852 enferment, en effet, les résultats de l'enquête de M. Colomès qui, certes, n'a pas négligé de déterminer, de mesurer l'effet des grands mouvements de 1789, 1830, 1848, sur la classe ouvrière de Troyes. Mais, en fait, ces dates, qui, sur d'autres plans, ont une signification si fulgurante, ici n'ont guère de valeur, et ce sont les lentes transformations des conditions du travail qu'a suivies M. Colomès depuis le moment où le machinisme commence à dominer la production de la bonneterie champenoise jusqu'à l'avènement du Second Empire, dont, peut-être avec un optimisme excessif, M. Colomès considère qu'il réalisera les premières revendications ouvrières.

Cette lente ascension vers le mieux-être, cette poussée anonyme vers un standard de vie un peu plus digne d'humains, on aurait aimé que l'auteur pût en déterminer avec précision les causalités multiples. Elles résultent, sans doute, de

l'évolution même de l'industrie, en liaison avec une transformation de la technique et une extension du marché national et international. Elles résultent aussi de la bonne volonté de quelques entrepreneurs, mais aussi de l'effort persévérant de ceux qui, dans des instants plus critiques, ou dans des corporations plus énergiques ou plus romantiques, ont été qualifiés de meneurs. Cette bonne volonté, ces efforts, à leur tour, proviennent de notions, de sentiments, que nous supposons, sans les apercevoir nettement, et nous espérons seulement qu'un souci de la charité chrétienne, ou une influence des systèmes socialistes a pu, par des canaux inconnus, arriver jusqu'à l'esprit de ceux qui accorderont ou obtiendront quelques adoucissements dans la dure tâche quotidienne. C'est que M. Colomès a parfaitement mis l'accent sur l'incertitude de l'existence ouvrière, traversée non seulement par les misères inhérentes à la condition humaine, mais aussi par les crises, dont les lointaines et complexes origines ne diminuent point la rigueur. Des crises, l'auteur de ce livre s'est préoccupé sans d'ailleurs retrouver les effets de toutes sur les ouvriers troyens : le silence des textes n'exprime pas dans tous les cas l'absence de tout geste ou de toute pensée, et alors que tant de documents illustrent les sottises des grands et les prétendues gloires des maîtres de l'heure, nous sommes plus souvent acculés à des hypothèses pour comprendre dans toute son ampleur et dans toute sa dureté la réalité grise et lourde du labeur humain.

M. Colomès rend parfaitement bien les aspects essentiels de celui-ci et aussi l'effort du législateur pour en modifier relativement les conditions. Ainsi sommes-nous conviés à considérer les effets du décret Le Chapelier ou de la loi sur le travail des enfants. Ceux aussi de la création des Conseils de Prud'hommes ou de la législation de 1848. Mais plus que les textes élaborés par les assemblées et les bureaux, vaut, pour l'explication de la vie ouvrière, l'ambiance rurale où elle plonge encore : elle y plonge par le recrutement même de la main-d'œuvre, par le mécanisme de l'industrie, dont les salaires faibles ne purent être initialement que des sa-

lares de complément, elle y plonge par les nécessités de la nourriture ouvrière, car les disettes de céréales agissent immédiatement sur la sensibilité des compagnons. L'historien russe Tarlé avait naguère remarquablement pénétré cet aspect des choses pour la France du XVIII^e siècle. M. Colomès trace, dans son livre, d'analogues sillons.

Et puis, dans ce livre, il y a des fragments utiles pour une étude d'ensemble de l'association ouvrière. Celle-ci part du compagnonnage pour arriver, par l'intermédiaire de formations variées, au syndicat moderne. Il n'est pas encore question de syndicat, dans l'étude de M. Colomès, et cela va de soi, puisqu'elle ne dépasse pas l'année 1852. Mais les caractéristiques de l'action ouvrière collective sont indiquées ici avec une sobre exactitude, et si nous n'atteignons pas les individualités marquantes, comme je l'ai noté tout à l'heure, dont ces masses ont écouté peut-être les appels, du moins nous apprécions avec une certaine exactitude les sentiments et les réactions de l'âme plurale où se fondent toutes les aspirations personnelles.

Ainsi, sans le vouloir, ou, du moins, sans le dire, M. Colomès associe-t-il parfaitement l'existence faiblement mouvementée des Bonnetiers troyens au cadre géographique où elle s'est développée. C'est dans cette Champagne sans horizons, où les rivières coulent plates, qu'ont vécu ces hommes sans histoire, et dont l'histoire pourtant est faite de lents écoulements et d'ondulations à peine sensibles. Et Troyes a été leur centre, ville de faible originalité, mais dont les églises, de calcaire usé, montrent l'obstination à vivre contre les injures du temps.

Georges BOURGIN.

AVANT-PROPOS

« Dépouiller le fait économique de sa dépendance vis-à-vis des autres faits sociaux, c'est l'isoler de son contact avec la réalité elle-même. »

Edouard DOLLÉANS.

Troyes est actuellement la capitale incontestée de la bonneterie, mais l'activité industrielle de la Champagne troyenne ne date pas d'aujourd'hui. Sous l'Ancien Régime, la Capitale de la Champagne se classait déjà au nombre des principaux centres textiles du Royaume ; elle était réputée particulièrement pour ses fabriques de toiles et de draps.

Le développement de la bonneterie, dont on peut fixer le point de départ à l'année 1730, date de l'introduction des premiers métiers à bas, est dû beaucoup plus à des facteurs humains qu'à des faits économiques. Les premiers permettent seuls d'expliquer la prodigieuse extension de l'industrie rurale dans les dernières années de l'Ancien Régime, et les perfectionnements techniques qui assurèrent à la bonneterie une place de premier plan et une avance considérable au milieu du XIX^e siècle.

Cela tendrait à prouver une fois de plus que l'histoire économique ne doit rien délaissier des faits sociaux parce qu' « elle est étroitement liée aux autres sciences sociales (1). »

Dans un centre industriel comme celui qui fait l'objet de la présente étude, on ne peut méconnaître la situation, au cœur de l'économie, de la classe ouvrière qui, selon Henri de Saint-Simon, occupe dans la nation une place éminente

(1) Ed. Dolléans, *Histoire du Travail et de la Législation industrielle* (Cours de Doctorat : année 1940-1941), p. 5.

parce qu'elle y représente les forces de travail et d'invention, c'est-à-dire les véritables richesses (2).

C'est cette population travailleuse de la Champagne troyenne que nous avons essayé de faire revivre dans sa vie de labeur, à une époque où, tout en travaillant beaucoup pour gagner peu, elle restait toujours à la merci d'un arrêt du travail ou d'une disette de grains.

La Loi Le Chapelier qui consacre les principes de l'individualisme révolutionnaire, ayant coïncidé à quelques années près avec les conséquences de la première révolution industrielle dans la Champagne troyenne, nous avons été amené à diviser notre étude en deux parties, avant et après la période révolutionnaire.

Dans la première, nous suivons l'évolution de l'industrie textile et les variations parallèles qu'elle entraîne sur la condition ouvrière ; nous assistons aux réactions des ouvriers qui essayent de se rapprocher de leurs compagnons de travail pour remédier à l'isolement qu'ils ressentent lorsque la discipline familiale de l'atelier fait place à la police ouvrière.

Après la Révolution, s'opèrent les premiers phénomènes de concentration industrielle ; les pouvoirs publics pratiquent à l'égard des problèmes sociaux qui se posent, une politique de désintéressement qui laisse se développer les abus tant en matière de salaire qu'en matière de durée du travail. Ceux-ci aboutiront d'ailleurs au vote de la loi de 1841 qui constitue la première intervention du législateur dans le domaine de la réglementation du travail.

(2) • Qu'advviendrait-il à la France si elle avait le malheur de perdre tous les grands officiers de la Couronne, tous les ministres d'Etat, tous ses maréchaux, tous les cardinaux, tous les préfets. Cet accident affligerait certainement les Français parce qu'ils sont bons, mais il existe un grand nombre de Français en état d'exercer ces fonctions, tandis que si les cinquante premiers maçons, menuisiers, charpentiers, mécaniciens, les premiers physiciens, chimistes, physiologistes, les premiers banquiers, négociants, cultivateurs et cent artisans venaient à disparaître, comme ces hommes sont les Français les plus essentiellement producteurs, réellement la fleur de la Société française, la nation, deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait. • Henri de Saint-Simon (cité par Edouard Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle, Cours de Doctorat : année 1940-1941), p. 14.

Pour soulager les souffrances de la classe ouvrière, quelques hommes conscients de la solidarité qui devrait unir tous les travailleurs, s'efforcent de développer en eux l'idée mutualiste. Mais ces tentatives sont difficiles et ne rencontrent même pas toujours l'approbation des intéressés.

Notre examen s'arrêtera avec le Second Empire, au cours duquel les milieux ouvriers verront satisfaites leurs premières revendications.

Cette étude, en nous permettant de suivre un instant l'histoire de l'industrie textile dans la Champagne troyenne, nous fera saisir les difficultés d'existence de ces hommes qui sont à l'origine du développement actuel de la ville de Troyes et pour lesquels, comme pour tous ceux de leur époque, « il y avait un honneur incroyable du travail, le plus beau de tous les honneurs... Nous avons connu ce soin poussé jusqu'à la perfection, égal dans l'ensemble, égal dans le plus infime détail. Nous avons connu cette piété de l'ouvrage bien faite, poussée, maintenue jusqu'à ses plus extrêmes exigences... (3) »

(3) Charles Péguy, *L'argent*, Paris, 1932, p. 13.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES.

A. — Archives Nationales.

- 1) Série F^{1c} III : Esprit public (Aube) ;
- 2) Série F¹² : Commerce et industrie (F¹² 535, 791, 1339, 1397, 1562, 4709, 4476 A) ;
- 3) Série F²⁰ : Documents statistiques (F²⁰ 166, 712).

B. — Archives Départementales de l'Aube.

- 1) Série C : Intendance de Champagne :
 - a) Liasses 1889 à 1900 : Hôpitaux de Troyes ;
 - b) Liasses 1901 à 1912 : Police de la ville de Troyes.
Les plus utiles nous ont été les liasses 1903 (événements de juillet 1789), 1908 (émeute du 5 mai 1770), 1910 (disettes de farine) ;
 - c) Liasses 1913 à 1950 : Corporations d'arts et métiers.
Nous avons recueilli des renseignements particulièrement intéressants dans les liasses 1916 (emploi des ouvriers dans les hôpitaux), 1924 (émigration des ouvriers français), 1926 (très importante : crise de 1787) ;
 - d) Liasses 2336 à 2446 : Délibérations de l'Assemblée d'Election et du Bureau Intermédiaire du Département de Troyes.
- 2) Série E : Corporations d'arts et métiers, E 1113 à 1156.
- 3) Série H : Archives Hospitalières :
— 48 H : Hôpitaux Réunis de Troyes.
- 4) Série L : Période révolutionnaire :
— Lc 5 : Procès-verbal des séances de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube, novembre et décembre 1790 (important).
— Lm 12 : Industrie et commerce.
- 5) Série M3 c₃ : Sociétés de Secours Mutuels.
- 6) Série M12 : Industrie et Commerce (très importante) :
 - a) M12 a₂ : Conseils de Prud'hommes ;
 - b) M12 b₁ : Travail des enfants ;
 - c) M12 b₂ : Outillage et produits industriels ;
 - d) M12 b₃ : Crises commerciales et industrielles. Accidents du travail ;
 - e) M12 d₁ : Statistiques industrielles et commerciales ;
 - f) M12 d₂ : Salaires.

Le fonds des faillites et le fonds correctionnel du département de l'Aube, ne nous ont révélé aucune indication intéressante.

C. — Archives Municipales de Troyes.

1) Fonds Boutiot :

a) Série J : Juridiction municipale des manufactures et de la police ;

b) Série AA :

— 35^e et 36^e cartons (Bienfaisance publique) ;

— 40^e et 41^e cartons (Arts et métiers, commerce et manufactures).

c) Série HH, supplément : Corporations d'arts et métiers (xvi^e-xviii^e siècles).

2) Période révolutionnaire :

Série D (Administration générale) :

— D₁ et D₂ : Délibérations du Conseil Municipal et du Conseil Général, 12 février 1790, 24 avril 1793 (2 registres).

Outre la totalité du fonds local, nous n'avons pu consulter un certain nombre de documents, évacués en 1939-1940 et non encore réintégrés aux Archives Municipales de Troyes à l'heure où nous écrivons ces lignes, et notamment :

1) Fonds Boutiot :

Série FF, supplément : Police : Compagnonnage (xviii^e siècle).

2) Période révolutionnaire :

Série D : (Administration générale), à l'exception des registres D₁ et D₂ mentionnés ci-dessus.

Série F :

— F₁ : Population (1791) ;

— F₂ : Commerce et industrie ;

— F₄ : Approvisionnement de la ville de Troyes.

Série Q : Assistance publique.

D) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes.

Nous avons particulièrement utilisé les séries F et I, dont le classement, entrepris peu avant 1939, fut interrompu par la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

AMIAUD. — *Cours de Législation Industrielle*. « Cours de Droit », 1937 (Reproduction autographiée).

BABEAU (Albert). — *Artisans et domestiques d'autrefois*. Paris, 1886.

BABEAU (Albert). — *La Ville sous l'Ancien Régime*. Paris, 1880.

BONNASSIEUX (Pierre). — *Inventaire analytique des procès-ver-*

- bauz du Conseil de Commerce et Bureau de Commerce (1700-1791)*. Paris, 1900.
- CILLEULS (Alfred des). — *Histoire et régime de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Paris, 1898.
- CORNAERT (Emile). — *Les corporations en France avant 1789*. Paris, 1941.
- DOLLÉANS (Edouard). — *Histoire du Travail et de la Législation Industrielle*. « Cours de Droit », 1937 (Reproduction autographiée).
- DOLLÉANS (Edouard). — *Histoire du Mouvement ouvrier* (2 vol.). Paris, 1936.
- DUVERGIER (J.-B.). — *Lois, décrets, ordonnances, réglemens et avis du Conseil d'Etat*. Paris, 1841.
- GERMAIN-MARTIN. — *La Grande Industrie en France de 1715 à 1774*. Paris, 1900.
- GERMAIN-MARTIN. — *Histoire Economique et Financière*. Paris, 1927 (1).
- GOSSIN (Jules). — *Discussion du projet de constitution* (22 juin 1848). Note ayant pour objet d'obtenir une addition à l'article 9 du projet relatif au droit d'assistance. Paris, 1848.
- HAUSER (Henri). — *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*. Paris, 1929.
- KOULISCHER (J.). — *La grande industrie aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Annales d'Histoire Economique et Sociale (15 janvier 1931).
- LABROUSSE (C.-E.). — *Esquisse du Mouvement des Prix et des revenus en France au XVIII^e siècle* (2 vol.) Paris, 1933.
- LEVASSEUR (Emile). — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789* (2 vol.). Paris, 1901 (2).
- LEVASSEUR (Emile). — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870* (2 vol.). Paris, 1903 (3).
- MOLLOT. — *De la compétence des Conseils de Prud'hommes*. Paris, 1842.
- OLIVIER-MARTIN (Fr.). — *L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime*. Paris, 1938.
- PICARD (A.). — *Rapport sur l'Exposition Universelle Internationale de 1889* (t. IX). Paris, 1890.
- SÉE (Henri). — *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*. Paris, 1933.
- ZUELLER. — *La naissance de l'industrie rurale dans les Pays-Bas aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Annales d'Histoire Economique et Sociale (15 avril 1929).

II. — Ouvrages locaux.

ANNER (André). — *Rapport sur les Associations de Secours Mu-*

(1) Cet ouvrage, fréquemment cité, est rappelé par la seule mention : « ouvrage cité ».

(2) Cet ouvrage est rappelé dans la Première Partie par la seule mention : « ouvrage cité ».

(3) Cet ouvrage est rappelé dans la Deuxième Partie par la seule mention : « ouvrage cité ».

- tuels. Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube, année 1849.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE (d'). — *L'Administration des intendants, d'après les Archives de l'Aube*. Paris, 1880 (4).
- BABEAU (Albert). — *Histoire de Troyes pendant la Révolution* (2 vol.). Paris, 1873.
- BILLION (Pierre). — *La Communauté Unie des Marchands de Troyes*. Troyes, 1941.
- BOUOTOT (Th.). — *Histoire de la Ville de Troyes et de la Champagne méridionale* (4 vol.). Troyes, 1870.
- CHAUDRON (Emile). — *L'Assistance Publique à Troyes à la fin de l'Ancien Régime et pendant la Révolution (1770-1800)*. Paris, 1923.
- COURTALON-DELAISTRE. — *Topographie historique de la ville et du diocèse de Troyes* (3 vol.). Troyes, 1783.
- DUPIEUX (Paul). — *L'industrie textile en Champagne troyenne de 1784 à 1789*. Châlons-sur-Marne, 1935.
- GRÉAU (Julien). — *Etude sur les travaux de Delarothière*. Mémoires de la Société Académique de l'Aube, année 1867.
- GRÉAU (Julien). — *Revue de quelques institutions publiques d'enseignement, de commerce et de bienfaisance, antérieures à 1870*. Mémoires de la Société Académique de l'Aube, année 1871.
- GROSLEY (P.-J.). — *Ephémérides* (2 vol.). Paris, 1811.
- GUÉNIN (Alexandre). — *Troyes et le département de l'Aube de 1789 à 1848*. Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube, année 1855.
- LAURENT (Gustave). — *Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution*. (Introduction aux cahiers de doléances du bailliage de Reims). Reims, 1930.
- MORIN (Louis). — *Les contrats d'apprentissage à Troyes au XVII^e siècle*. Bulletin de la Société de Protection des Apprentis. Paris, 1894.
- MORIN (Louis). — *Historique de la Société Générale de Secours Mutuels de Troyes*. Troyes, 1909.
- MORIN (Louis). — *Historique des Unions de Sociétés de Secours Mutuels*. Paris, 1902.
- PICARD. — *Topographie médicale de Troyes en 1786*. Annales de la Société Académique de l'Aube, année 1873.
- PRÉVOST (A.). — *Fontaine-les-Grès*. Troyes, 1930.
- RICOMMARD (J.). — *La Bonneterie à Troyes et dans le département de l'Aube*. Paris, 1934.
- RICOMMARD (J.). — *La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle*. Paris, 1934.
- VAUTHIER (Arsène). — *Considérations sur le scrofule dans la ville de Troyes*. Mémoires de la Société Académique de l'Aube, année 1866.
- VERNIER (J.-J.). — *Cahier de doléances du Bailliage de Troyes et du Bailliage de Bar-sur-Seine, pour les Etats généraux de 1789* (3 vol.). Troyes, 1909.

(4) Cet ouvrage est rappelé dans la Première Partie par la seule mention ; « ouvrage cité ».

PREMIÈRE PARTIE

SOUS LE REGIME DES COMMUNAUTES D'ARTS ET METIERS

CHAPITRE PREMIER

La situation industrielle.

SECTION I. — LES INDUSTRIES TEXTILES TROYENNES.

L'importance industrielle de Troyes au XVIII^e siècle était considérable et en avait fait « un des centres les plus populeux (1) » du Royaume. Il est difficile d'estimer le chiffre de la population ouvrière de l'époque, car nous nous trouvons en présence d'appréciations différentes selon les auteurs.

D'après J.-J. Vernier, Troyes comptait, en 1789, 22.000 âmes environ, dont 12.000 travailleurs textiles pour 1.500 métiers. Le subdélégué de l'Intendance de Champagne évalué à la même époque à 15.000 le nombre des ouvriers dont 10.000 fileurs et fileuses (2). Selon d'Arbois de Jubainville, « les drapiers et fabricants de serges de Troyes auraient à cette date occupé dans la ville six mille personnes, y compris celles qui filaient pour eux ; et le nombre des personnes employées à la fabrication des toiles de coton, basins, etc..., aurait, à la même époque, été de 12.000 » dont 500 fabricants, soit au total 18.000 personnes sur une population de 30.000 âmes (3). De ces indications contradictoires, il ressort

(1) J.-J. Vernier, Cahier de doléances du Bailliage de Troyes et du Bailliage de Bar-sur-Seine, Introduction.

(2) Lettre du subdélégué du 30 juillet 1788. Archives de l'Aube, C 1926.

(3) D'Arbois de Jubainville, L'Administration des intendants, p. 146. Les contemporains expliquent l'activité industrielle de Troyes par le

cependant que le chiffre de la population ouvrière troyenne s'élevait au minimum à 12.000 personnes.

Les produits de la fabrique de Troyes avaient une renommée qui dépassait non seulement les limites de la province, mais celles de la France, puisqu'ils étaient exportés en Europe et hors d'Europe. Les filatures et les tissages travaillaient la laine, le chanvre, le lin, le coton, la soie. « Les objets fabriqués sont les basins rayés, unis, les futaines à poil et à grain, les molletons de coton, les coutils de lin, les toiles de coton unies, les toiles de coton teintées, les toiles de coton imprimées, les toiles de coton à fleurs blanc sur blanc, les toiles de coton rayées ou à carreaux, les toiles à mèches pour réverbères, les toiles de Troyes (de lin) (4). »

En plus des articles de coton, la ville de Troyes fabrique encore « des ratines, des espagnolettes, des serges et des frocs façon d'Holbec, pour lesquels elle emploie des laines du Département ou de celui de Seine-et-Marne (5). »

Les toiles de coton, en particulier, ne craignent pas la concurrence étrangère et rivalisent sans peine avec les toiles de Manchester et du Lancaster qui n'ont « ni le moelleux, ni le blanc vif et satiné de celles de Troyes. » Cette supériorité est due surtout aux « blanchisseries les mieux disposées et les meilleures du royaume (6). »

Nous n'aurions garde d'oublier la bonneterie qui commença à prospérer au milieu du XVIII^e siècle, sans cesser depuis de se développer, alors que les autres industries textiles étaient frappées les unes après les autres.

fait que les habitants sont obligés de se consacrer au commerce, parce que se trouvant dans l'impossibilité « de mettre leur fortune en biens fonds, étant environnés de quatre Duché-Paerie, de plusieurs chapitres, de plusieurs abbates, de plusieurs Maisons Religieuses qui possèdent presque toutes les terres ». Extrait du Registre des délibérations de l'Hôtel de Ville de Troyes, Archives de l'Aube, E 1144.

(4) Essai sur le commerce et l'agriculture de Troyes, ouvrage cité par Emile Chaudron, L'Assistance publique à Troyes, p. 2.

(5) Discours de Jacques-Claude Beugnot, procureur général syndic à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée administrative du département de l'Aube. Procès-verbal des séances de l'Assemblée administrative du département de l'Aube tenues à Troyes dans les mois de novembre et décembre 1790, Troyes, 1791. (Document dû à l'obligeance de M. Jean Boudot-Lamotte.)

(6) J. J. Vernier, ouvrage cité, Introduction.

SECTION II. — LES ORIGINES ET LE DÉVELOPPEMENT
DE LA BONNETERIE.

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, le tricot ne se fabrique qu'à la main — les statuts de la corporation des bonnetiers de Troyes (1554) (7) ne prévoyaient d'ailleurs que ce mode de fabrication — car l'utilisation du métier à faire bas est prohibée par l'arrêt du Conseil du 30 mai 1700, qui n'autorise le travail au métier que dans dix-huit villes du Royaume, parmi lesquelles Troyes ne se trouve pas (8).

Mais à la suite d'un événement fortuit, les premiers métiers à faire bas allaient être introduits, au cours de la première moitié du XVIII^e siècle, dans la région troyenne. Alors que la tisseranderie, qui procurait à la population ses principales ressources, traversait une crise grave, atteignant à la fois les travailleurs des villes et des campagnes (9), deux incendies vinrent successivement, en 1719 et en 1727, ravager Arcis-sur-Aube.

(7) Les Statuts des bonnetiers présentent de grandes analogies avec ceux des drapiers et des tisserands.

Ils prévoient que nul ne peut être reçu maître-bonnetier s'il n'a fait le chef-d'œuvre et interdisent aux personnes « d'autres que les maîtres dudit métier, de travailler pour autrui n'y faire travailler dudit métier, comme bonnets, bas... ». L'ouvrier bonnetier non reçu maître ne peut tenir « ouvroir ou boutique dudit métier ni besongner pour autrui, sinon sous les maîtres ou vèves de maîtres » à peine de 20 sols tournois d'amende.

« Le mari de la veuve d'un Maître est tenu au chef-d'œuvre avant de pouvoir tenir boutique ; les fils de maîtres n'y sont pas tenus.

Le nombre des apprentis que peuvent avoir les maîtres-bonnetiers dépend de leurs possibilités ; l'apprentissage dure trois années pendant lesquelles les maîtres s'engagent à leur apprendre le métier « bien loyalement et fidèlement... sans leur celler ou cacher aucunes choses de l'art d'icelui métier ».

Pour permettre à la Communauté d'acquitter ses charges, les maîtres, outre les cotisations normales, sont astreints à payer 10 sols pour chacun de leurs apprentis et un sol par mois pour chacun de leurs ouvriers. Statuts et Ordonnances de la Communauté des Maîtres-Bonnetiers (Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton).

(8) « Sa Majesté étant en son Conseil a ordonné et ordonne que les Maîtres, Faiseurs de Bas et autres ouvrages de Soye, Laines, Fil, ou Coton au métier, établis dans les Villes de Paris, Dourdan, Rouen, Caën (Caen), Nanses (Nantes), Olleron, Aix, Toulouse, Nîmes, Uzez, Romans, Lyon, Mets, Bourges, Poitiers, Orléans, Amiens et Rheims, continueront d'y travailler suivant les statuts. » Cité par J. Ricommand, *La Bonneterie à Troyes et dans le département de l'Aube*, p. 18.

(9) Troyes ne compte plus que 20 métiers à tisser en activité au lieu de 100, cinquante années auparavant, et 4.000 ouvriers se trouvent réduits

Afin de donner une activité nouvelle aux habitants, M. Grassin, seigneur d'Arcis, directeur général des monnaies, fit venir des métiers à faire bas, « entre 1727 et 1730, semble-t-il (10). » Ce fut le point de départ de l'industrie de la bonneterie, qui devait prendre au cours des années à venir un si grand développement au détriment de la tisseranderie.

Cette activité s'exerçant toutefois en violation des dispositions de l'arrêt du Conseil de 1700, un nouvel arrêt du 29 décembre 1733, permit aux « fabricants de bas au métier d'Arcys-sur-Aube, d'y continuer l'exercice de leur art et d'y établir de nouveaux métiers à faire des bas, à la charge par eux de se conformer » aux dispositions de l'arrêt du Conseil de 1700.

Cette dérogation en faveur de la ville d'Arcis ne fut pas unique et entre 1721 et 1740, l'arrêt de 1700 tomba d'autant plus en désuétude que les Hôpitaux entrent en ligne.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 13 avril 1630 ayant autorisé les administrateurs des Hôpitaux de Troyes à y installer des manufactures (11), ceux-ci avaient monté une manufacture de draps à l'Hôpital Saint-Nicolas et une filature de laine à l'Hôpital de la Trinité, qui ne tarda d'ailleurs pas à être remplacée par une filature de coton, moins contraire à la santé des enfants qui y étaient employés (12).

En 1745, les administrateurs des Hôpitaux qui avaient fait « venir de Marseille des cotons filés », se trouvant surchargés de ces cotons filés dont ils n'avaient plus l'emploi, « achetèrent des métiers à faire bas qu'ils firent monter à l'Hôpital de la Trinité (13) ». Les orphelins qui y étaient hospitalisés et qui, jusqu'alors, étaient soit occupés à filer, soit « mis à métier » ou « loués à des laboureurs », firent

au chômage, en comprenant ceux qui cultivent, filent « fabriquent, blanchissent et vendent les toiles ». Archives de l'Aube, C 1929.

(10) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 21.

(11) D'Arbois de Jubainville, ouvrage cité, ch. ix.

(12) Archives de l'Aube, C 1916.

(13) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 24.

l'apprentissage de la bonneterie et furent, à Troyes, les premiers ouvriers bonnetiers (14).

Les orphelins ne constituant pas une main-d'œuvre suffisante, les administrateurs des Hôpitaux durent bientôt faire appel aux ouvriers du dehors. La plupart de ceux-ci ne tardèrent d'ailleurs pas à s'établir en ville, après avoir reçu leur formation professionnelle à l'Hôpital de la Trinité.

Ils se réunirent en 1753 à la Communauté des Bonnetiers de Troyes, et obtinrent, après diverses sollicitations, une sentence du lieutenant général de police, leur accordant l'autorisation d'établir des métiers à faire bas et autres ouvrages de bonneterie (15).

Cette nouvelle infraction à l'arrêt de 1700, cette fois bien tombé en désuétude, entraîna immédiatement une augmentation considérable du nombre des bonnetiers. Quelques mois plus tard, d'ailleurs, l'arrêt du Conseil du 25 mars 1754 permettait « d'établir des métiers et de travailler dans toutes les villes et lieux du Royaume, en se conformant aux Lois, Usages et Règlements intervenus et à intervenir. »

A la suite de cette nouvelle mesure, les métiers à faire bas se répandirent non seulement à Troyes, mais dans toute la banlieue immédiate, provoquant « la disparition complète des bonnetiers au tricot. »

Ce développement s'accrut encore à la suite des Lettres Patentes du 13 février 1765 qui permirent d'établir des « manufactures d'étoffes dans toutes les villes et tous les lieux du Royaume où il n'y avait point de communauté d'établies » ; ces dispositions furent d'ailleurs précisées par l'arrêt du Conseil du 28 février 1766 qui spécifia que « les fabricants en bonneterie et tous autres habitants de campagne et lieux où il n'y a point de communauté, jouiront pleinement et paisiblement de la permission accordée par les Lettres Patentes de 1765, de fabriquer les choses de leur métier, en se conformant aux Règlements (16). »

(14) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 137.

(15) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 26 et suivantes.

(16) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 31.

Dès lors, un grand nombre de métiers à bonneterie se disséminèrent dans la Champagne troyenne, « principalement dans les arrondissements d'Arcys, Méry et Romilly-sur-Seine. » Nous nous réservons le soin d'étudier ci-dessous de manière plus approfondie l'extension de la bonneterie dans les campagnes et les conséquences qui en résultèrent.

SECTION III. — LES CRISES.

La population troyenne, qui trouvait ses principales ressources dans l'activité industrielle, eut des périodes difficiles à traverser lorsque les crises vinrent paralyser le commerce et ralentir, sinon arrêter, la fabrication.

Pendant la période qui nous occupe, la première crise qui éprouva l'activité industrielle fut celle qui atteignit la tisseranderie en 1732 et incita le seigneur d'Arcis, à la suite des deux incendies qui avaient détruit la ville, à y introduire les premiers métiers à bonneterie. Le déclin des fabriques de draps fut attribué à l'avidité des tisserands dont les toiles étaient « insuffisamment garnies de chaînes et très altérées à cet égard (17) », mais les fabriques de toiles de coton et de lin ne tardèrent pas à être frappées à leur tour.

La tisseranderie en resta atteinte et ne reprit pas la place qu'elle occupait, lorsque la situation industrielle redevint normale.

Dans les vingt dernières années de l'Ancien Régime, trois grandes crises, coupées de courtes interruptions, frappèrent les populations de la Champagne troyenne. Le nombre des métiers en activité à chaque instant, traduit nettement l'évolution de la situation industrielle.

En octobre 1770, par suite d'une grave mévente, ils se trouvent réduits à 1.340 au lieu de 1.450 deux mois auparavant (18). Pour entretenir l'activité, la municipalité emprunte 40.000 livres destinées à fournir du coton aux fila-

(17) Archives de l'Aube, C 1929.

(18) D'Arbois de Jubainville, ouvrage cité, ch. ix.

teurs et à leur acheter ensuite le coton qu'ils ont filé, lequel est stocké en attendant des jours meilleurs (19).

La guerre d'indépendance américaine suscite, quelques années plus tard, une nouvelle crise en provoquant une augmentation du prix du coton et en suspendant les relations avec l'Angleterre qui était le plus important des débouchés de la fabrique troyenne. De 2.400 en mai 1782, le nombre des métiers en activité tombe à 16 ou 1700 en janvier 1783. Le commerce se trouve paralysé; les fabricants, ne recevant plus le prix des marchandises qu'ils ont livrées à crédit, ne peuvent tenir leurs engagements (20). Obligés d'acheter leurs métiers au comptant, de faire des avances importantes à leurs ouvriers, ils ne trouvent pas à vendre leurs marchandises et sont à la veille, en fermant leurs fabriques, de réduire « à la mendicité environ trois mille ouvriers domiciliés et ayant leur ménage (21). »

La misère du peuple est telle qu'on craint qu'elle donne lieu « aux événements les plus fâcheux », car à Troyes l'activité industrielle est concentrée dans la ville et les faubourgs, à l'inverse de beaucoup d'autres villes « qui ne sont que l'entrepôt d'un arrondissement dans lequel se trouvent les manufactures (22). »

Les difficultés sont encore accrues du fait que les marchands, qui regardent la paix comme très proche, ne veulent pas s'encombrer de marchandises qui, d'un jour à l'autre, peuvent baisser considérablement.

La crise de 1787.

Cette crise fut suivie, dès 1784, d'une période « d'euphorie, de surproduction et de gains effrénés » qui dura

(19) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 73-75.

(20) Il semble que la débâcle soit venue d'Arcis où les marchands avaient emprunté à Troyes des sommes considérables. (Cf. Extrait du Registre des délibérations de l'Hôtel de Ville de Troyes, Archives de l'Aube, E 1144.)

(21) Archives de l'Aube, E 1144.

(22) Rapport des officiers municipaux de la ville de Troyes, Archives de l'Aube, E 1144.

trois années (23). L'activité du bureau de marque et de visite tripla entre le premier semestre 1783 et le premier semestre 1784. La ville de Troyes arrive en tête des villes françaises avec Rouen et Lyon pour la fabrication des piqués, serges en coton, toiles unies, basins unis et rayés.

En 1786, le nombre des métiers en activité s'élève à 2.600, répartis de la manière suivante, dans les différentes fabriques :

« en piqués	450
en toiles de coton et brillans	1.350
en bazins unis	650
en bazins rayés	100
en futaines	50 (24). »

Cette prospérité fut de courte durée, car les funestes conséquences du traité de commerce franco-anglais de 1786 ne tardèrent pas à se faire sentir et entraînèrent une crise dramatique dont l'industrie troyenne faillit ne pas se remettre. Les tissus de coton de toute espèce étaient « taxés dans les deux royaumes à un taux équivalent à 12 % de leur valeur et, en outre, à un droit additionnel correspondant au droit que payait la matière première (25). »

L'industrie française souffrit beaucoup de l'entrée des cotonnades anglaises sur le territoire : les magasins, déjà engorgés par la surproduction qui, durant trois années, précéda la crise, sont pleins de marchandises « que l'introduction de celles de l'Angleterre force de refluer (26). » L'arrêt de 1.500 métiers entraîne, outre le chômage de 1.500 ouvriers, celui de « 3.000 autres qui cardent, filent ou apprêtent les matières destinées à alimenter ces 1.500 métiers. »

(23) Paul Dupleux, *L'industrie textile en Champagne troyenne de 1784 à 1789*, p. 4 et s.

(24) Discours du procureur général syndic à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée administrative du département de l'Aube, ouvrage cité.

(25) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France* avant 1789, t. VII, ch. II.

(26) *Mémoire des fabricants de Troyes*, septembre 1787, Archives de l'Aube C 1926.

La fabrique de toiles n'est pas la seule atteinte et celle du drap est dans une situation encore plus difficile, « car un métier de drapperie occupe deux tisseurs et au moins douze ou quinze ouvriers fileurs, cardeurs, etc..., un drapier qui a 60 métiers battants occupe 1.200 ouvriers. »

L'intendant de Champagne écrit au contrôleur général : « la fabrique de Troyes est dans la crise la plus violente et, si on ne vient au plus tôt à son secours, elle court risque d'être perdue sans ressource (27). »

L'hiver est, par malheur, d'une rigueur exceptionnelle et 6.000 ouvriers contraints au chômage vivent « sans bois et sans pain : quelques-uns furent réduits par la misère à se procurer des ressources par le vol (28). » On signale, en effet, qu'« il se commet des vols et des meurtres » et le lieutenant général de police craint pour un avenir proche des événements plus graves encore : « si, dans cette saison qui n'est pas encore rigoureuse, nous éprouvons déjà les effets de cette révolution, nous devons craindre pour l'hiver qui est prochain de plus grands désordres encore (29). »

En prévision de troubles possibles, les autorités prennent des mesures pour « contenir tous les ouvriers dans les justes bornes du devoir et de la subordination (30). »

Dès cette période on remarque dans la correspondance du subdélégué de l'intendant, du lieutenant général de police ou des autorités municipales, l'appréhension des mois à venir : les esprits vivent dans l'attente d'événements graves qu'ils prévoient et redoutent.

L'agitation s'aggrave d'autant plus que la situation des manufactures est plus critique : alors qu'en janvier 1787, on comptait encore 2.700 métiers en activité, on n'en compte plus un an plus tard que 1.117 (31).

(27) Lettre du 20 janvier 1788, Archives Nationales, F¹², 1411 B, citée par Emile Chaudron, ouvrage cité p. 7.

(28) Albert Babeau, Histoire de Troyes pendant la Révolution, t. I, ch. iv.

(29) Lettre du lieutenant général de police Sourdat du 1^{er} octobre 1787. Archives de l'Aube, C 1926.

(30) Archives de l'Aube, C 1926.

(31) D'Arbois de Jubainville. Inventaire sommaire des Archives de l'Aube, p. 73-75.

Les compagnons et ouvriers « affichent même des placards dans lesquels ils menacent de mettre le feu, surtout chez les marchands qui refusent d'acheter », et on « craint avec une sorte de raison que l'hiver prochain ne soit bien orageux (32). »

La détresse de l'industrie troyenne eut plusieurs causes dont la principale fut, certes, le traité de commerce franco-anglais dont Troyes fut une des principales villes manufacturières à ressentir les effets, parce que ses produits présentaient beaucoup d'analogie avec ceux de l'Angleterre. Le marché fut envahi par les marchandises anglaises qu'il était de bon ton d'acheter et de porter. Il y avait alors une certaine vogue — le mot snobisme n'est pas de l'époque — « à priser tout ce qui nous venoit de l'étranger et surtout de l'Angleterre. Le délire a été porté à un point qu'on ne vendoit plus rien en France que sous le cachet Anglois et que les quatre coins de l'Empire sembloient se disputer à qui enrichiroit plus vite nos industriels voisins (33). »

La supériorité anglaise fut surtout une supériorité technique qui, en lui permettant de réaliser une économie de main-d'œuvre, lui donnait la possibilité de produire à bas prix. L'industrie troyenne, en retard non seulement sur l'Angleterre, mais encore sur la Normandie, la Picardie, l'Orléanais, ne pouvait espérer rivaliser avec un pays qui employait des machines à vapeur et hydrauliques pour carder, filer, apprêter et blanchir le coton. Le seul moyen qui lui aurait permis de continuer à tenir sa place eut été la transformation totale du régime de production des petits artisans troyens. Mais l'attachement que ceux-ci « professaient pour les procédés techniques et les usages anciens, leur répugnance à quitter leur demeure pour l'atelier de l'entrepreneur, sa discipline sévère des heures de travail,

(32) Lettre du 17 août 1788, adressée à M. Lambert, contrôleur général des finances, par M. Rouillé d'Orfeuil, intendant de Champagne, Archives de l'Aube, C 1926.

(33) Discours de J. C. Beugnot, procureur général syndic de l'Assemblée administrative du département de l'Aube, à la séance du 3 novembre 1790, ouvrage cité.

des heures de repos et des procédés de fabrication » constituaient autant d'obstacles au développement des entreprises centralisées (34).

Le traité de commerce de 1786 ne fut cependant pas seul responsable, car les fabricants de la ville de Troyes eurent aussi à subir la concurrence des campagnes. A la suite des Lettres-Patentes du 5 mai 1779 qui laissaient aux fabricants « la liberté de suivre telles dimensions et combinaisons qu'ils jugeraient à propos », des toiles défectueuses, provenant surtout des métiers de la campagne, furent jetées en quantité sur le marché, à meilleur prix que celles provenant de la ville.

Le lieutenant général de police Sourdat raconte que, le 26 juillet 1788, rentrant chez lui vers 9 heures du soir, il trouva 60 à 80 femmes de tisserands qui l'attendaient et l'accablèrent de leurs plaintes « de ce qu'elles n'avoient point vendu de marchandises... qu'elles n'avoient point d'argent pour payer leurs ouvriers, ni pour acheter des matières et remonter des pièces, qu'il y auroit indubitablement une révolte (35). » Mais le lendemain, il apprend qu'elles sont surtout au désespoir que le peu de marchandises achetées par les marchands le soient aux fabricants des campagnes.

Ceux-ci ne tiennent pas compte, en effet, de la déclaration royale du 1^{er} mai 1782 qui leur interdit de déposer leurs tissus ailleurs qu'au bureau de la communauté. Afin de remédier à cette situation, une ordonnance du lieutenant général de police du 8 novembre 1788 défendit aux forains de colporter et exposer à Troyes, aucun ouvrage de soie, laine, fil ou coton en dehors du temps des foires.

(34) J. Koulischer, *La grande Industrie aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Annales d'Histoire Economique et Sociale, n° du 15 janvier 1931. Sur le retard de l'industrie troyenne, cf. Archives Nationales, F²⁰, 166 : « Les habitants de l'ancienne Champagne n'ont pas suivi les mouvemens rapides qui ont porté les arts mécaniques vers leur perfectionnement... les heureuses applications de la chimie aux procédés des fabriques et des mathématiques aux machines qui remplacent les bras ne sont pas connues dans ces contrées. »

(35) Mémoire du lieutenant général de police du 27 juillet 1787, Archives de l'Aube, C 1926.

La bonneterie qui continue à jouir de la même faveur, profita de cette longue crise. Alors que tisserands et fileurs accablés par la misère, gagnent à peine de quoi subsister et vivent au jour le jour parce qu'ils ne disposent pas « des ressources nécessaires pour perfectionner leur matériel (36) », la bonneterie leur offre une ressource inespérée.

Les frais d'installation y sont relativement peu élevés, puisqu'en 1787 un métier à faire bas ordinaire est estimé à 220 livres, et les débouchés restent assurés. Le fabricant y trouve, par ailleurs, un bénéfice plus étendu, car le fil et le coton employés jusqu'alors comme matières premières dans les manufactures de Troyes arrivaient du dehors tout œuvré, ce qui fait que leur manipulation échappait au peuple de Troyes, tandis que « dans la bonneterie, au contraire, où il n'entre que du coton, le peuple recueille tout le prix de la préparation, » depuis le moment où le coton brut est livré à la fileuse jusqu'au moment où la marchandise est prête à être expédiée (37).

C'est donc en partie aux circonstances que la bonneterie, qui n'était apparue au début que « comme un accessoire de la toilerie, tant pour la filature que pour le blanchiment et la teinture (38), » dut son développement rapide. Elle comptait plus de 1.500 métiers, groupés en Champagne troyenne, en 1787 (39), alors que les métiers à tisser, au nombre de 3.240 en 1784, se trouvaient réduits à 1.500 au mois d'octobre de la même année.

(36) J. Ricommand, ouvrage cité, p. 35.

(37) Discours de J. C. Beugnot, procureur général syndic, à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée administrative du département de l'Aube, ouvrage cité.

(38) J. Ricommand, ouvrage cité, p. 35.

(39) En 1787, on dénombrait à Troyes, 500 métiers à bonneterie, 300 à Arcis, 89 à Méry, 40 aux Grandes-Chapelles ; les autres métiers étaient disséminés à Montsuzain, Ossey, Villacerf, Payns, Plancy, Prunay, Rhèges, Saint-Benoist-sur-Seine, Flavy... D'Arbois de Jubainville, l'Administration des intendants, ch. ix.

CHAPITRE II

L'Industrie rurale.

SECTION I. — SON DÉVELOPPEMENT.

Au début de la seconde moitié du XVIII^e siècle, devant le mouvement de dépopulation des campagnes, on cherche à « faciliter aux manufactures que les jurandes ont enfermé dans les villes, les moyens de gagner la campagne » où l'ouvrier trouvera toujours plus facilement sa subsistance « et où, d'ailleurs, le travail est moins sujet à cesser parce qu'il se fait à meilleur marché (1). »

Dans ce but, un arrêt du Conseil du 7 novembre 1762 autorise les habitants des campagnes à acheter des « matières premières et des ustensiles, à filer toute espèce de matière et fabriquer toutes sortes d'étoffes, » en profitant des loisirs que leur laissent leurs occupations ordinaires.

L'industrie troyenne présente justement l'avantage de pouvoir occuper « en même tems tous les âges (2) » et tandis que « ceux qui sont en état travaillent sur les métiers, les femmes, les vieillards et les enfants filent les cotons » ; le tisserand trouve ainsi la possibilité d'ajouter au bénéfice qu'il tire de la pièce qu'il fabrique, « celui de la filature que ses enfants économisent par leur travail. »

Les renseignements techniques leur sont fournis par M. Wattier de la Comté, inspecteur des manufactures à Troyes, qui recommande aux tisserands des campagnes de s'exercer d'abord à la fabrication des « bazins unis et des toiles de coton, parce que la fabrication de l'un et de l'autre est plus simple et plus aisée, et les conduira naturellement à d'autres ouvrages plus difficiles. »

(1) Gournay 1756, cité par Levasseur, ouvrage cité, l. VII, ch. III.

(2) Archives de l'Aube, E 1137.

Les étoffes ainsi confectionnées sont mises en vente dans les villes où il y a des Communautés de Marchands, et portées au Bureau des Marchands « pour être visitées et marquées, sans que les gardes-jurés des Fabricans puissent prétendre à ladite visite. »

Le développement de l'industrie dans les campagnes de la Champagne troyenne fut secondé par la Communauté-Unie des Marchands de Troyes qui décida de créer des écoles de filature en divers endroits pour y former des ouvriers qui puissent ensuite ouvrir des établissements pour leur propre compte. Au centre de la Champagne aride, à Origny-le-Sec, elle en confia la direction aux sieurs Belly, père et fils, négociants à Troyes (3) et leur rembourse les frais d'installation qui s'élèvent à plus de 33.221 livres (4), mais en raison de l'importance des frais, elle ne tarde pas à abandonner cette école qu'elle confie à un contremaître, avec dix métiers et une avance de 1.200 livres pour lui permettre de travailler à son compte. A Estissac, la Communauté-Unie des Marchands de Troyes envoya « Nicolas Botot, compagnon-tisserand, et Françoise Valton, sa femme », qui s'obligèrent à former douze apprentis de la campagne en 4 ans, moyennant une rétribution de 50 livres par apprenti (5). Une convention identique intervint à Montiéramey.

De son côté, le Bureau du Commerce de la ville de Troyes fit venir de Flandre pour deux années le sieur Mathon Linier et son fils « pour former les habitans de la campagne dans la préparation du lin et pour leur apprendre à filer. »

Les paysans des régions stériles, qui cherchaient hors de la culture un complément de ressources, furent particulièrement séduits par cette politique qui, en leur donnant la possibilité de s'occuper pendant les mois d'hiver, leur ouvrait la perspective d'une vie plus lucrative et moins pénible, et l'espoir d'assurer à leurs enfants une aisance plus

(3) Pierre Billon, La Communauté unie des marchands de Troyes, p. 107.

(4) Archives de l'Aube, E 1137.

(5) Archives de l'Aube, C 1924.

confortable (6). Dans les agglomérations très peuplées, comme Arcis-sur-Aube, Origny-le-Sec, où le sol peu fertile ne pouvait occuper tous les bras, le développement de l'industrie produit d'heureux résultats. En beaucoup d'endroits, le curé atteste que le nombre des pauvres a beaucoup diminué depuis l'installation de la filature, alors qu'à Troyes une multitude de fabricants, d'ouvriers et de fileurs sont tombés dans la misère (7).

Cet essor ne se limite pas aux terres incultes, mais atteint aussi les villages « qui exigent par la nature de leur sol tous les soins et les travaux de l'agriculture », sur les bords de la Seine ou de l'Aube, par exemple, où la fertilité du sol permet à tous les habitants de s'occuper (8).

Ce succès est tel que l'agriculture finit par manquer de bras. La main-d'œuvre devient introuvable, les fermes sont abandonnées, les grains augmentent sans cesse, parce que les moissons ne peuvent être rentrées à temps.

Les jeunes paysans n'hésitent pas à sacrifier la charrue paternelle et les arpents dont ils ont hérité, pour acquérir un métier à bas ou à toile de coton. Les enfants, qui n'ont pas la force suffisante pour se rendre utiles au laboureur et restent pour lui une charge, sont, au contraire, un secours pour l'ouvrier ; ils vivent dans l'atelier du père, préparent les métiers... Les infirmes ou les vieux peuvent continuer à travailler encore pour améliorer la subsistance de la famille.

Les intentions des pouvoirs publics qui avaient tout fait pour propager l'industrie dans les campagnes, furent certainement dépassées par les proportions que prit son développement. A Arcis-sur-Aube, sur une population de 2.800 habitants environ, en 1788, la fabrication des bas occupe

(6) Archives de l'Aube, E 1137. Dans la région rémoise, « faute de pouvoir tirer de leurs terres les produits nécessaires à leur subsistance, les habitants étaient obligés de travailler presque tous à domicile pour la manufacture de Reims. » (Gustave Laurent, Reims et la région rémoise à la veille de la Révolution, p. CLXXXIV.)

(7) Procès-verbal de la séance du 22 octobre 1788, de l'Assemblée d'Election de Troyes. Archives de l'Aube, C 2336.

(8) *Id.*, séance du 13 octobre 1788.

300 métiers et 900 personnes travaillent à la filature du coton. A Maizières-la-Grande-Paroisse, 300 personnes, sur une population de 2.900 habitants, s'emploient à la bonneterie et à la filature du coton, de sorte que « la majeure partie de la paroisse, trouvant à vivre à l'aide de ces métiers, refuse d'aider le laboureur dans les travaux de la moisson qui, pour cette raison, traînent en longueur. »

La même activité se remarque dans les petites agglomérations : Plancy, qui comptait 63 laboureurs en 1777, en dénombre 3 et 63 fabricants en 1788 ; au Chêne, la moitié des 380 habitants sont employés à la filature du coton ; à Barberey-Saint-Sulpice « presque tous les jeunes gens de la paroisse apprennent le métier, ce qui occasionne une disette d'ouvriers pour les travaux d'agriculture et une augmentation considérable dans le prix des domestiques (9), » Bessy compte 7 métiers à bas, 23 personnes occupées à la filature du coton sur une population de 185 âmes et il en est de même de Diérrey-Saint-Pierre, Diérrey-Saint-Julien, Chauchigny, La Chapelle-Vallon... et de presque toutes les villes et villages de la Champagne troyenne, sans omettre Romilly où les « habitants de cet endroit extraordinairement peuplé et où il se trouve fort peu de terres labourables », tirent leur subsistance de la bonneterie et de la filature du coton.

Les campagnes ont cessé de se dépeupler, mais nul n'avait prévu que la terre pût être délaissée à ce point. Les pouvoirs publics s'en inquiètent et les cahiers de doléances du bailliage de Troyes et de Bar-sur-Seine se font les échos des plaintes de la population paysanne qui est restée fidèle à la terre. Certains demandent que les manufactures soient concentrées dans les villes, d'autres, que pendant les travaux des campagnes, celui des manufactures soit interdit (10).

Les fabricants de Troyes ne sont pas les derniers à s'émou-

(9) J. J. Vernier, ouvrage cité.

(10) Les habitants d'Aumont proposent l'établissement d'une taxe d'industrie, suffisamment forte pour faire revenir dans les villes ceux qui veulent se livrer à l'industrie. J. J. Vernier, ouvrage cité.

voir de la concurrence de l'industrie des campagnes dont les produits de qualité inférieure se vendent moins cher (11) et plusieurs communautés en réclament la suppression pure et simple (12).

SECTION II. — LA CONDITION DE L'INDUSTRIE RURALE.

Les travailleurs des campagnes sont à la fois des paysans travaillant pour les besoins de leur famille et des artisans travaillant à domicile pour le compte d'un entrepreneur qui, en fait, n'est qu'un commerçant. Ils exécutent le plus souvent la commande d'un manufacturier dont ils ont reçu la matière première (13).

A Villenauxe, on considère que les tisserands doivent être regardés comme de simples ouvriers, car « aucun d'eux ne travaille pour son compte ; on leur fournit du fil et on les paye à l'aune, suivant la qualité de la toille (14). »

Aux Petites et aux Grandes Chapelles, en 1780, les drapiers abandonnent la draperie pour « filer des laines et cottons de façon, d'autre travaillent en compagnions pour

(11) Le Conseil du Commerce enregistre à cette occasion, à plusieurs reprises les plaintes de la Communauté des fabricants en soie, laine, fil et coton de la ville de Troyes. Cf. Bonnassieux, Inventaire des procès-verbaux du Conseil du Commerce, p. 476 et 477.

(12) On trouve trace de ces protestations dans les cahiers des communautés de fabricants d'étoffes de soie, laine, fil et coton ; des épiciers-ciriers-chandeliers ; des fabricants bonnetiers, chapeliers, pelletiers-fourreurs ; des maîtres-tailleurs ; des maîtres-serruriers ; des taillandiers-maréchaux ; des maîtres fondeurs, chaudronniers, potiers d'étain ; et dans le cahier des compagnons-bonnetiers.

Le développement de l'industrie à la campagne et les conséquences qui en résultèrent pour la qualité de la fabrication, ne furent pas spéciaux à la Champagne troyenne. Z. W. Zueller (La naissance de l'industrie rurale dans les Pays-Bas aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Annales d'Histoire économique et sociale, n° du 15 avril 1929) signale qu'aux Pays-Bas, les tisserands de Tilbourg et des environs vendent le produit de leur fabrication comme draps de Leyde ; ils bénéficient d'un loyer et d'une nourriture à meilleur marché et « quoique travaillant pour un moindre salaire, augmentent considérablement la prospérité et le bien-être » de leur localité.

(13) Tarlé, L'industrie dans les campagnes en France à la fin de l'Ancien Régime. Voir également J. Koulischer, La grande Industrie aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, Annales d'Histoire économique et sociale, n° du 15 janvier 1931.

(14) Archives de l'Aube, E 1151.

les drapriers de Troyes qui leurs envois les matières nécessaires (15). »

Partout où se développe l'industrie rurale, nous trouvons la même caractéristique : le travail effectué pour le compte d'un entrepreneur, presque toujours un marchand, qui fournit la matière première. « Les marchands, disposant de capitaux, devaient, à mesure que la production et les marchés s'étendaient, faire la loi aux ouvriers qui n'avaient pas d'avance (16). » Cette forme de l'industrie constitue une étape intermédiaire dans l'acheminement vers la grande industrie, l'industrie capitaliste, qui se trouvera réalisée lorsque les marchands entrepreneurs auront compris « l'intérêt qu'ils avaient à grouper tous ces ouvriers à domicile dispersés (17). »

(15) Archives de l'Aube, C 1300.

(16) H. Sée, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime*, p. 312.

(17) Ed. Dolléans, *Histoire du Travail et de la Législation industrielle* (Cours de Doctorat : Année 1940-1941), p. 111 et s. « Il suffira que les métiers soient concentrés dans des usines, pour que naisse la grande industrie, pour que le négociant-entrepreneur se transforme en patron industriel. » Henri Sée, *La France économique et sociale au XVIII^e siècle*.

CHAPITRE III

L'exercice du métier.

Le métier organisé comprend, outre le maître qui travaille pour son propre compte, les compagnons, les apprentis et les alloués. Le compagnon est un ouvrier qui a fait son apprentissage, mais qui, au XVIII^e siècle, passe le plus souvent sa vie à travailler pour le compte du maître, puisque, du fait de l'organisation restrictive des communautés d'arts et métiers, il n'a plus la possibilité d'accéder à la maîtrise. L'alloué est un ouvrier non qualifié qui n'a pas subi d'apprentissage.

SECTION I. — L'APPRENTI.

L'apprenti est présenté par ses parents ou son tuteur au maître qui va lui enseigner la technique du métier. Un contrat est passé par devant notaire et enregistré par la communauté qui en profite pour percevoir des droits (1). Ce contrat comprend le nom des parties, souvent le nom des témoins, la cause du contrat, sa durée, ses conditions, et mentionne les obligations respectives du maître et des parents de l'apprenti.

Un acte du 20 juin 1790, par lequel une fillette est placée pour 4 ans chez Nicolas Parâtre, maître tisserand, spécifie qu'elle y effectuera « les travaux préparatoires de la tisseranderie, suivant que son âge et son sexe le permettront,

(1) La Communauté des Bonnetiers et celle des Drapiers perçoivent 15 livres par brevet ; l'enregistrement des brevets d'apprentissage est gratuit chez les tisserands, l'apprenti tisserand étant seulement tenu de donner 5 sols à la « Confrairie dudit métier » en commençant son apprentissage. Archives de l'Aube, E 1151.

Les maîtres bonnetiers sont, de leur côté, soumis à une redevance de 10 sols pour chaque apprenti qu'ils ont dans leur boutique. Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton.

à la charge par ledit sieur Parâtre de l'envoyer aux instructions chrétiennes, de la loger, nourrir et blanchir, de la traiter humainement en bon père de famille et, en outre, de lui payer annuellement la somme de 12 livres en effets mobiliers à son usage et pour son entretien (2). »

Ces conditions sont généralement celles de tous les contrats d'apprentissage, sauf celles relatives à l'observation des devoirs religieux que l'on rencontre seulement aux approches de la Révolution.

La redevance n'est pas destinée à payer au maître l'enseignement technique donné à l'apprenti ou la divulgation des secrets professionnels, mais les frais d'entretien et de logement, car l'apprenti « devient membre de la famille du maître et passe sous son autorité paternelle (3). » Il arrive d'ailleurs souvent que le maître lui paye un léger salaire, la dernière année de l'apprentissage, en rémunération des services rendus.

Le nombre des apprentis qui peuvent être placés chez un maître est fréquemment limité par les règlements, pour permettre à l'enseignement professionnel d'être sérieux et aussi pour éviter que les maîtres ne puissent tirer profit de l'utilisation de cette main-d'œuvre moins onéreuse. Les statuts des bonnetiers n'apportent pas de limitation particulière et spécifient que le nombre des apprentis dont les maîtres bonnetiers peuvent disposer, dépend de leurs possibilités et de leurs facultés (4).

Les drapiers ne peuvent avoir qu'un seul apprenti à la fois. Toutefois un second apprenti est autorisé quand le premier en est à sa dernière année d'apprentissage. Les maîtres tisserands ne sont autorisés à employer que deux apprentis en même temps, sous peine d'une amende de

(2) Louis Morin, *Etude sur les contrats d'apprentissage à Troyes au xvii^e siècle*, publiée dans le *Bulletin de la Société de Protection des Apprentis*, année 1894.

(3) Emile Cornaert, *Les corporations avant 1789*, p. 201. Les statuts des drapiers en font une obligation aux maîtres.

(4) Extrait des « statuts et ordonnances de la Communauté des Maîtres-Bonnetiers ». Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton.

60 sols tournois « sinon que par pitié et aumône ils tiennent lesdits Apprentis, dont les dits Maîtres seront tenus faire apparoir et eux purger par serment. »

Pour la même raison que celle indiquée ci-dessus, la durée des contrats d'apprentissage est limitée à trois années, tant par les statuts des bonnetiers troyens que par ceux des drapiers ou des tisserands. Ils peuvent être résiliés avant la date convenue, du fait du mariage de l'apprenti ou par le consentement des parties, mais le maître est alors tenu de rembourser l'argent qu'il a déjà reçu « au prorata du temps passé à son foyer par l'enfant (5). »

Au moment de l'expiration du contrat, le maître fait subir à son apprenti un examen professionnel à l'issue duquel il lui délivre un brevet qui lui permet de travailler comme compagnon.

Le stade de la formation professionnelle est terminé : l'apprenti est maintenant un ouvrier qualifié.

SECTION II. — LE COMPAGNON.

Le compagnon vit le plus souvent chez son maître qui lui donne la nourriture et le logement (6) ; de ce fait, le maître exerce sur lui l'autorité du « père de famille » et prétend à une obéissance sans réserve.

Ce mode de vie ne suscite aucune difficulté tant que le maître entretient avec ses compagnons des rapports familiaux, mais lorsque le métier devient un monopole familial et que disparaît la cohésion qui unissait, sans distinction

(5) Louis Morin, *Etude sur les contrats d'apprentissage à Troyes au XVII^e siècle.*

(6) Pour mettre un terme aux réclamations des compagnons concernant la condition dans laquelle les maîtres les tiennent, une ordonnance du lieutenant général de police de Troyes, du 10 septembre 1773, leur interdit d'employer les menaces pour obtenir des maîtres les clefs de leur maison, de la lumière dans leur chambre et des améliorations de la nourriture.

Cet état de choses n'est pas spécial à Troyes car, à la fin de l'Ancien Régime, on voit Restif de la Bretonne constater que « l'habitude de coucher et de chauffer honnêtement les compagnons se perd ».

de condition, les travailleurs occupés au même atelier, les ouvriers, conscients de la force de leurs associations de compagnons, l'utilisèrent « soit pour mettre des patrons en interdit, soit pour protester contre l'établissement de métiers ou de manufactures, soit enfin pour faire augmenter leur salaire (7) » ; les maîtres s'aperçurent qu'ils ne disposaient plus sur eux d'une autorité suffisante : des mesures de police ouvrière vinrent alors imposer aux rapports entre maîtres et compagnons des règles dont ceux-là ne pouvaient plus obtenir l'application.

Le compagnon loue ses services par contrat, généralement pour une année et les statuts des Bonnetiers mentionnent que les maîtres ne peuvent « attirer ou soulever » les ouvriers qui n'ont pas fini leur temps chez d'autres maîtres. Cette pratique devait être fréquente, chez les bonnetiers et dans les autres métiers, car on voit les fabricants d'étoffes, de soie, laine, fil et coton, se plaindre dans leur cahier de doléances de « l'inexécution des réglemens qui défendent d'attirer et soulever les ouvriers en augmentant leur salaire (8). »

Le compagnon ne peut quitter avant le terme fixé le maître avec lequel il a un engagement, s'il n'a obtenu de celui-ci la délivrance d'un billet de congé. Au cas où il a lui-même des plaintes à formuler, ou s'il ne reçoit pas régulièrement son salaire, il se fait délivrer ce billet de congé par le Juge de Police (9).

Quant aux ouvriers tisserands, ils ne peuvent se séparer du maître pour lequel ils travaillent avant d'avoir terminé la pièce qu'ils ont montée, ce qui laisse supposer qu'ils ne suivent pas la règle ordinaire de louer leurs services pour une année. Une sentence du siège de police de Troyes, du 26 juin 1773, confirmée par un arrêt du Conseil Supérieur de Châlons, rappelle ces dispositions et interdit aux compagnons et ouvriers de quitter leur maître sans les avoir

(7) J. J. Vernier, ouvrage cité.

(8) J. J. Vernier, id.

(9) Archives de l'Aube, ¹/₂E 1151.

averti en commençant la dernière pièce, ou « avant qu'elle soit faite au tiers », et sans avoir obtenu un billet-congé (10).

Ceux qui ne sont pas liés par contrat et « sont à la journée » ne peuvent quitter leur maître sans avoir achevé les ouvrages pour lesquels ils ont été loués, ou sans les avoir averti une « quinzaine avant leur sortie (11). »

SECTION III. — L'ACCÈS A LA MAÎTRISE.

Avant la crise des communautés d'arts et métiers, le compagnon pouvait considérer son état comme transitoire, en attendant d'accéder à la maîtrise : cet espoir est déçu lorsque, dans le courant du XVIII^e siècle, le métier devient un monopole familial. Le compagnon doit se résigner à se contenter de son travail quotidien et renoncer à la perspective d'« ouvroir ou boutique, ni besongner pour autrui (12). »

Pour accéder à la maîtrise, il doit non seulement donner les garanties de compétence exigées par l'apprentissage et la confection du chef-d'œuvre, mais aussi pouvoir payer les droits qui deviennent de plus en plus élevés. Ces droits qui représentent « la participation du nouveau maître aux dépenses communes qui ont été nécessitées dans le passé par la défense du métier et de ses privilèges (13) », augmentent pour des raisons d'ordre fiscal et viennent s'ajouter aux

(10) Archives Municipales de Troyes, série AA, 41^e carton, 2^e liasse. La communauté des tisserands, comprenant de nombreux maîtres qui ne savent ni lire ni écrire, il arrive que des compagnons se fassent « donner par des personnes empruntées des billets de congé, sans le consentement de leurs Maîtres ». Afin de pallier à cette fraude, une sentence de police du lieutenant général de police de Troyes du 26 novembre 1768 prescrit que seuls seront valables les billets de congé imprimés à la diligence de la Communauté. (Archives Municipales de Troyes, série HH supplément.)

(11) Ordonnance du lieutenant général de police de Troyes, du 10 septembre 1773.

(12) Statuts et ordonnances de la Communauté des Maîtres-Bonnetiers, Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton.

(13) Olivier-Martin, L'organisation corporative de la France d'Ancien Régime, p. 137.

frais de stage et de banquet qu'ils sont obligés de faire au moment de la réception (14).

Les compagnons sont les seuls à en supporter la charge, car les fils de maîtres jouissent de privilèges aussi bien en ce qui concerne le paiement des droits de maîtrise que la durée de l'apprentissage et la confection du chef-d'œuvre.

Le bonnetier, fils de maître, ne paie que 24 livres, représentant des frais de police, pour être reçu, alors que le compagnon aspirant à la maîtrise doit régler 30 livres aux jurés et 10 livres à chacun des membres de la Communauté (15), moyennant quoi cette dernière prend à sa charge les frais de police.

Chez les tisserands les droits s'élèvent à 323 livres ; chez les drapiers à 600 livres et à 500 seulement si l'aspirant à la maîtrise épouse une fille de maître.

Dans chacune de ces deux communautés, les fils de maître ne sont tenus qu'aux frais de police qui se montent à 23 livres ; la Communauté des Tisserands n'exige même pas pour eux les trois années préalables d'apprentissage et se limite à la confection du chef-d'œuvre.

On comprend l'attitude hostile des compagnons devant cette inégalité des conditions, qui n'est d'ailleurs pas sans provoquer à l'industrie un préjudice important, car une telle organisation du métier « concentre parmi un petit nombre d'ouvriers souvent inaptes les moyens de subsistance, tandis que des ouvriers habiles, mais hors d'état d'acquérir la maîtrise, languissent dans la pauvreté et souvent même se trouvent sans occupation (16). »

Ces inconvénients, joints à la rigidité de l'organisation corporative (17), qui ne laissait aucune place aux initiatives et aux idées nouvelles (nous avons vu que l'introduction des

(14) « Il est clair que toutes ces maîtrises et toutes ces jurandes n'ont été inventées que pour tirer de l'argent des pauvres ouvriers, pour enrichir les traitants et pour écraser la nation. » Voltaire, *Lettres Vaines* (1^{er} mars 1776), cité par Alfred Picard, *Rapport sur l'Exposition Universelle Internationale* de 1889, t. IX, p. 14.

(15) Ils étaient 130 en 1777, Archives de l'Aube, E 1151.

(16) Archives de l'Aube, E 1151.

métiers à bas n'avait pu se faire qu'en violation des lois et règlements), suscitent un mouvement de réforme dans le cours du XVIII^e siècle, timide d'abord, puisque, sans condamner encore les corporations et les maîtrises, il se « propose de réunir les professions les plus voisines, de supprimer beaucoup de leurs formalités et exigences, de libérer la technique (18), » mais qui sera bientôt largement dépassé par les disciples des physiocrates : Gournay, Mercier de la Rivière, Condillac...

Les administrateurs eux-mêmes sont, d'une manière générale, partisans d'une politique de liberté qui commence d'ailleurs à entrer en application, puisqu'après 1750, on voit le Bureau du Commerce faire droit à de nombreuses « requêtes d'apprentis et de compagnons qui s'adressent directement à lui pour être exemptés du brevet d'apprentissage (19). »

Ces mouvements suscitent une série d'édits qui tendent d'abord à élargir le cadre étroit du métier pour finalement le supprimer complètement. C'est en particulier l'arrêt de 1762 qui assure la liberté du travail des textiles dans les campagnes. Quelques années plus tard, afin d'éviter que les compagnons qui ne peuvent subvenir aux dépenses nécessitées par l'accès à la maîtrise, n'aillent porter leur industrie à l'étranger, le Roi établit en leur faveur, par un édit de mai 1767, un certain nombre de brevets ; ces derniers, accordés aux compagnons jugés les plus capables, leur tiennent lieu de maîtrise.

L'aboutissement normal de ces tendances fut l'édit de Turgot du 5 février 1776 qui se réclame du désir de protéger « cette classe d'hommes qui, n'ayant pas de propriété en dehors de leur travail et de leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer toutes leurs ressources dans un régime de liberté pour leur permettre de subsister (20). » Le droit au travail proclamé comme un droit na-

(18) Lettre adressée le 8 février 1771 par M. Trudaine à M. Rouillé d'Orfeuil, Intendant de Champagne. Archives de l'Aube, E 1154.

(19) Emile Cornaert, ouvrage cité, p. 174.

(20) Germain-Martin, *Histoire Economique et Financière*, p. 272.

turel, entraîne logiquement la proclamation de la liberté du travail et par conséquent l'abolition pure et simple des corps de métiers.

La liberté du métier n'implique d'ailleurs pas la liberté d'association et l'édit de 1776 proscrit formellement les coalitions des maîtres, compagnons, ouvriers ou apprentis, sous quelque prétexte que ce fut.

Ces mesures suscitent bien des oppositions et l'on voit le Parlement prendre prétexte de l'agitation manifestée par les compagnons, durant les dernières années, pour insister sur les difficultés d'exercice de la police ouvrière dans ces nouvelles conditions : tandis que jusqu'alors, « les ouvriers étaient inspectés par leurs maîtres » et ne pouvaient rêver d'une police plus douce que celle des jurandes, la police ne pourra plus désormais exercer sa surveillance que difficilement (21).

Au cours des itératives remontrances qui précédèrent l'enregistrement de l'édit, le Premier Président précise le péril qu'il y aurait à laisser « sans frein et sans règle une jeunesse turbulente et licencieuse. »

Cette réforme ne fut que de courte durée, puisque quelques mois plus tard l'édit d'août 1776 de Necker ramenait l'état de choses antérieur, en rétablissant les communautés : l'examen d'accès à la maîtrise est maintenu, les droits sont considérablement diminués, mais restent encore trop élevés, et les compagnons continuent de se heurter au monopole familial du métier.

Dès le début de la Révolution Française, le droit au travail est proclamé comme un droit sacré, imprescriptible. Le baron d'Allarde, rapporteur de la loi sur les corporations, fait siennes les réclamations des compagnons : « La longueur de l'apprentissage, la servitude du compagnonnage, les frais de réception épuisaient une partie de la vie

(21). Olivier-Martin, ouvrage cité, p. 535.

du citoyen laborieux et des fonds dont il avait besoin pour monter son commerce (22). »

Adoptant les idées physiocratiques, la Constituante abolit maîtrises et jurandes par la loi des 2-17 mars 1791, qui autorise le libre exercice de tous les métiers à tous les ouvriers.

(22) Séance de l'Assemblée Constituante du 15 février 1791, cité par Alfred Picard. Rapport sur l'Exposition de 1889, t. IX, p. 15.

CHAPITRE IV

Le compagnonnage.

Au début du régime corporatif, l'organisation du corps de métier ne laisse pas place à une opposition de classes : le compagnon, l'apprenti travaillent dans le même atelier aux côtés du maître qui a sur eux l'autorité du chef de famille. Ils vivent de la même vie ; ce contact crée entre eux des intérêts communs et une intimité telle que la question sociale ne se pose pas. Le compagnon habile, travailleur, conserve toujours la perspective de pouvoir accéder à la maîtrise, car « les trois échelons de la hiérarchie sont plus des états successifs, par lesquels passent les mêmes personnes, que des catégories composées d'un personnel distinct (1). »

Cette situation se modifie au fur et à mesure qu'évoluent l'organisation corporative et l'organisation du travail. Le métier devient un monopole familial ; le maître est désormais un personnage moins accessible et l'on ne trouve plus entre maîtres et compagnons cette intimité qui résultait du travail fait en commun, dans les mêmes conditions.

La séparation des producteurs et des ouvriers en deux classes distinctes est acceptée comme une conséquence naturelle des choses. Toute entreprise, selon Turgot, nécessite le concours de deux espèces d'individus : les entrepreneurs qui avancent la matière première et l'outillage, et les « simples ouvriers qui travaillent pour le compte des premiers moyennant un salaire convenu (2). »

En même temps se multiplient les mesures de police destinées à remplacer la discipline familiale qu'ils subissaient autrefois à l'atelier.

(1) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 121.

(2) Emile Cornaert, ouvrage cité, p. 176.

L'ouvrier prend conscience de son isolement et se laisse « enrégimenter dans les mystérieuses associations du compagnonnage (3), » lesquelles reprennent une activité nouvelle au moment où se relâche la solidarité des maîtres et des compagnons.

Empreint de rites secrets, souvent enfantins, qui n'ont d'autre but que de « grandir par le symbole le geste laborieux et de le poétiser (4), » le compagnonnage confère aux ouvriers une vie nouvelle et même un changement d'identité (5) qui n'est pas sans susciter des entraves à l'exercice de la police ouvrière.

Ils forment en marge des associations légales des groupements modelés sur les communautés d'arts et métiers dont ils copient les pratiques (le nouvel arrivant doit payer une cotisation d'entrée et se plier à des épreuves qui rappellent le chef-d'œuvre). Ils hériteront même de leurs défauts, puisque nous verrons les fils de compagnons y jouir de privilèges spéciaux et les membres du compagnonnage frappés de multiples redevances à l'occasion de leurs déplacements, de fiançailles, d'épousailles, d'enterrements (6)...

SECTION I. — LA LUTTE DES POUVOIRS PUBLICS CONTRE LE COMPAGNONNAGE : LA POLICE OUVRIÈRE.

Les associations de compagnons, sous quelque nom qu'elles se forment, sont interdites dans « l'intérêt du grand public et afin d'assurer la défense du consommateur (7). »

Les ouvriers profitent, en effet, de la force que leur procure l'association pour faire « la loi à leurs maîtres en leur

(3) Lévasseur, ouvrage cité, I. VII, ch. I.

(4) Extrait d'un appel de la Fédération inter-compagnonnique de la Seine, inséré dans un numéro du journal *Le Temps* de 1905, dont nous n'avons pu retrouver la date exacte (Document communiqué par M. Louis Morin).

(5) Les initiés ne sont désormais plus connus que sous leur nom compagnonnique de « Bourguignon la Fidélité, Parisien aimé des Dames, La Fleur, La Douceur, Va-de-bon-cœur, Sans chagrin, Pleine lune... », Emile Cornaert, ouvrage cité, p. 237.

(6) Cf. Emile Cornaert, ouvrage cité, p. 240.

(7) Ed. Dolléans, Cours d'Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Doctorat : 1940-1941), p. 78.

donnant à leur gré ou les privant d'ouvriers, et les empêchant de prendre ceux qui pourraient leur convenir (8). » Ils quittent fabriques et manufactures sans avoir pris congé par écrit, sans achever les ouvrages commencés et sans rembourser les avances faites sur leur travail (9).

Les maîtres réagissent contre le compagnonnage et particulièrement contre le placement des ouvriers organisé par ses soins, car ils craignent qu'un tel monopole entre les mains des compagnons ne leur laisse plus la liberté de l'embauchage.

Les mesures de police et les condamnations sont inopérantes et malgré l'interdiction prescrite par l'ordonnance de Villers-Cotterets (1539), confirmée par l'arrêt du Conseil du Roi du 2 janvier 1749 qui fait défense à « tous compagnons et ouvriers de s'assembler en corps sous prétexte de confrairie ou autrement, de cabaler entre eux pour se placer les uns les autres chez des maîtres ou pour en sortir, ni d'empêcher, de quelque manière que ce soit, les dits maîtres de choisir eux-mêmes leurs ouvriers », les associations se multiplient, en même temps que les interdictions.

La ville de Troyes n'en est pas exempte et au fur et à mesure que l'on avance dans le XVIII^e siècle, le nombre des ordonnances du lieutenant général de police relatives aux attroupements et aux coalitions ouvrières, prouve l'activité des associations illégales de compagnons. Les maîtres Gardes, Jurés et Syndics de la Communauté des Tisserands, s'en plaignent dans une lettre qu'ils envoient, le 6 juin 1773, à M. Gauthier, procureur à Châlons : « il faut être sur les lieux et dans une ville de manufactures aussi considérable que Troyes pour bien voir comment quatre ou cinq mil compagnons s'assemblent, se réunissent aux ordres d'un

(8) Arrêt du Conseil du 2 janvier 1749. Archives Municipales de Troyes, série J, n° 26.

(9) Les ouvriers papetiers troyens semblent avoir été particulièrement remuants à la veille de la Révolution : on les voit s'ériger « en tyrans de leurs maîtres », leur imposer des amendes, mettre à l'interdit les ateliers qui leur déplaisent. Babeau (Artisans et Domestiques d'autrefois) cite même qu'en 1781, « un fabricant papetier a été mis à une amende de 300 livres par ses ouvriers et qu'en outre il a été obligé par eux de payer 12 sous à chaque ouvrier passant ».

chef, caballent entre eux, s'attroupent et se livrent à toutes sortes d'excès avec d'autant plus d'aisance qu'on ne les connaît que sous le nom de la Brie, Champagne, Picard (10)... » Sous le couvert de pareils sobriquets, ils ont toujours la faculté de fuir et les magistrats sont impuissants à assurer le maintien de l'ordre.

Le 15 décembre 1759, à l'occasion d'une sentence rendue au siège de police de Troyes, contre un nommé Cligny, maître-pâtissier, qui se dit Mère des Compagnons-Menuisiers et a autorisé chez lui une assemblée de compagnons, le lieutenant général de police rappelle à ceux-ci qu'il leur est interdit de « s'attrouper et s'assembler sous prétexte de conduite de leurs camarades ou de tels autres motifs que ce puisse être, au nombre de plus de trois, ni de porter aucune Canne, Bâtons, Armes ou autres instruments offensifs (11). »

C'est que les compagnons ne sont pas toujours paisibles et il ne se passe guère d'audience de la lieutenance générale de police sans que l'on n'assiste à la condamnation d'un compagnon pour atteinte à la tranquillité publique. Cette agitation n'est, d'ailleurs, pas alarmante : il s'agit, le plus souvent, d'insultes, de querelles au sortir du cabaret, ou tout simplement de tapage. Quelquefois, ils vont jusqu'à exercer des voies de fait sur l'huissier de la police, ou s'amusaient à provoquer l'alerte en criant « au feu » ou « à l'assassin (12). »

Ces désordres se multiplient cependant au point « d'interesser essentiellement la sûreté et la tranquillité publique » et un mois après l'ordonnance du 15 décembre 1759, le lieutenant général de police est obligé d'intervenir à nouveau pour en rappeler les prescriptions par une nouvelle ordonnance, puisque les compagnons continuent de s'assembler dans les cabarets « au sortir desquels ils font du tapage dans les rues et se portent à différents excès (13). »

(10) Archives Municipales de Troyes, série HH, supplément.

(11) Archives Municipales de Troyes, série AA, 40° carton.

(12) Archives Municipales de Troyes, J 25 bis.

(13) Ordonnance du 14 janvier 1760, Archives Municipales de Troyes, série AA, 40° carton.

Afin d'assurer le respect de ses ordonnances, le lieutenant général de police prend de nouvelles mesures destinées à « attacher l'ouvrier à son travail et à son atelier. » Les maîtres sont astreints à tenir un livre sur lequel sont portés l'identité des compagnons, ouvriers ou apprentis à leur service, le lieu de leur naissance, et de leur province et l'indication du dernier maître chez lequel ils ont travaillé.

Compagnons ou apprentis doivent être rentrés chez leur maître au plus tard à 9 heures du soir, même les dimanches et jours de fêtes, et sont passibles de peines de prison s'ils sont surpris seuls ou en troupe, ailleurs que chez leur maître après cette heure.

Enfin, il est de nouveau interdit à toute personne, hôtelier, cabaretier ou bourgeois, « de se dire et prendre la qualité de Mère des dits Compagnons et Ouvriers, de les recevoir en cette qualité, de s'entremettre, de placer les dits Compagnons chez les Maîtres » sous peine d'amende.

Le compagnonnage devint plus secret encore, mais ne disparut pas malgré les rigueurs de la police. Et les Troyens allaient avoir, peu de temps après, la révélation d'une confrérie de compagnons tisserands qui réunissait ses membres depuis le début du siècle.

SECTION II. — LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES A TROYES.

Le 28 juillet 1761, intervint en effet une sentence du Bailliage de Troyes au sujet de la « prétendue confrairie de Saint-Lié, établie en l'église de Saint-Rémy (14). »

Cette confrérie qui s'était vu interdire par le bailliage un service paroissial qu'elle devait faire célébrer le 31 mai à Saint-Rémi, tint une assemblée secrète le dimanche 12 juil-

(14) Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton. Primitivement la confrérie est un groupement essentiellement religieux comprenant des personnes unies par un même lien professionnel. Au XVIII^e siècle elle est devenue presque exclusivement une assemblée de maîtres et comme, lorsque c'est le cas ici, elle ne réunit que des ouvriers, il devient difficile d'en définir exactement les contours et de la différencier des associations de compagnons.

let sous l'égide de trois compagnons tisserands, dans la maison du sonneur de cette église, où elle fut surprise par les autorités de police.

Le rôle des membres inscrits révéla que « le nombre des payans montoit en l'année 1755 jusqu'à cent quatre vingt neuf » qui tous, payaient une cotisation annuelle.

Dès 1705, les marguilliers de la Fabrique de Saint-Rémi avaient accepté de recevoir des Receveurs de la Confrérie une somme de 160 livres, à charge par eux de faire célébrer, tous les ans, à perpétuité, une messe solennelle « le dimanche le plus commode d'après la Saint-Lié. » En juillet 1727, c'est une somme de 60 livres qu'ils offrent pour les réparations de l'Eglise moyennant la célébration, le même dimanche que la messe de la Confrérie, de « vêpres solennelles, comme le jour de Pâques. »

Le nombre des membres de la Confrérie diminuant considérablement, ses dirigeants recourent à l'autorité du Pape pour éviter qu'elle ne tombe en discrédit et obtiennent, le 12 juin 1754, deux brefs, l'un qui accorde des indulgences à ceux qui entrent dans la Confrérie, l'autre qui réserve un « autel privilégié à la Chapelle de Saint-Lié en faveur des Confrères défunts. »

De ce fait, la Confrérie reprend une vigueur nouvelle et compte même des étrangers et des habitants d'autres paroisses. Tous sont des compagnons tisserands, bien que le bref spécifie expressément que les membres ne doivent pas « être attachés à un art ou profession particulière. »

Les réunions occultes de ces compagnons tisserands sont en contravention avec toutes les lois et ordonnances déjà énumérées qui interdisent aux « compagnons et ouvriers de s'assembler en corps, sous prétexte de confrairie ou autrement. » Les confréries ou autres associations de dévotion se trouvent également illicites si elles n'ont pas obtenu la double autorisation de la puissance temporelle et de la puissance spirituelle.

L'autorisation de la puissance temporelle n'étant ni expresse, ni présumée en ce qui concerne la Confrérie de Saint-Rémi, la sentence du Bailliage de Troyes la déclare

illicite et renouvelle ses « itératives défenses à tous Compagnons et Ouvriers du métier de Tisserand de s'assembler en quelque lieu et sous quelque prétexte que ce soit (15). »

Il est toutefois permis de se demander si le clergé de Saint-Rémi qui n'était certainement pas sans connaître les agissements des compagnons tisserands, ne couvrirait pas de sa complicité l'activité de la Confrérie en question.

La Confrérie de Saint-Rémi n'est pas le seul exemple de l'activité du compagnonnage à Troyes. Une sentence rendue à l'audience de police de la Ville condamne les nommés Pierre Cousin et François Henri, dit Camelot, tous deux compagnons drapiers, se disant procureurs d'une « Confrairie de Compagnons », à 6 livres d'amende. Accompagnés de deux complices, dans la nuit du 12 au 13 septembre 1773, ils avaient conduit quatre joueurs d'instruments devant la porte de chaque compagnon drapier et lui avaient fait donner une aubade.

Le lendemain, tous les compagnons drapiers s'étaient rendus en procession, avec des musiciens « suivis de deux Pains-bénis, portés avec pompe sur un brancard » jusqu'à l'église Saint-Denis, où ils avaient fait célébrer un office solennel. Ils s'étaient ensuite réunis dans la maison du nommé Jean Gouffé, dit Bourguignon, où ils avaient dansé tout le jour jusqu'à l'heure du salut.

Le 6 avril 1778 une autre sentence du lieutenant général de police de Troyes condamne un certain nombre de compagnons drapiers à des peines allant de 20 livres d'amende à 2 mois de prison « pour s'être attroupés et avoir fait rébellion. » Une soixantaine d'ouvriers drapiers, armés de bâtons, s'étaient en effet opposés à une perquisition ordonnée chez deux d'entre eux, Brochot et Dragon, faisant rébellion aux huissiers et menaçant de les battre.

Ils avaient en outre maltraité d'autres compagnons dra-

(15) Archives Municipales de Troyes, série AA, 40^e carton. Quelques années plus tard, une ordonnance du lieutenant général de police de Troyes du 10 septembre 1773 leur faisait à nouveau défense de former des associations ou confréries, de « faire célébrer Messes, Offices et Services ».

piers pour les obliger à abandonner leur maître et à quitter la ville (16).

Devant la persistance de l'agitation entretenue au mépris des lois par les compagnons de tous métiers, les ordonnances du lieutenant général de police se multiplient et montrent que les pouvoirs publics essayent d'assurer l'exercice de la police ouvrière.

A partir de 1773, tous les ouvriers doivent faire inscrire au greffe de la lieutenance leur extrait de baptême et leur passeport contre le paiement de 5 sols. Cette somme leur est remboursée par le patron qui ne peut employer les ouvriers non munis du duplicata de cette déclaration. Les maîtres, de leur côté, sont obligés de tenir à jour un livret identique à celui du Greffe, en ce qui concerne les ouvriers et apprentis à leur service (17).

Ces mesures se révèlent inopérantes, en partie par la faute des maîtres qui se plient aux exigences des ouvriers lorsqu'ils sont « pressés d'ouvrage » ou veulent « faire passer leurs matières défectueuses. » Et jusqu'à la Révolution, des associations de compagnons continuent de maintenir leur activité.

La loi des 2-17 mars 1791 qui abolit maîtrises et jurandes, ne comportant aucune interdiction relative aux coalitions, comme le précisait l'édit de Turgot de 1776, les ouvriers crurent qu'ils étaient libres « de constituer des associations ouvrières et des compagnonnages (18). » Ces derniers se multiplient, car les ouvriers ne redoutent plus la répression des autorités de police, et la Constituante prend prétexte de leur agitation (19), pour voter la loi Le Chapelier

(16) Archives Municipales de Troyes, Catal. loc. 2260, 51°.

(17) Arrêt du Conseil Supérieur de Châlons, confirmatif d'une sentence rendue le 26 juin 1773 au siège de police de Troyes, sur l'abus du compagnonnage des tisserands. Archives Municipales de Troyes, série AA, 40° carton.

(18) Olivier Martin, ouvrage cité, p. 552.

(19) Si M. Germain-Martin estime que la loi Le Chapelier fut une loi de circonstance provoquée par les désordres des membres du compagnonnage, M. Edouard Soreau, appuyé par M. Edouard Dolléans, considère qu'elle sert « une conception économique, un principe que tous les gouvernements adopteront un siècle durant... ». (Cf. Ed. Dolléans, Cours d'Histoire du Travail et de la Législation industrielle, année 1940-1941, p. 169.)

(11-17 Juin 1791), qui interdit toutes les associations professionnelles de maîtres, compagnons ou ouvriers, et déclare inconstitutionnelles les conventions qui pourraient être faites par ceux-ci « tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie et de leurs travaux. »

A plusieurs reprises, durant la période révolutionnaire, les ouvriers des différents corps de métier adressèrent au directoire composant le département de l'Aube, des pétitions sur l'enchérissement des prix et la modicité des salaires. A chacune le directoire répondit que la loi ne lui permettait pas de fixer les salaires et qu'il appartenait aux ouvriers « seuls et en toutes circonstances de fixer le prix de leurs journées ou de leurs travaux par des conventions particulières de gré à gré entre eux et les citoyens pour lesquels ils travaillent (20). »

C'est la loi Le Chapelier, qui rejette dans l'ombre la loi d'Allarde, que les pouvoirs publics invoqueront pendant plus d'un siècle pour lutter contre les coalitions ouvrières.

(20) Archives de l'Aube, Lm 12 b d.

CHAPITRE V

La condition ouvrière.

La condition ouvrière fut particulièrement douloureuse dans les dernières années de l'Ancien Régime. Les difficultés industrielles, en contraignant les travailleurs au chômage ou en ne leur accordant qu'un salaire insuffisant, créèrent en ville un véritable prolétariat (1), d'autant plus que le fait pour les compagnons de pouvoir accomplir leur temps d'apprentissage en dehors de leur résidence va permettre l'accumulation de la main-d'œuvre dans certains centres, main-d'œuvre d'ailleurs très mobile qui n'hésitera pas à quitter la ville dès que la misère se fera trop sentir.

C'est ainsi qu'en juillet 1788, Picards, Flamands, Comtois et étrangers quittent Troyes où ils ne trouvent plus à s'employer dans les manufactures de toiles, pour s'en retourner dans leur pays. Cette émigration est considérable puisqu'elle porte sur environ 6.000 individus (2).

D'autres, qui ne peuvent plus lutter contre la faim « abandonnent une famille expirante dont ils ne peuvent soutenir le spectacle (3) », cherchent à s'expatrier en dehors des frontières du Royaume pour aller chercher du travail à l'étranger, notamment en Espagne et au Portugal. Afin d'enrayer ce mouvement, Calonne adresse des instructions à

(1) « Qu'un grand nombre d'individus vivent du labeur manufacturier agglomérés autour des fabriques, suspendus au salaire de chaque jour, sans épargne, sans lendemain, sous la menace toujours constante d'une diminution ou d'une cessation de travail, c'est-à-dire d'une privation de pain quotidien, sans qu'ils puissent régler ni même prévoir les fluctuations du marché d'où dépend leur existence ; voilà ce que l'on désigne ordinairement sous le nom de prolétariat. » Levasseur, *La France industrielle* de 1789.

(2) Archives de l'Aube, C 1926.

(3) Lettre des députés de la Commission intermédiaire de Champagne au contrôleur général du 18 janvier 1788. Archives de l'Aube, C 1924.

l'intendant de Champagne « pour punir de prison tout particulier employé dans les manufactures qui serait convaincu d'avoir formé le projet de s'expatrier (4), » et lui recommande de surveiller particulièrement les embaucheurs qui pénètrent dans les fabriques et incitent les ouvriers à les suivre en leur assurant des gains considérables.

C'est en exécution de ces prescriptions qu'est notamment arrêté à Troyes, en décembre 1784, un sieur Quatremarre, inventeur d'une « mécanique » à filer le coton, qui comptait établir à l'île de Ré une manufacture de coton, et avait réussi à embaucher plusieurs ouvriers tisserands troyens (5).

SECTION I. — LES SALAIRES.

En général, les salaires sont faibles et insuffisants. « Les ouvriers qui n'ont pour vivre que le travail des mains, quelque laborieux qu'ils soient, restent toujours dans la misère et languissent véritablement plus qu'ils ne vivent (6). » Selon Arthur Young, le salaire moyen, en 1789, était de 26 sols pour les hommes et de 15 sols pour les femmes travaillant dans les manufactures (7). Ces chiffres paraissent manifestement exagérés, selon M. Dolléans (8), nous en aurons d'ailleurs la confirmation par l'examen des salaires de la région troyenne. Ceux-ci restent toujours trop bas pour que l'ouvrier se suffise et ne tiennent pas compte du chômage et de la maladie.

Les ouvriers sont obligés de vivre au jour le jour du produit de leur travail quotidien, « sans épargne, sans lende-

(4) Lettre de Calonne, contrôleur général des finances à Rouillé d'Orfeuil, intendant de Champagne, en date du 17 septembre 1784. Archives de l'Aube, C 1924.

(5) Archives de l'Aube, C 1924. « Notre industrie était tellement prospère après 1755 que les nations se disputaient à l'envi les plus habiles de nos artisans. Elles s'adressaient aux jeunes hommes qui, outre les avantages pécuniers, voyaient parfois dans le séjour à l'étranger un moyen d'échapper aux exigences du service dans la milice. » Germain-Martin, *La Grande Industrie en France de 1715 à 1774*, p. 294.

(6) Cité par Germain-Martin, *id.*, p. 272.

(7) *Voyages en France*, t. II, ch. XXI, cité par A. Babeau, *Artisans et Domestiques d'autrefois*.

(8) Ed. Dolléans, *Histoire du Travail et de la Législation industrielle* (Cours de Doctorat ; année 1940-1941), p. 120.

main, sous la menace toujours constante d'une diminution ou d'une cessation du travail, c'est-à-dire d'une privation du pain quotidien (9). »

A Troyes, c'est la catégorie des tisserands et des fileuses qui fournit la classe la plus misérable, à laquelle l'incertitude du lendemain cause les plus grandes souffrances. Ils se trouvent à la merci de l'arrêt du travail provoqué par la crise ou la maladie, comme des variations du prix du blé. Autant d'éléments qui se jouent d'eux parce qu'ils ne peuvent les prévoir et dont pourtant dépend leur subsistance quotidienne.

Les bonnetiers sont, au contraire, les plus favorisés, ce qui n'est pas sans contribuer, nous l'avons expliqué, à assurer la prospérité de cette industrie, en même temps que le déclin de la tisseranderie.

Durant l'année 1786 qui fut une année de prospérité industrielle, le salaire moyen de la population ouvrière troyenne, estimée à 12.000 individus, est de 9 sols 8 deniers par jour, calculé pour les manufactures de toile (laine et coton), la bonneterie et les fileuses qui vendent le coton filé aux manufacturiers des environs, sur 300 jours de travail par an (10).

Le gain des ouvriers les plus habiles atteint 12 à 15 sols (11). Celui des femmes, par contre, n'est que de 3 ou 4 sols, et de 8 à 10 au moment de la baisse du prix des cotons (12). Le tisserand reçoit un salaire bien supérieur, de 20 à 30 sols. A la même époque, pour établir un terme de comparaison, la livre de pain blanc vaut 1 sol 9 deniers et la livre de second pain, 1 sol 2 deniers (13).

Au plus fort de la crise industrielle, en 1788, des mil-

(9) Levasseur, ouvrage cité, I. VII, ch. VIII.

(10) Discours de J. C. Beugnot à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube. Cf. également Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 11.

(11) Lettre adressée le 30 janvier 1788 par le subdélégué à l'Intendant de Champagne. Archives de l'Aube, C 1926.

(12) Archives de l'Aube, E 1144.

(13) J. Ricommard, La lieutenance générale de police de Troyes au XVIII^e siècle.

liers d'ouvriers sont contraints de vendre leur travail à un prix si bas qu'il ne leur permet pas de se procurer les produits de première nécessité (14) : les ouvriers fileurs les plus habiles ne gagnent plus que 4 à 5 sols par jour, tandis que les autres reçoivent à peine 5 à 6 sols par semaine (15).

Les ouvriers en chômage, employés aux travaux de charité des officiers municipaux, gagnent 12 sols par jour. Le 13 janvier 1789, ils se plaignent à l'Hôtel-de-Ville « qu'ils voulaient que l'on leur donne davantage et que l'on diminue le prix du pain (16). »

Pour ajouter encore à la détresse des pauvres gens, la stabilité des salaires s'oppose à l'augmentation du coût de la vie. Dans les dernières années de l'Ancien Régime, le loyer des artisans double de prix, ainsi que toutes les denrées de consommation à l'exception du vin et du pain (17), lequel est taxé chaque semaine « dans la Chambre du Conseil du Palais de Justice en présence des commissaires de police, des mesureurs et des gardes-boulangers (18). »

Il arrive même fréquemment dans les périodes d'enchérissement des denrées, que les revenus du travail diminuent : « ... toutes les fois que le prix des denrées augmente à raison d'une plus grande quantité de numéraire, ou de tout autre signe représentatif, le travail de l'artisan suit cette progression et ne tarde pas à se mettre en équilibre avec le prix des objets nécessaires à ses besoins ; mais, au contraire, lorsque le numéraire restant le même, la pénurie de ces mêmes objets se fait sentir, la classe qui occupe l'autre devient plus parcimonieuse à raison des privations qu'elle éprouve, et l'artisan n'étant plus autant occupé reçoit

(14) Archives de l'Aube, C 1926.

(15) Lettre adressée le 30 janvier 1788 par le subdélégué à l'Intendant de Champagne. Archives de l'Aube, C 1926.

(16) Journal de l'abbé Tremet. Archives Municipales de Troyes, manuscrit n° 2322. En mars de la même année, le pain vaut 4 sols la livre.

(17) Archives de l'Aube, E 1144.

(18) A. Babeau, *La Ville sous l'Ancien Régime*, t. V, ch. II. En 1788, le pain blanc vaut cependant 42 deniers et le pain bis 28 deniers (Archives de l'Aube, C 1909).

la loi de celui qui l'emploie et compose avec lui sur le prix de son temps et de son talent (19). »

Entre le milieu du XVIII^e siècle et la Révolution, la hausse des salaires est évidente, mais elle n'empêche pas l'ameusement du pouvoir d'achat : elle atteint 20 à 25 % (20), alors que, selon M. Henri Sée et M. Levasseur, le prix du blé augmente de 37 % et le coût de la vie double, durant la même période. M. Labrousse, de son côté, estime que la chute du salaire exprimé en biens de consommation est de l'ordre de 25 %. Il en résulte que « l'équilibre du budget familial s'obtient en 1789 tout autrement qu'en 1734 », en opérant des substitutions partielles : « le salarié fait sa soupe avec proportionnellement plus de pain et moins de lard. »

*
* *

En 1790, le salaire moyen de la population ouvrière troyenne, estimée alors à 10.000 individus, n'est plus que de 5 sols 4 deniers, calculé sur l'ensemble de l'industrie textile (21). Fromageot, échevin de Troyes, vice-président de l'Assemblée Départementale, constate que les fileurs et les fileuses avec un gain moyen de 3 sols par jour et les tisserands avec un gain hebdomadaire de 32 sols « étaient dans l'impossibilité de faire face à une dépense quotidienne moyenne de 6 sols. »

Les marchés de guerre donnent une activité nouvelle à l'industrie, bientôt arrêtée de nouveau par la pénurie du coton. La condition ouvrière fut heureuse jusqu'au jour où l'équilibre fut rompu « entre le prix du travail et le taux des denrées et des objets indispensables à l'existence (22). »

(19) Archives Nationales, F²⁰, 236, cité [par C. E. Labrousse, *Esquisse du Mouvement des Prix et des Revenus en France au XVIII^e siècle*, t. II, p. 517.

(20) Cf. Labrousse, ouvrage cité, t. II, p. 491 et s. — Henri Sée, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime*, p. 336 et s.

(21) Discours de J. C. Beugnot, procureur général syndic, à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube, ouvrage cité.

(22) E. Chaudron, ouvrage cité, p. 229.

Dès 1793, par suite de la baisse du papier-monnaie, les denrées augmentent et les salaires ne les suivent pas immédiatement et proportionnellement. La loi du maximum (décret de la Convention du 29 septembre 1793) intervient pour enrayer la hausse des prix. Pendant un an, les marchandises ne doivent pas dépasser leur prix de 1790, augmenté d'un tiers.

La Convention prescrit par ailleurs que « le maximum ou le plus haut prix des salaires, gages, main-d'œuvre, et journées de travail dans chaque lieu, sera fixé pour le même temps par les Conseils généraux des Communes, au même taux qu'en 1790, auquel il sera ajouté la moitié de ce prix en sus. » Cette décision équivaut à autoriser une hausse maxima de 33 % sur les marchandises et une hausse maxima de 50 % sur les salaires.

Les revendications de la classe ouvrière troyenne furent satisfaites lorsque le Conseil Général de la Commune dressa un tableau du prix des journées de travail, par catégories de travailleurs, tableau qui ne tarda d'ailleurs pas à être révisé en Brumaire an III (octobre 1793), sur la plainte des ouvriers toiliers et drapiers, lesquels présentent des pétitions au Conseil Général de la Commune pour réclamer « sur la modicité des prix établis au tableau du maximum des journées d'ouvriers. » Les travaux des ouvriers sont taxés dans un procès-verbal, et il est prévu que le salaire de ceux qui n'y sont pas mentionnés sera traité de gré à gré entre le fabricant et ses ouvriers (23).

Mais comme il était impossible de contenir la montée des prix sous peine d'écraser le commerce, il fallut également dépasser le maximum prévu des salaires. Les lois naturelles finissant par l'emporter, le 4 nivôse de l'an III (24 décembre 1794), on en revint à un régime de liberté par l'abrogation pure et simple des décrets antérieurs.

La valeur nominale des salaires s'élève alors à des proportions fantastiques. La valeur moyenne de la journée de travail est fixée à Troyes, au 8 fructidor an III (25 août

1795), à 10 livres, au 23 vendémiaire an IV (15 octobre 1795), à 15 livres, au 21 ventôse an IV (11 mars 1796), à 50 francs (24).

Quand la monnaie reprit un cours normal et que la crise financière fut dénouée, les salaires restèrent élevés, mais les chômeurs continuèrent d'être la majorité.

Le lieutenant général de police intervint à plusieurs reprises en matière de règlement de salaires, notamment pour interdire les avances, les gratifications ou les arrhes que les maîtres avaient l'habitude de donner aux ouvriers au moment de l'embauchage (25).

Les dispositions interdisant les avances, confirmées à plusieurs reprises (26), furent édictées particulièrement en faveur des ouvriers tisserands qui formaient « la partie la plus nécessiteuse de la ville. » Les maîtres avaient en effet pris l'habitude non seulement de payer d'avance la façon, mais aussi de faire à leurs ouvriers des avances d'un montant indéterminé, si bien que ces derniers voyaient un moment où le salaire de plusieurs semaines se trouvait « absorbé d'avance par une dette à laquelle » ils ne pouvaient satisfaire « que par le prix destiné à la nourriture » de leur famille.

Les fabricants d'étoffes reçurent l'obligation de payer la façon des étoffes, par aune, au fur et à mesure de la fabrication de la pièce, sans que l'ouvrier puisse en exiger le paiement d'avance et sans que le maître puisse exiger que la pièce soit entièrement fabriquée pour payer la façon.

L'application de ces prescriptions permet à l'ouvrier de disposer d'un gain journalier et évite de lui donner en

(24) « Un tisserand de Bar-sur-Seine dont le salaire en 1790 ne dépassait pas 16 sols gagnait, en 1795, 4 livres par jour. » Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 236.

(25) Sentence du 26 juin 1773 rendue au siège de police de Troyes. Archives Municipales de Troyes, série AA, 41^e carton.

(26) Voir notamment une sentence de police du 3 février 1787 homologuée par un arrêt du Parlement du 13 juin 1787, rendue à la requête de la Communauté des Maîtres Fabricants d'Etoffes de Soie, Laine, Fil et Coton de la Ville, Fauxbourgs et Banlieue de Troyes. Archives Municipales de Troyes, série AA, 41^e carton.

une seule fois une somme plus considérable, vite dépensée, après laquelle il lui aurait fallu attendre la confection d'une autre pièce de toile.

SECTION II. — LES DISETTES DE CÉRÉALES ET L'AGITATION OUVRIÈRE.

La situation misérable de la population ouvrière est accrue par les disettes de céréales qui entraînent des variations importantes du prix du blé au cours d'une année et même d'une année à l'autre (27).

Le pain est cher, car on ne constitue pas de stocks pour ne pas avilir le prix des grains, et la demande dépasse toujours l'offre. Le prix du pain est dicté par celui du blé ; ce dernier est maintenu élevé par le boulanger « par sa manœuvre et sa connivence avec le laboureur (28). » Le lieutenant général de police essaye bien d'intervenir, mais « les boulangers se liguent, cuisent moins de pain, en font manquer le peuple. »

Ce défaut de stocks, joint à des causes spéciales à Troyes, laisse le peuple dans une misère effroyable dès que se produit la moindre disette, et elles furent fréquentes au XVIII^e siècle. Les villages qui se trouvent à portée des trois rivières navigables de la Champagne, l'Aube, la Seine, l'Yonne, y conduisent leurs grains pour les envoyer à Paris ou ailleurs, si bien que, même après trois années de bonnes récoltes, il suffit d'une année mauvaise pour faire monter les grains à un prix excessif. De plus, la Bourgogne et l'Election de Bar-sur-Aube font leur approvisionnement sur

(27) Selon J. Ricommard (La lieutenance générale de police à Troyes), le prix du boisseau de froment pesant 86 livres, mesure de Troyes, passe de 2 livres 18 sols 6 deniers en janvier 1784, à 4 livres 5 sols 6 deniers au mois de juillet de la même année ; en 1788, il s'élève de 2 livres 16 sols 4 deniers en janvier à 4 livres 10 sols 3 deniers en décembre ; en 1789, il ne descend pas au-dessous de 4 livres 9 sols 1 denier (14 février) et il monte jusqu'à 7 livres 3 sols 1 denier en août.

(28) Essai sur le commerce et l'agriculture de Troyes, cité par E. Chaudron, p. 13.

le marché de Bar-sur-Seine, lui-même alimenté par l'Election de Troyes (29).

Cette situation particulière explique que les pénuries de céréales furent fortement ressenties dans l'Election de Troyes. Les plus importantes disettes furent signalées en 1740-1741, 1767-1770, 1782 et enfin 1789.

« De 1767 à 1789, à six reprises, la classe des miséreux descend dans la rue, crie famine et se livre à des actes de pillage et de violence qui, en septembre 1789, iront jusqu'au meurtre (30). »

Il n'est pas contestable que les disettes persistantes furent une des causes de la Révolution. Le pain constitue à cette époque l'aliment essentiel et sa consommation absorbe une fraction très importante des revenus de la population (31). L'étude des vingt dernières années avant 1789 montre l'exaspération des classes ouvrières pour lesquelles le pain est un luxe que leur travail ne leur permet plus de s'offrir, et l'inquiétude des autorités municipales de Troyes qui pressentent le soulèvement populaire.

La récolte de 1766 avait été bonne, mais les levées immenses qui furent effectuées, provoquèrent en juin 1767 « une augmentation de plus de moitié sur le froment (32). » On allait acheter son blé au paysan chez lui « jusqu'à celui qui est encore en terre. » Les boulangers ne cuisaient presque pas pour faire hausser le prix du pain qui manquait dans toutes les boulangeries.

L'émeute naquit spontanément le 1^{er} juin quand le peuple s'aperçut que, malgré les circonstances, l'exportation des grains continuait. Les voitures qui en transportaient furent arrêtées et déchargées et le grain déposé « dans des auberges pour être vendu sur le marché. » Dans la nuit, les

(29) Archives de l'Aube, C 1909.

(30) E. Chaudron, ouvrage cité, p. 19.

(31) Labrousse, ouvrage cité, t. I, p. 591, estime qu'une famille de cinq enfants dans laquelle seul le père travaille, pendant 200 jours par an, dépense 93,4 %, 71,9 %, ou 65,3 % de ses revenus selon qu'elle se nourrit de pain de seigle, de pain d'orge ou de maïs.

(32) Archives de l'Aube, C 1908.

portes des maisons connues pour avoir des greniers à blé bien garnis, furent enfoncées par le peuple qui s'empara des grains qui s'y trouvaient.

Les émeutiers s'acharnèrent particulièrement à la maison d'une veuve Millot, autrefois admodiatrice du Prieuré de Villacerf et qui, la veille, aurait répondu à quelques femmes qui lui demandaient du grain à acheter, « que si elles n'avaient pas de pain pour nourrir leurs enfants, elles n'avaient qu'à les manger (33). »

En 1775, le peuple se trouve de nouveau dans une grande détresse : la disette de grains coïncide avec la crise industrielle provoquée par l'augmentation considérable des fils et du coton. Les campagnes manquent de pain, viennent s'approvisionner en ville et plus de 2.000 à 3.000 fileuses ne gagnent pas suffisamment pour pouvoir acheter du pain (34).

Mais la crise la plus violente succède à la mauvaise récolte de 1788. Elle vient atteindre une population déjà fortement éprouvée par la crise industrielle et annonce directement les événements de 1789. Dès l'hiver 1788, le sub-délégué Paillot remarque que la moindre élévation du prix des vivres risque de plonger tout de suite dans la misère les 8 à 10.000 fileurs qui se trouvent à Troyes.

(33) Archives de l'Aube, C 1909.

Une chanson troyenne de 1770 montre bien que la question du pain tenait l'une des premières places parmi les préoccupations populaires :

« A Comminges, ville d'Allemagne,
En mil cinq cent cinquante,
Divin Sauveur, quel avantage !
Bonté si éclatante !
Du Bled tombe certainement
La hauteur de deux doigts
Le jour du bienheureux saint Jean,
Objet de tous nos souhaits.
Prions, Messieurs, le Roi des Rois,
Qui veut bien qu'on le prie,
Que pareille chose arrive à Troyes,
Comme je viens de dire,
Pour soulager notre misère
Et de l'Ame et du Corps ;
Offrons-lui donc des vœux sincères,
Faisons tous nos efforts. »

(Archives de l'Aube, C 1903.)

(34) Archives de l'Aube, C 1909.

Le 1^{er} juillet 1789, les maires et échevins font connaître leurs « inquiétudes sur les effets du désespoir où le peuple... va se voir, dans très peu de temps, réduit par le manque de pain. » Leur pessimisme ne devait pas être démenti puisque la journée du 14 juillet entraîne une réaction violente de la population troyenne, qui fut d'ailleurs la seule de toute la période révolutionnaire.

La prise de la Bastille met l'agitation à son comble. Par mesure de précaution, « la police ordonne, le 16, à tous les habitants d'éclairer les façades de leurs maisons depuis huit heures du soir jusqu'à quatre heures du matin (35). »

Le 18 juillet, les paysans venant apporter leurs denrées de la campagne, refusent de payer les droits exigibles à l'entrée de Troyes « sous prétexte qu'on n'en payait plus à Paris (36). » Des troubles commencent alors, qui devaient durer plus de 8 jours, durant lesquels la principale revendication du peuple fut « qu'on lui diminuât le pain et qu'on lui donnât le grain meilleur marché. »

Le 19, une foule de 7 à 8.000 personnes, armées de pierres et de bâtons, ne cesse d'assiéger l'hôtel-de-ville. Pour ramener le calme, le maire et les échevins donnent l'ordre de distribuer le pain à 2 sous et 6 deniers la livre. Le 20 au matin, un lundi, « les ouvriers forcèrent les fabricants à fermer les boutiques et les ateliers. »

Devant les désordres sans cesse renouvelés, un comité formé de la municipalité, des officiers de la maréchaussée et du bailliage, « ordonna d'ouvrir les ateliers, enjoignit aux ouvriers de se rendre à leurs travaux. »

Au même moment, dans la campagne règne la Grande Peur : des bandes de brigands pillards sèment l'affolement et font fuir tous les habitants.

Le tumulte augmente rapidement : les officiers de l'Élection, assaillis par le peuple dans le grenier à sel, sont obligés de le lui délivrer à la somme qu'il demande, c'est-

(35) Albert Babeau, Histoire de Troyes pendant la Révolution, t. I, ch. ix.

(36) Archives de l'Aube, C 2342.

à-dire à 6 sols la livre (37). Les compagnons obligent maîtres et fabricants à fermer leur boutique...

Afin de secourir les 7.000 pauvres qui ne gagnent pas de quoi se nourrir, le Bureau de Charité leur fait distribuer du pain composé de « 2/3 de froment et 1/3 de riz à un sol six deniers au-dessous de la taxe (38). »

L'agitation persistante devait aboutir en septembre 1789 à l'assassinat du maire de Troyes, Claude Huez, au cours d'une émeute particulièrement grave. Ces mouvements furent certes exploités par quelques meneurs et par la lie de la population, mais il est certain que la disette, si elle fut une cause occasionnelle de la Révolution, en devint une cause déterminante. Dans presque toutes les grandes villes, les troubles furent déclenchés par le peuple, acculé par la faim et les difficultés de l'existence (39).

Et le Bureau intermédiaire voyait malheureusement juste, lorsqu'il écrivait au lendemain du meurtre d'Huez : « c'est dans la disette et les précautions prises par les officiers municipaux pour se procurer des grains, que la monstrueuse ingratitude du peuple a pris la cause des horreurs dont nous venons d'être ici les témoins (40). »

(37) Archives de l'Aube, C 1903.

(38) Lettre du Bureau à la Commission Intermédiaire Provinciale, en date du 27 juillet 1789, Archives de l'Aube, C 2342.

(39) Lettre du 29 juillet 1787 des députés composant la Commission Intermédiaire Provinciale, Archives de l'Aube, C 1908.

A Reims et dans la région rémoise, l'émeute naquit dans les mêmes conditions : « Des femmes s'ameutèrent, arrêtaient des voitures de grains destinées à des particuliers », pillèrent les greniers à blé. La même effervescence se remarque chez « les tisseurs de la vallée de la Suippe, à Boulton-sur-Suippe, à Ferrières, à Lavannes, à Isles-sur-Suippe » où l'on pille les convois de blé, où l'on malmène les spéculateurs à qui l'on reproche d'enlever des grains alors que les « petits enfants manquent de nourriture et meurent de faim ». Villers Marmery appelle ces mouvements « la révolte des pauvres. » Gustave Laurent, ouvrage cité, p. CIII et s.

(40) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 20.

CHAPITRE VI

La condition ouvrière (*suite*).

SECTION I. — LE TRAVAIL.

§ 1^{er}. — *Le régime de production.*

Alors qu'à Nîmes et à Lyon, ainsi que dans les autres villes industrielles, le fabricant est un gros capitaliste, à Troyes, en dehors de quelques marchands tout à fait indépendants, l'industrie est répartie entre 20.000 ouvriers isolés « qui sont réduits à vendre, la veille du marché, le produit de leur travail de la semaine, pour se procurer le lendemain, d'abord leur subsistance pour la suivante, ensuite le peu de matières premières qu'ils pourront employer pendant sa durée (1). »

Le fileur achète chaque semaine du coton brut en quantité suffisante pour l'occuper, qu'il carde et file au simple rouet pour la vendre au premier marché.

Les 3 à 400 maîtres tisserands de Troyes, qui possèdent de 10 à 15 métiers selon leur fortune, vendent au comptant, le vendredi, les étoffes qu'ils ont fabriquées dans la semaine ; avec ces fonds ils payent leurs ouvriers et achètent au marché du lendemain les fils et les cotons filés dont ils ont besoin pour la semaine suivante.

Le grand fabricant reste l'exception : on en compte cependant quelques-uns, tels Claude Fournier qui possède une manufacture de bas de 32 métiers et occupe quotidiennement, tant sur ses métiers que pour sa filature, plus de 450 personnes, Louis Deheurle, marchand drapier, qui emploie plus de 500 ouvriers en ville et à la campagne, Ponsard, plus de 400 tisserands, Guillaume, fabricant de bon-

(1) Discours d'un membre de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube, à la séance du 13 novembre 1790.

neterie d'Arcis-sur-Aube, qui fournit du travail à 620 personnes (2)...

Toutefois, dans les dernières années de l'Ancien Régime, le caractère capitaliste de l'industrie de la draperie s'accroît. Les fabricants drapiers ont leurs métiers installés dans leur cave, mais comme certains ne disposent pas d'une place suffisante pour la totalité de leurs métiers, ils décident, en 1763, que les membres de la Communauté seront autorisés à donner du travail aux ouvriers « hors de leurs ateliers et dans leur domicile (3) », selon l'usage établi à Reims et dans les autres villes.

Les maîtres tisserands vont désormais faire travailler pour leur compte des ouvriers à domicile ou ceux des maîtres de la Communauté qui n'ont pas les moyens d'acheter les matières premières et de fabriquer eux-mêmes. Ces derniers sont appelés vulgairement Petits-Maîtres et l'on nomme Gros-Maîtres ceux qui les emploient.

Les Gros-Maîtres fournissent le fil et le coton et payent directement la façon aux compagnons, tandis que le Petit-Maître fournit la cave et le métier, surveille l'ouvrage des compagnons et touche une fraction de la façon qui leur est payée (un tiers ou un quart selon les étoffes) (4).

Les gardes jurés prétendirent bien, en 1775, supprimer les métiers dispersés dans les maisons particulières, mais l'intendant des Finances, Trudaine, prescrivit le maintien de l'usage établi en signalant qu'à Paris, les ouvriers sont répandus dans les faubourgs et qu'à peine trouverait-on un fabricant d'étoffes qui ait tous ses métiers montés dans sa propre maison (5).

Il n'y a désormais plus qu'un pas à faire pour atteindre la première forme du capitalisme industriel et ce pas sera franchi lorsque l'entrepreneur sera devenu propriétaire du moyen de production qui appartient encore au Petit-Maître.

(2) Archives de l'Aube, C 1929.

(3) Archives de l'Aube, C 1921.

(4) Ordonnance du lieutenant général de police du 22 juin 1776. Archives Municipales de Troyes, AA, 41^e carton.

(5) Lettre de Trudaine à M. Rouillé d'Orfeuil, intendant de Champagne du 8 février 1771. Archives de l'Aube, E 1154.

Il réalisera l'avantage qu'il pourra obtenir en réunissant dans un même local son matériel de production et sa main-d'œuvre. Le phénomène de concentration industrielle sera alors prêt à jouer .

*
* *

§ 2. — *La durée du travail.*

La durée du travail est assez irrégulière, mais oscille autour de quinze heures par jour. Elle commence et finit avec le jour.

A la manufacture de bas de l'Hôtel de la Trinité, durant l'été, les enfants se lèvent à quatre heures et demie, et travaillent de 5 heures jusqu'à la messe qui est suivie d'une heure d'école. Le travail reprend ensuite jusqu'à 7 heures du soir, coupé d'une heure de repos seulement pour le repas de midi, car les vêpres sont chantées en travaillant (6). La journée comprend donc 10 heures de travail effectif.

A la manufacture de l'Hôpital Saint-Nicolas, les enfants sont employés douze heures par jour à la filature du coton.

Les ouvriers employés à la manufacture de l'Hôpital de la Trinité, à partir de l'autorisation de 1775, travaillent de 4 à 20 heures l'été et de 5 à 21 heures l'hiver (7).

Quelquefois, les règlements de la communauté interviennent pour limiter la durée de la journée de travail. C'est ce qui explique, par exemple, l'usage des tondeurs de grandes forces de Troyes qui, du fait du ralentissement des affaires, décident que le travail ne commencera qu'à cinq heures du matin pour finir à sept heures du soir (8). Ils donnent 18 livres par an à « un messenger qui marque les heures de travail », et en 1780 « pour une femme qui va dire bonsoir à sept heures du soir. »

Mais cette limitation ne constitue qu'une exception et il faut considérer que la moyenne de la journée de travail est de 15 heures environ.

(6) Archives de l'Aube, 48 H 358.

(7) E. Chaudron, ouvrage cité, p. 139.

(8) Archives de l'Aube, E 1154.

SECTION II. — LA VIE DE LA POPULATION OUVRIÈRE.

A Troyes, certaines rues, comme la rue de la Pierre, la rue Surgale, la rue de la Corterie sont consacrées à la tisseranderie (9). Chaque maison a son atelier souterrain dans lequel les tisserands travaillent assis, au fond d'une cave, chaude en hiver, fraîche en été (10), mais le plus souvent fort humide et mal aérée.

Les ouvriers disposent rarement d'un costume de travail. Arrivés à l'atelier, ils ôtent leur habit pauvre et dégue-nillé, nouent un tablier, retroussent leurs manches de chemises et se mettent à l'ouvrage (11). Les ouvrières, vêtues de vêtements de teinte grise, qui leur fait donner le nom de grisettes, n'abandonnent pas toute coquetterie et sont parées de bijoux sans valeur, qu'elles sont pourtant souvent obligées de vendre ou d'engager pour payer les frais d'une longue maladie.

Car l'arrêt du travail, nous l'avons déjà signalé à propos des salaires, est une catastrophe, qu'il soit dû au chômage ou à la maladie. Les conditions insalubres de l'atelier, du logement, la nourriture déficiente et aussi l'excès de boisson mettent souvent l'ouvrier dans l'impossibilité de travailler.

Les tisserands, exposés à l'humidité des caves, sont fréquemment atteints de rhumatismes, fièvres putrides, tumeurs froides. Les femmes occupées à la filature du coton « sont exposées à toutes les maladies qu'entraînent » les métiers sédentaires. Quant aux bonnetiers, les mouvements violents et réitérés, par lesquels ils « font jouer leur métier, portent le trouble dans les fonctions de la poitrine, y causent de l'embarras dans la circulation du sang (12). »

Afin de régler ses frais de médecin, d'apothicaire, l'ouvrier est obligé d'emprunter au maître, à ses compagnons

(9) Annuaire de l'Aube, année 1894.

(10) Archives de l'Aube, C 1926.

(11) Cf. A. Babeau, *Artisans et Domestiques d'autrefois*.

(12) Picard, *Topographie médicale de Troyes en 1786*. Annales de la Société Académique de l'Aube, année 1873.

de travail, dont il n'obtient que des sommes qui sont en rapport avec l'apparence de son mobilier (13), le plus souvent aussi modeste que ses conditions d'existence.

L'ouvrier, le compagnon, habite dans les quartiers reculés, dans des rues tristes et sombres, « mal payées quand elles le sont ; où les eaux ménagères croupissent, où les immondices s'accumulent. » Il faut escalader des escaliers mal assujettis, au bout de couloirs noirs et étroits, pour accéder à la chambre unique ou aux deux pièces qui servent de logement à toute la famille.

La condition des compagnons logés chez le maître n'est pas meilleure, car ils habitent des taudis ou des mansardes.

Le mobilier, des plus modestes, comprend généralement une armoire ou un coffre, une table de bois blanc ou de chêne, quelques chaises, une médiocre batterie de cuisine, dans laquelle on remarque des couverts d'étain, quelques plats et assiettes de faïence..., un lit qui n'a pas toujours une pailleasse..., les murs sont nus ou garnis de grossières estampes...

Ce mobilier qui, s'il n'« annonce pas la misère, n'indique pas non plus l'aisance », constitue le plus souvent la seule fortune du compagnon.

On en voit s'en aller sur les routes, emportant tous leurs biens dans un sac, tel ce compagnon tisserand, arrêté par la maréchaussée parce qu'il avait quitté son maître à Troyes, en violation de ses engagements. Toute sa fortune comprend une culotte de panne rouge, une culotte de toile, deux devants de gilet de coton piqué, un portefeuille, un bonnet de coton, une paire de souliers et une canne de bois à pomme d'ivoire (14).

La condition ouvrière n'est cependant pas toujours si noire ; Babeau nous indique qu'il y a des « degrés dans la pauvreté comme dans la richesse » et que si beaucoup de mobiliers de compagnons valent de 31 à 100 livres, un grand nombre aussi sont estimés de 100 à 200 livres.

(13) Cf. A. Babeau, *Artisans et Domestiques d'autrefois*.

(14) Archives de l'Aube, C 1942.

La modicité des salaires, l'enchérissement des denrées, contraignent la population ouvrière à une nourriture modeste, souvent insuffisante. Le pain constitue l'élément de base, du pain bis, souvent de mauvaise qualité (15), que l'on mange trempé dans de l'eau, accompagné de légumes « tels que les choux, les navets, les haricots, les pois secs, cuits tout simplement à l'eau (16). »

On boit de l'eau des puits ou du gros vin, mais on ne se prive pas d'eau-de-vie, particulièrement avant de commencer la journée de travail (17), et la guinguette, le cabaret constituent une ruine pour la famille de l'ouvrier.

Dans de telles familles, jamais assurées de boucler leur budget, la venue d'un enfant est redoutée, parce qu'elle cause l'immobilisation de la mère et un surcroît de dépenses. Aussi les abandons d'enfants, non seulement de nouveaux-nés, mais d'enfants de tous âges, allèrent-ils en augmentant jusqu'à la Révolution. On en compte, à Troyes, une moyenne de 140 par an, entre 1776 et 1789.

Ce sont tous des enfants de la classe ouvrière, fils de tisserands peu payés ou réduits à la misère, que leurs parents abandonnent le cœur déchiré, avec l'espoir qu'ils seront plus heureux que s'ils les avaient gardés (18).

(15) A l'audience tenue au siège de police de Troyes, le 7 novembre 1781, un compagnon tisserand, Antoine Georges, cite devant le lieutenant général de police le sieur Gouley, boulanger ; un expert est nommé pour constater la qualité du pain, savoir : « s'il a été façonné, cuit, suivant les règles de l'art et s'il peut entrer dans le corps humain ». Archives Municipales de Troyes, J 41.

(16) Picard, Topographie médicale de Troyes en 1786. Annales de la Société Académique de l'Aube, année 1873.

(17) J. J. Vernier, ouvrage cité, p. 116.

(18) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 152 et s. Chaudron rapporte le contenu de certains billets fort émouvants qui nous éclairent sur les causes de ces abandons : Je laisse une fille « entre les mains du Seigneur et entre les vôtres, mes très chères sœurs, pour être bien heureuse ». — « Cette jeune fille est née aujourd'hui et n'a pas baptisée. On prie d'y faire à tansion, car l'enfant se porte pas bien. » — « Je vous prie d'en avoir soin, car je soite qui vive. »

CHAPITRE VII

L'assistance : ateliers et bureaux de charité.

Les autorités publiques, de même que l'initiative privée, ne restèrent pas inactives devant la détresse de la classe ouvrière troyenne. Mais les moyens qui furent employés, moyens provisoires et limités, firent de l'intervention officielle un acte de charité à l'égard de ceux qui ne pouvaient plus trouver de travail pour assurer leur subsistance.

Les ateliers de charité, création des pouvoirs publics, étaient des chantiers, ouverts aux endroits où les indigents étaient les plus nombreux, dans lesquels les hommes, les femmes et les enfants travaillaient « à l'envie les uns des autres pour gagner leur pain (1). » On les employait à travailler sur les remparts, à construire ou améliorer des chemins.

Les demandes de nouveaux ateliers de charité, ou celles qui concernaient la continuation des ateliers déjà ouverts, étaient adressées à l'Intendant par les grands propriétaires ou les communautés d'habitants, fréquemment accompagnées de l'offre de « contribuer en argent, ou en travail, pour la moitié, le tiers ou le quart des fonds accordés par le Roi (2). »

Un état de ces demandes, ne comprenant que celles dont l'utilité était démontrée, était adressé au Ministre qui autorisait le plus souvent l'ouverture de nouveaux ateliers « aux endroits où cette contribution particulière venait accroître la masse de la contribution publique (3). »

(1) Journal de l'abbé Tremet, manuscrit 2322, Archives Municipales de Troyes.

(2) Discours d'un des membres de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube, à la séance du 8 décembre 1790, ouvrage cité.

(3) Discours du procureur général syndic à la séance du 4 novembre 1790 de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube, ouvrage cité.

La conséquence inévitable fut que les fonds, qui devaient être surtout appliqués aux communications vicinales, furent souvent détournés de leur destination et appliqués à des travaux dont l'exécution n'était utile qu'aux grands propriétaires qui les finançaient (4).

L'initiative privée, à la tête de laquelle le clergé se montra particulièrement actif, créa des bureaux de charité dès 1761. Il en existait un dans chaque paroisse, qui était réglementé par l'Evêque de Troyes : ils secouraient les fileurs et fileuses dans la misère, les ouvriers invalides, fournissant à ceux qui manquaient de travail, des outils et du coton (5).

Dans les périodes de crise les plus violentes, un Bureau Général de Charité, organisé par la municipalité, distribuait des secours, mais disparaissait dès que la situation redevenait normale.

Tenant compte de l'organisation déjà existante, le procureur-général-syndic de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube proposera, le 4 novembre 1790, de généraliser l'établissement d'un bureau de charité de paroisse, qui « serait dépositaire d'une somme affectée pour le bien au soulagement des pauvres malades, ou des pauvres valides sans ouvrage. » L'exécution des décisions de ce bureau, composé du Curé, du Maire et de deux notables, aurait été confiée aux femmes charitables de la paroisse.

C'est surtout dans les dix dernières années de l'Ancien Régime, lorsque la détresse devint insupportable, que se multiplient les mesures d'assistance et de bienfaisance.

Pour essayer de soutenir les manufactures, fortement touchées lors de la crise engendrée par la guerre d'indépendance américaine, l'assemblée des notables de la ville de Troyes se réunit le 1^{er} janvier 1779 et propose un emprunt de 60.000 livres au bénéfice des manufactures « qui donne-

(4) « De grands propriétaires ont bientôt enchaîné les travaux de charité autour de leurs parcs et ont ainsi diverti sur des objets de luxe des fonds qui n'appartenaient qu'à des objets véritablement utiles. » *Id.*

(5) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 312.

raient en nantissement des marchandises, pour une valeur égale à peu près à la somme qui leur serait avancée (6). » Ce projet est autorisé par le Conseil d'Etat le 10 janvier 1779.

La disette persistante du coton ne permit pas d'en obtenir les résultats attendus, et, au début de l'année 1781, le lieutenant général de police obtient de l'Intendance de Champagne l'ouverture d'ateliers de charité où seront employés « ceux qui ne pourront trouver du coton à filer (7). »

Devant la détresse grandissante de la population, les autorités municipales se trouvent l'année suivante à court de moyens, car l'avance demandée au Trésor Royal est refusée, et on ne peut songer à émettre un nouvel emprunt.

C'est maintenant la totalité de l'industrie troyenne qui se trouve dans le marasme, alors qu'en 1779 seule la draperie, qui en représente environ le dixième, était en souffrance (8). Un grand fabricant de draperies de la ville, le sieur Thomassin, offre de donner du travail aux ouvriers qui en manquent « indépendamment du nombre qu'il entretient déjà par sa fabrique. » Les officiers municipaux qui attribuent à cette offre le refus de l'avance demandée au Trésor Royal, font preuve de mauvais esprit à l'égard du fabricant troyen.

Comme l'initiative de Thomassin est récompensée par des lettres de noblesse, on les voit craindre que « M. Thomassin n'ait promis plus qu'il ne peut tenir et que le ministère n'en soit pour ses lettres de noblesse qu'il s'est un peu trop pressé de faire expédier (9). »

Le fabricant leur inflige un démenti, en embauchant effectivement tous ceux qui se présentent à lui en état de travailler et en payant les enfants 9 sols et les grandes personnes jusqu'à 18.

(6) Archives de l'Aube, E 1144.

(7) Lettre du 4 février 1781 adressée par le lieutenant général de police, Sourdat, à l'intendant de Champagne, Rouillé d'Orfeuil. Archives de l'Aube, C 1924.

(8) Archives de l'Aube, C 1924.

(9) Archives de l'Aube, E 1144.

La crise reprend une vigueur encore jamais atteinte à la suite du traité de commerce franco-anglais. Afin de pallier, dans la mesure du possible, à la détresse de l'industrie troyenne et de secourir « quinze mille fabricants, ouvriers, fileurs, fileuses et autres occupés à la fabrication des matières premières, » le Roi fait don de 12.000 livres aux villes manufacturières de la province de Champagne (Troyes, Rethel et Reims), et manifeste le désir que la ville de Troyes bénéficie d'une somme de 8.000 livres, dont 6.800 devront être affectées au Bureau de Charité et 1.200 à l'ouverture d'un atelier de charité.

Le bureau intermédiaire de l'Election de Troyes préconise que ces sommes soient consacrées à la continuation des réparations à effectuer « aux digues nécessaires pour contenir la rivière de Seine dans son lit ordinaire » à Saint-Julien (10).

L'emploi du don royal fut, en définitive, fixé par les membres du Bureau de Charité, pour la plupart marchands, réunis le 4 avril, au palais de l'Evêché. Le résultat de leur décision fut « de faire tomber aux marchands seuls le bénéfice de la fabrication qu'ils firent faire » avec la subvention du Roi. Les fabricants, qui en firent la demande, reçurent des avances pour acheter eux-mêmes les cotons et les chaînes, à charge par eux de restituer le montant de la vente de la pièce faite à l'aide de ces matières premières.

Cette méthode, qui ne pouvait qu'engorger un peu plus la fabrication, ne réussit qu'à secourir 160 personnes environ, alors que d'aussi fortes sommes eussent pu être utilement employées à secourir un grand nombre d'ouvriers. Les fabricants comptèrent les matières premières plus chères qu'ils ne les avaient achetées, ou n'apportèrent pas à la vente des pièces, qui leur était indifférente, toute « l'économie nécessaire », car on constate que celles-ci « avaient perdu à la vente sur le déboursé, depuis 6 livres jusqu'à 20 livres. »

La plupart des fabricants gardèrent d'ailleurs purement

(10) Archives de l'Aube, C 1926.

et simplement le montant des avances qui leur avaient été consenties et furent assignés sans aucun résultat par le Bureau de Charité qui perdit ainsi 4.000 livres : « cela n'a produit qu'un ridicule de plus de voir un Bureau de Charité exercer des actions contre les pauvres (11). »

Durant l'hiver 1788-1789, alors que la ville compte plus de 6.000 chômeurs et autant d'ouvriers qui travaillent, mais « ne gagnent pas de quoi manger du pain (12), » l'Evêque et les différents corps de la ville s'entendent pour instituer un Bureau de Charité, destiné à distribuer des secours ; l'Evêque y verse 8.000 livres pour alimenter les bureaux de charité des paroisses.

Le Corps de Ville ouvre trois ateliers de charité où sont employés tous les pauvres munis d'un certificat attestant qu'ils sont « dans la misère et sans ouvrage » : à Saint-Julien, pour élargir le lit de la rivière, « sous les murs de la ville, pour élargir les canaux, » et sur les remparts pour niveler le terrain.

Plus de 1.400 personnes y sont employées durant les mois de février-mars 1789, nécessitant une dépense de 3.300 livres par semaine. La plus grande partie de ces dépenses fut couverte par l'emprunt qui, en mars 1789, se montait à 17.800 livres, quoique « la somme votée par le corps municipal et autorisée par un arrêt du Conseil ne fut que de 8.000 livres (13). »

La Révolution ne devait pas faire preuve d'initiative en matière d'assistance et le système des ateliers de charité continua de fonctionner dans les périodes difficiles, comme sous l'Ancien Régime, sans autre innovation (14).

(11) Rapport du lieutenant général de police à l'intendant de Champagne (juillet 1788), Archives de l'Aube, C 1926. Le 23 octobre 1788, le Conseil du Commerce avait eu à connaître de la mauvaise répartition des secours par un mémoire des fabricants de toiles et toileries, et des fabricants de soie, laine, fil et coton de Troyes. Le 27 novembre, il examinait les « meilleurs modes de distribution à adopter pour les secours à accorder aux ouvriers de Troyes ». Cf. Bonnassieux, ouvrage cité, p. 464.

(12) Archives de l'Aube, C 1909.

(13) Archives de l'Aube, C 1909.

(14) Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 332.

CHAPITRE VIII

Les revendications ouvrières et les Cahiers de doléances aux Etats Généraux.

« On est frappé, à la lecture des innombrables cahiers de doléances de 1789, d'en rencontrer si peu qui s'occupent des ouvriers, de leurs besoins ou de leurs droits » déclare Roger Picard dans son enquête sur les cahiers de 1789 (1).

La plupart des cahiers étudient des questions professionnelles, traitent de l'état du commerce ou du maintien des privilèges des fabricants, et il n'y est question des ouvriers que pour demander la répression des excès du compagnonnage (2). Seule la noblesse du Poitou proteste contre leur situation misérable : « elle déclare qu'ils ne peuvent jamais accéder à la maîtrise et que, malgré la longueur des journées de travail, ils sont dans l'obligation d'avoir recours à l'Assistance Publique pour vivre (3). »

Si les corporations d'arts et métiers se bornèrent à émettre des vœux professionnels, où il n'était pas question des ouvriers, c'est que les compagnons réussirent rarement à faire entendre leur voix : les assemblées préparatoires de gens de métier se firent par communauté et l'ouvrier n'avait pas voix dans les communautés. D'autre part, les membres du Tiers-Etat, qui devaient rédiger les cahiers de doléances et nommer les députés chargés de porter ces cahiers à l'assemblée préliminaire de leur ordre, devaient être inscrits au rôle des contributions, ce qui équivalait à éliminer une notable partie de la population laborieuse.

Seules quelques brochures protestèrent contre cette exclusion des classes pauvres : « Pourquoi nous oublier, nous

(1) Cité par Edouard Dolléans, Cours d'Histoire du Travail et de la Législation Industrielle (Doctorat : année 1940-1941), p. 148.

(2) A. Babeau, Artisans et Domestiques d'autrefois, p. 65.

(3) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 277.

pauvres artisans, sans lesquels nos frères éprouveraient des besoins que nos corps infatigables satisfont et préviennent chaque jour (4). »

A Troyes, comme dans les autres villes du Royaume, un nombre considérable de brochures furent publiées : toutes se consacrèrent aux problèmes du moment, exprimèrent leur opinion sur l'amélioration ou la transformation des institutions, mais aucune ne s'occupa des ouvriers (5).

Les compagnons bonnetiers de Troyes rédigent pourtant un cahier, nullement révolutionnaire d'ailleurs, dans lequel ils témoignent de leur attachement à la Monarchie : « Nous voilà donc au moment tant désiré de la nation où il a plu au meilleur des Rois de convoquer tous les ordres, tous les corps de communautés, jusqu'à nous, compagnons, aussi fidèles que petits sujets (6). »

On y trouve des observations communes à beaucoup d'autres cahiers, notamment celles qui concernent l'emploi des mécaniques, présentées comme une cause de misère pour la classe ouvrière et de décadence pour la fabrication, le développement de l'industrie à la campagne, la gabelle, le don gratuit...

Les compagnons de tous les métiers, à l'exclusion des compagnons bonnetiers qui eurent leur cahier spécial, se réunissent, le 9 mars 1789, dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville pour rédiger un cahier dans lequel ils manifestent leur fidélité au Roi ; ils demandent une plus équitable répartition des charges de l'Etat qui devraient être supportées « par tous les ordres de citoyens de quelque qualité et condition qu'ils soient », la suppression des aides et des gabelles recouvrées avec une trop grande dureté, le contrôle

(4) Chassin, *Le Génie de la Révolution*, cité par Levasseur, I. VII, ch. VIII.

(5) L'une demande la création de quatre ordres dont l'un grouperait les compagnons (Lettres des bourgeois de Troyes à leurs anciens compatriotes et voisins), l'autre est dominée par les questions fiscales (Vœu d'un patriote à l'assemblée des trois ordres du bailliage de Troyes, par Marcenay, receveur général des fermes)... Cf. A. Babeau, *Histoire de Troyes pendant la Révolution*, t. I.

(6) J. J. Vernier, ouvrage cité, *Cahier des Compagnons Bonnetiers*.

de l'exportation des grains, et comme presque tous les cahiers, la destruction des mécaniques : « cette sorte d'invention est admirable, mais préjudiciable en général et désœuvre beaucoup de monde » ; de plus, les cotons filés à la mécanique sont incapables de « maintenir la beauté et bonne réputation du commerce français (7). »

Ils signalent encore les inconvénients de l'industrie rurale, et mentionnent l'attitude de certains maîtres, qui renvoient ou menacent de renvoi, depuis que le commerce est tombé, les compagnons qui demandent l'aunage des pièces fabriquées, pour déterminer leur salaire, comme le prescrit un arrêt du Parlement, homologuant une sentence du siège de la police de Troyes.

A part cette observation, les revendications des compagnons se confondent avec celles des maîtres et leurs cahiers ne contiennent aucune remarque particulière qu'on ne trouve dans les cahiers des communautés. Celles-ci, comme l'ensemble du Tiers-Etat urbain, défendent les corporations industrielles et commerciales, tandis que les habitants des campagnes qui ne possèdent pas les mêmes privilèges se prononcent pour la suppression des jurandes et la liberté des métiers.

Chacun défend ses droits et ses intérêts qu'il estime seuls conformes à l'intérêt général, mais aucune voix ne s'élève pour exposer la triste situation de l'ouvrier qui, se voyant fermer l'accès à la maîtrise, se trouve voué à travailler toute sa vie dans des conditions si misérables qu'elles ne lui permettent souvent pas de s'assurer le minimum indispensable à sa subsistance.

Cette indifférence à l'égard de la population laborieuse est d'ailleurs la conséquence d'un état d'esprit que nous retrouvons fréquemment à la fin de l'Ancien Régime.

Certains, tout en déplorant la condition de la classe ouvrière, ne voient pour elle d'autre remède que la résignation : c'est le cas de la théorie chrétienne que nous trou-

(7) J. J. Vernier, ouvrage cité, Cahier des Compagnons d'arts et métiers.

vons notamment avec M. l'abbé Lambert dans ses « Instructions courtes et familières pour tous les dimanches de l'année, en faveur des pauvres, et particulièrement des gens de la campagne (8). » Il exhorte les ouvriers à ne pas attendre une récompense temporelle des maîtres qu'ils servent « car ce sont des Maîtres ingrats qui croient que tout leur est dû, et qu'ils ne doivent rien... Ne vaut-il pas mieux attendre sa récompense de Dieu que de la recevoir des hommes? » Les travailleurs doivent continuer à servir avec fidélité même les maîtres qui n'ont aucun égard pour eux, en s'abstenant de toute hardiesse et de toute insolence pour ne pas s'attirer « de mauvais traitemens qu'ils pourroient éviter en se tenant dans la soumission et dans le silence, ce qui convient à leur état. »

D'autres, comme Voltaire et certains philosophes du XVIII^e siècle, prétendent que « la populace qui n'a que ses bras pour vivre (9) » n'est pas susceptible d'intérêt et refusent d'attribuer au travailleur manuel un rôle dans l'administration de l'Etat.

Nous trouvons un autre état d'esprit sous la Révolution, dans un discours prononcé à l'Assemblée Administrative du département de l'Aube qui, tout en reconnaissant qu'il faut « tempérer par une bienfaisante influence la pente du luxe à s'accumuler dans les mêmes mains », cherche à rendre sans objet les revendications des ouvriers en améliorant leur condition.

L'administration doit chercher à modérer « dans les classes inférieures le sentiment de la privation » de telle manière que « la possession de ce qu'on a y rende moins sensible la privation de ce qu'on n'a pas : alors chacun se

(8) Document communiqué par M. Morin.

(9) « Je crois que nous ne nous entendons pas sur l'article du peuple, que vous croyez digne d'être instruit. J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre. Je discute que cet ordre de citoyens ait jamais le temps ni la capacité de s'instruire... Il me paraît essentiel qu'il y ait des gueux ignorants. Si vous fesiez valoir comme moi une terre et si vous aviez des charrues, vous seriez bien de mon avis. Ce n'est pas le manœuvre qu'il faut instruire, c'est le bon bourgeois, c'est l'habitant des villes... » Lettre de Voltaire à M. Damilaville, du 1^{er} avril 1766 (Document communiqué par M. Morin).

contente de sa condition, l'aisance fait pardonner la richesse (10). »

En 1790, au moment où « l'or est tout », où certains individus accumulent des richesses considérables, l'Assemblée Administrative s'inquiète de ce que « l'âme s'affaisse sous l'effort du luxe » ; « ... Chez un peuple où tout atteste les caprices de la frivolité, que devient l'énergie des âmes ? Au milieu de toutes ces jouissances que le luxe étale, la vertu seroit un poids trop pénible, que devient-elle encore ?

« Quelques-uns, Messieurs, pourront vous dire que l'or est tout ; que toutes les Nations se le disputent, qu'il construit les flottes, solde les armées, élève les forteresses et que l'or seul fait la force des Etats ; que le commerce l'apporte en échange des fruits de notre terre et de notre industrie et que leurs succès garantissent notre prospérité ; que si l'âme s'affaisse sous l'effort du luxe, la raison d'état commande cette nécessité, que le gouvernement doit transiger avec les vices, et qu'il est contraint de préférer l'opulence à la vertu, comme la politique à la morale. Gardons-nous d'adopter ces lâches maximes (11)... »

C'est un peu l'opinion qu'exprimera Renan, au moment de l'Exposition de 1855. Alors que les saint-simoniens sont convaincus que « le développement de la science et de l'industrie peut et doit apporter aux hommes également le bonheur et la sagesse, amener le rapprochement entre les classes sociales (12), » Renan comprit que le développement industriel dont l'Exposition de 1855 présentait un tableau complet, offrait une série de contrastes « dont le plus grave était de croire que la civilisation devait suivre la prospérité matérielle et qu'un accroissement du bien-être devait

(10) Discours de J. C. Beugnot, procureur général syndic à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube.

(11) Discours de J. C. Beugnot, procureur général syndic à la séance du 3 novembre 1790 de l'Assemblée Administrative du département de l'Aube.

(12) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation Industrielle (Cours de Doctorat : année 1940-1941), p. 401.

engendrer le progrès moral, alors qu'il n'existe pas de liens entre l'un et l'autre... »

Ces craintes, exprimées à des époques si différentes, de voir « les valeurs humaines essentielles disparaître », et les individus s'écarter « de la pensée de leur vie intérieure », méritaient d'être rapprochées.

DEUXIÈME PARTIE

APRÈS LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

L'industrie textile dans le département de l'Aube.

Malgré les difficultés causées par la Révolution, l'industrie textile continue d'être à la fin du XVIII^e siècle la source de l'activité économique de la région.

Au début de la période révolutionnaire, le retour à la concurrence, la diminution de la capacité d'achat des classes privilégiées qui entraîne une crise de sous-consommation, portent à l'industrie un coup auquel elle n'était pas préparée.

L'activité reprend vers 1793, car les marchés de guerre nécessitent un grand nombre de cotonnades et les capitaux ne manquent pas, par suite de l'importante circulation des assignats. Mais elle est à nouveau arrêtée l'année suivante par le blocus continental qui provoque la rareté et une hausse exorbitante du prix des cotons (1). Les statistiques dressées en l'an III par le Comité de Salut Public constatent « une réduction des deux tiers dans la production générale des étoffes de drap et de laine, par rapport à celle de l'ancien régime (2). »

Les pouvoirs publics essayent de ranimer l'industrie d'autant plus qu'ils désirent s'en faire une arme pour lutter contre la supériorité industrielle de l'Angleterre. Un bureau des Arts et Métiers créé en 1790, remplacé plus tard par l'Institut National des Sciences et des Arts, est chargé

(1) Cf. Emile Chaudron, ouvrage cité, p. 223 et s.

(2) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 293 et s.

d'étudier les inventions nouvelles et de distribuer des récompenses à leurs auteurs ; des facilités de crédit sont accordées aux manufacturiers : le Directoire distribuera quatre millions pour essayer de ranimer l'industrie textile.

SECTION I.

LA SITUATION INDUSTRIELLE A TROYES ET DANS LE DÉPARTEMENT, AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION.

Troyes reste cependant une grande cité industrielle, malgré les difficultés de l'heure. En 1807, on y compte 420 fabriques et manufactures de toiles, mousselines, fil et coton, employant 1890 tisseurs. Ces derniers procurent eux-mêmes du travail à plus de 8.000 ouvriers, tant pour la filature (à la main ou à la mule-jenny) qu'au cardage, bobinage, ourdissage (3).

La bonneterie occupe encore une place très secondaire, puisqu'on ne dénombre que 260 fabriques de bas, bonnets, bas anglais de coton occupant 800 fabricants compagnons.

Citons encore, pour donner un tableau complet de l'activité de l'industrie textile, « 7 filatures, dites mull-jennies » qui fournissent du travail à 250 ouvriers compagnons, et 8 draperies qui emploient 60 compagnons.

Les articles fabriqués à Troyes, les plus beaux du département, seraient capables de « soutenir toute concurrence étrangère pour leur prix et leur qualité, » si le prix du coton revenait au taux où il était avant la Révolution.

Dans les campagnes, l'activité industrielle que nous avons déjà notée sous l'Ancien Régime, reste considérable, mais nettement localisée : elle est absente des arrondissements de Bar-sur-Aube et de Bar-sur-Seine, considérés comme uniquement agricoles et viticoles, mais au contraire très grande dans les arrondissements d'Arcis-sur-Aube et de Nogent-sur-Seine, particulièrement entre la vallée de la Seine et le pays d'Othe où « l'épaisseur de la couche de

(3) Archives de l'Aube, M 12 b d.

terre arable est si faible par endroits, que de maigres bois de pins ne peuvent arriver à y prendre racine (4). »

Dès la fin du XVIII^e siècle, la tisseranderie en déclin a laissé la place libre à la bonneterie qui fournit au travailleur le complément de ressources indispensables que la terre ne peut lui donner. Et, lorsque aux environs de 1808, les premiers métiers dits mule-jennies sont introduits dans l'Aube, la fabrication de la bonneterie y subit un essor considérable (5).

Les métiers sont généralement disséminés au domicile de petits fabricants qui travaillent pour leur propre compte. Dès les premiers jours de la Révolution, les patrons de la région d'Arcis, inquiets de la tournure des événements, refusèrent de reprendre leurs ouvriers qui avaient abandonné le travail en 1789 ; ils les engagèrent à travailler pour leur compte et les autorisèrent à transporter chez eux les métiers que les ouvriers achetèrent ou pour lesquels ils acceptèrent de payer une rétribution (6). C'est ce qui explique, au début du XIX^e siècle, le régime de l'industrie à la campagne, où la plupart de ces petits fabricants n'en réunissent qu'un ou deux : quelques-uns seulement possèdent 10 à 12 métiers, et dans tout le département il n'existe que 12 ateliers qui en comptent un plus grand nombre.

Ces petits fabricants des campagnes se rendent à Troyes, une ou deux fois par mois, le plus souvent les jours de marché, portant dans une hotte ou sur un bourriquot, les bas et les bonnets de coton qu'ils vont essayer de vendre « tant bien que mal aux acheteurs de passage », pour se procurer le fil dont ils ont besoin afin de poursuivre leur travail (7). Ils tombent dès lors dans la dépendance de Troyes qui devient le véritable centre de la bonneterie dans le département.

C'est pour parer à cette situation, pour éviter « leur mise en coupe réglée par les acheteurs du marché de Troyes »

(4) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 84.

(5) Annuaire de l'Aube, année 1851.

(6) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 39.

(7) A. Prévost, Fontaine-les-Grès, p. 112.

et leur épargner ces longs déplacements, que Jean-Baptiste Doré établit, vers 1819, un centre d'achats à Fontaine-les-Grès.

Ces petits artisans ne délaissent pas la terre, comme ils semblaient le faire avant 1789 (8), car on remarque que la plus grande quantité des marchandises est fabriquée de novembre à mars, la presque totalité des ouvriers quittant les métiers d'avril à octobre pour s'adonner aux travaux des champs. C'est le plus souvent aux revenus qu'il tire de la bonneterie que « le fabricant-agriculteur doit le champ dont la culture accroît l'aisance de la famille (9). »

Dans l'arrondissement de Nogent, et plus particulièrement aux environs de Romilly-sur-Seine, dans les communes d'Orvilliers, Origny, Echemines, on signale plus de « 600 métiers à fabriquer des bas et bonnets de coton et environ 340 mécaniques pour le filer », petites mécaniques de 30 à 40 broches qu'il ne faut pas confondre avec les mule-jennies (10), et de 55 métiers à tisser la toile de coton (11).

La rareté et l'enchérissement des matières premières arrêtent les trois-quarts de ces métiers, ce qui ne provoque d'ailleurs pas un malaise extrême, car les ouvriers qui travaillent pour leur compte abandonnent leur fabrique pour s'occuper des travaux des champs (sauf à Romilly, où les crises mettent la population dans une détresse effroyable).

Dans l'arrondissement d'Arcis-sur-Aube, où subsistent toujours quelques filatures de coton, on note un essor considérable de l'industrie de la bonneterie. Les six fabricants qui, aux environs de 1800, occupaient une centaine d'ouvriers sur une trentaine de métiers, en emploient 323 sur 101 métiers aux premiers jours de l'année 1806.

Outre ces gros fabricants, l'arrondissement ne compte pas moins de 1.500 métiers, répartis jusque dans les plus petits

(8) Voir supra, p. 33 et s.

(9) Annuaire de l'Aube, année 1851.

(10) « Les mule-jennies sont des mécaniques qu'une seule personne fait mouvoir à la main ; elles ont de 24 à 36 fuseaux qu'une roue horizontale fait tourner ». Archives de l'Aube M 12 b d.

(11) Les tisserands travaillent à façon pour les particuliers.

hameaux, entre des entrepreneurs qui en font travailler de 2 à 10 (12).

Dans le courant de l'année 1817, le dénombrement de la population ouvrière de l'arrondissement s'établit comme suit :

- fileurs : 33,
- tisserands : 40,
- bonnetiers : 1.856.

Les articles fabriqués dans les campagnes sont plus communs que ceux qui proviennent des manufactures de Troyes, surtout depuis le renchérissement du coton, car le coton du Levant, de qualité inférieure, y reste le seul employé tant pour la toilerie que la bonneterie.

L'industrie à la campagne, qui devait rester longtemps très prospère, aurait cependant complètement disparu à la suite des perfectionnements apportés à l'outillage si, vers le milieu du siècle, la maison Doré, de Fontaine-les-Grès, n'avait pas résolu « de grouper autour d'elle, les ouvriers bonnetiers de la région, en se chargeant, d'une part, de leur fournir la matière première et, d'autre part, de vendre les produits de leur travail (13). »

SECTION II. — LA VIE INDUSTRIELLE.

§ 1^{er}. — *Au début du XIX^e siècle.*

L'activité industrielle, fortement ébranlée dans les dernières années de l'Ancien Régime par le traité de commerce de 1786, connut bien des vicissitudes durant la première moitié du XIX^e siècle.

(12) Les communes de l'arrondissement où se trouvent le plus grand nombre de métiers à bonneterie sont : Arcis où on en dénombre 300 ; Allibaudières, 37 ; Aubeterre, 37 ; Bessy, 45 ; Champigny, 33 ; Chapelle Valon, 73 ; Charny-le-Bachot, 49 ; Chatois, 54 ; Chauchigny, 78 ; Droupt-le-Petit, 41 ; Les Grandes Chapelles, 140 ; Méry-sur-Seine, 63 ; Montsuzain, 36 ; Plancy, 102 ; Pouan, 52 ; Rhèges, 30 ; Salons, 93 ; Savières, 42 ; Saint-Mesmin, 44 ; Saint-Oulph, 38 ; Saint-Rémy, 34 ; Sainte-Syre, 42 ; Torcy-le-Grand, 55 ; Vallans-Saint-Georges, 44. Archives de l'Aube M 12 b d.

En 1826, on comptera 2.655 métiers à faire bas, en activité, dans l'arrondissement.

(13) J. Ricomard, ouvrage cité, p. 85.

Le souvenir de ce fâcheux traité suscita les alarmes des fabricants et de la population ouvrière, lorsqu'en l'an X courut le bruit, pourtant exact, quoique démenti par le Ministre de l'Intérieur, que le Conseil Général de l'Agriculture, des Arts et du Commerce négociait avec l'Angleterre un traité de commerce « fondé sur ce principe que les gouvernements français et anglais ne pouvaient subsister en état de paix permanente, si leur commerce restait en état de guerre (14). »

La brièveté de cette alarme, qui ne dura pas plus que la paix d'Amiens, n'empêcha pas la situation industrielle de demeurer assez confuse jusqu'à la fin du Premier Empire. En 1812, les habitants de Romilly, qui se livrent à la fabrication des bas et bonnets, se trouvent dans une situation difficile par suite du manque d'ouvrage ; ceux qui travaillent se plaignent de vendre « leurs marchandises au-dessous du prix de la matière première, de manière qu'ils perdent non seulement toute la main-d'œuvre, c'est-à-dire le prix de la filature et de la fabrication, mais encore une partie de celui de l'achat du coton. » Beaucoup en sont réduits à vivre de la charité publique et de la mendicité de leurs enfants ; la misère est telle qu'on en signale plusieurs qui « ne mangent plus de pain, mais seulement des légumes et des racines. »

Dix-huit mois plus tard, en juin 1813, le Préfet de l'Aube signale au Ministre des Manufactures et du Commerce, la rareté de la main-d'œuvre provoquée par le départ aux armées de tous les hommes valides : « les levées d'hommes enlèvent chaque fois beaucoup d'ouvriers de toute espèce qui ne peuvent se remplacer qu'avec beaucoup de tems » et, dans la seule ville de Troyes on ne trouve que 2.548 ouvriers pour 3.107 métiers à bas.

La guerre, qui n'épargne pas le département, interdit toute fabrication pendant une partie de l'année 1814 et de nombreux métiers à bas, à tisser, des mécaniques furent

(14) Archives de l'Aube M 12 b d.

détruits au moment de la campagne de France, notamment à Arcis et aux environs.

*
**

Au début de la Restauration, l'industrie n'a pas encore repris la place qu'elle occupait sous l'Ancien Régime, malgré les efforts déployés sous l'Empire par les pouvoirs publics. Et il lui fallut de nombreuses années pour « remonter toute la pente qu'elle avait descendue pendant la Révolution... pour reconstruire ou rouvrir les ateliers détruits ou fermés, pour ramener au travail une génération que la politique, la guerre ou le chômage en avaient distraite, pour reformer » les capitaux nécessaires (15).

On constate la création d'un nombre considérable d'entreprises nouvelles qui engendrent une baisse rapide de tous les produits de coton et dont Troyes, qui est un des centres principaux de l'industrie cotonnière, eut particulièrement à souffrir ; de sorte qu'« au moment où, en France, en 1830, et en Grande-Bretagne, en 1832, la bourgeoisie industrielle et commerçante prend le pouvoir, la France et la Grande-Bretagne subissent une crise économique qui dure depuis 1825 et se prolongera jusqu'en 1848 (16). »

Afin de remédier à cette situation, Casimir Périer obtient, par la loi du 17 octobre 1830, un prêt de 30 millions au commerce et à l'industrie (17), avancés par la Banque de France. L'Etat accorde, en décembre de la même année, un million aux ateliers de charité, ce qui, ajouté aux dépenses départementales et communales, donne un total de 93 millions, destinés à « soutenir l'industrie et procurer du travail aux ouvriers. »

Le Conseil des Prud'hommes de Troyes, invité par le Préfet de l'Aube à faire des propositions concernant l'emploi d'une part du crédit de deux millions ouvert par le

(15) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, I. III, ch. III, p. 624.

(16) Édouard Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I, p. 27.

(17) Levasseur, ouvrage cité, I. IV, ch. VI, p. 156.

Ministre du Commerce, préconise l'établissement d'une caisse de Secours et de Prévoyance, qui pourrait distribuer 500 francs de crédit à 500 petits fabricants, pour leur permettre d'attendre des jours meilleurs (18). Le ministre ayant exigé, pour donner suite à ce projet, que la ville se charge de la garantie du prêt, le Conseil Municipal déclare que la situation financière n'est pas assez favorable pour qu'il puisse s'autoriser à prendre cet engagement (19).

La Chambre de Commerce, dont les vues semblent s'être un peu limitées au point de vue des manufacturiers, objecte de son côté que « le plus sûr moyen de soulager la classe ouvrière est d'encourager la consommation et de protéger les débouchés des produits de l'industrie (20). »

Le Conseil des Prud'hommes, ne pouvant assurer seul la garantie demandée, se voit dès lors contraint d'abandonner son projet, tout en gardant « la satisfaction de penser qu'il s'est acquitté, en sollicitant des secours pour le soulagement de la classe malheureuse des petits fabricans de cette ville, d'un devoir religieux dont il connaît et apprécie toute l'importance et qu'il ne pouvait négliger sans s'exposer aux reproches publics et à ceux de sa conscience. »

§ 2. — *La crise de 1832.*

Au début de l'année 1832, l'activité reprend, pour s'arrêter peu de temps après, au moment des événements de Lyon, quoique ceux-ci n'aient provoqué à Troyes, ou dans les environs, aucune réaction directe.

Le tissage du coton, qui se divise en deux branches, l'une consacrée à la confection des doublures, l'autre à la fabrication des pantalons blancs utilisés par l'armée, voit le début d'une crise particulièrement grave, « du fait de l'incertitude dans laquelle le Ministre de la Guerre laisse les

(18) Archives de l'Aube, M 12 d 2.

(19) Rapport du Conseil Municipal de Troyes du 16 décembre 1831. Archives de l'Aube, M 12 d 2.

(20) Délibération de la Chambre de Commerce de Troyes du 29 décembre 1831. Archives de l'Aube, M 12 d 2.

fabricans sur la question de savoir si l'armée continuera à porter le pantalon blanc (21). »

Les ouvriers tisserands sont dans une profonde détresse et les pouvoirs publics, étant donné l'état d'exaspération où se trouve la classe ouvrière, craignent « de ne pouvoir arrêter un torrent prêt à déborder et dont les ravages sont assez indiqués par les malheurs récents d'autres cités industrielles (22). »

La bonneterie souffre de difficultés identiques, les fabricants ne parviennent plus à écouler leurs marchandises, quoiqu'elles aient éprouvé, depuis 18 mois, une baisse de 25 à 30 %.

Les stocks de bonneterie et de tisseranderie, qui s'accumulent dans les magasins, obligent les fabricants à vendre à vil prix et ne leur permettent pas d'augmenter le prix de la main-d'œuvre, fortement diminuée quelque temps auparavant.

« Du travail ou du pain », tel sera bientôt le cri de la classe ouvrière troyenne tout entière (23), qui s'agite et proclame : « qu'elle saura trouver du pain où il y en a, quand le travail lui manquera, signale le nouvel ordre de choses comme la cause de ses souffrances, et déclare dans son délire qu'elle n'épargnera pas les magistrats qui la représentent (24). »

Au même moment, l'apparition du choléra, qui fera à Troyes de sévères ravages, vient encore accroître les souffrances d'une population déjà suffisamment éprouvée. La

(21) Rapport de la Chambre de Commerce de Troyes au Préfet de l'Aube du 12 janvier 1832 ; Archives de l'Aube, M 12 d 2. La décadence de la fabrication des tissus de coton paraît avoir eu aussi pour cause « la prospérité des fabriques de Viller dans l'Alsace, Saint-Quentin, Rouen, Villefranche... ». (Rapport du Conseil de Prud'hommes de Troyes du 18 septembre 1832. Archives de l'Aube, M 12 d 1.)

(22) Rapport de Colomb, président du Conseil de Prud'hommes du 12 janvier 1832. Archives de l'Aube, M 12 d 2. Allusion à l'insurrection de Lyon de novembre 1831, au cours de laquelle les canuts lyonnais, ne pouvant obtenir l'application du tarif accepté par la presque totalité des fabricants, se soulèvent.

(23) Par comble de malchance, les filatures, mues presque toutes par des moteurs hydrauliques, souffrent à la même époque d'une disette d'eau.

(24) Archives de l'Aube, M 12 d 2.

légère reprise de l'activité industrielle, signalée alors dans un grand nombre de villes, est attribuée, à Troyes, au fait qu'à la suite des maladies et des décès causés par l'épidémie, la fabrication s'est ralentie, entraînant le relèvement des prix et la diminution des stocks (25).

La crise de la fabrication des tissus, jointe à celle de la bonneterie, entraîne la fermeture de plusieurs filatures de laine et de coton, qui se trouvent réduites à vingt et une, alors qu'on en comptait trente-trois, en 1820. Les chefs de filatures qui ne travaillent que sur commande des fabricants, n'emploient que la moitié de leurs mécaniques et organisent, entre leurs ouvriers, un roulement, afin que ceux-ci ne soient pas totalement privés de travail.

A Romilly, où la fabrication des bas et bonnets a aussi considérablement diminué, les demandes faites par les commerçants de Troyes sont si faibles, que les marchands de bas de Romilly, qui font chaque semaine le voyage au chef-lieu, en reviennent sans avoir vendu leurs marchandises.

A Arcis, la situation n'est pas plus brillante, mais la fabrication des gants de coton réussit à occuper un certain nombre de métiers et procure d'ailleurs aux ouvriers un prix de façon plus avantageux que la fabrication des bas (26).

La situation s'aggrave encore par suite de l'augmentation subite du prix du coton qui entraîne de nouvelles réductions de salaires dans les filatures et les fabriques de tissus de coton, et le congédiement d'une partie des ouvriers (27). Quelques filateurs, cependant, diminuent le prix

(25) Rapport de la Chambre de Commerce au Préfet du 17 septembre 1832. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(26) Une seule fabrique dans le département semble ne pas avoir souffert de la crise, c'est la filature de Lenclos (commune de Virey-sous-Bar, dans l'arrondissement de Bar-sur-Seine) ; les rapports du sous-Préfet de Bar-sur-Seine signalent que cet établissement, « un des plus beaux de France », prend un développement assez considérable et écoule toute sa marchandise à Paris et en Picardie. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(27) Lesieur Laverdey, dont la fabrique se trouve rue du Bois, ne conserve qu'un ouvrier sur les cinquante qu'il employait. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

du coton filé pour que les fabricants puissent continuer à employer le maximum d'ouvriers (28).

Les fabricants de toiles, persistant à considérer comme provisoire la suppression du pantalon blanc dans l'armée, en ont continué la fabrication et disposent de stocks considérables. Le Préfet de l'Aube multiplie en vain les démarches auprès du Ministre de la Guerre, pour le faire revenir sur sa décision, d'autant plus que les cinq-sixièmes de la population troyenne vivent de l'industrie textile (29) et que la classe ouvrière continue de s'agiter. On signale des excès commis contre les marchands ; 2.000 ouvriers environ tentent de se coaliser « pour contraindre les marchands à acheter et les fabricants à leur donner du travail (30). »

*
*
*

Vers 1834, le cours du coton qui se fixe à un prix en rapport avec celui de la marchandise fabriquée, permet une reprise de l'activité industrielle, mais la tisseranderie, restreinte à la fabrication des étoffes pour doublures, se heurte à la concurrence des fabricants du Beaujolais.

La bonneterie, dont la situation redevient vite satisfaisante, engendre un mouvement de migration des ouvriers bonnetiers de la ville vers la campagne. Beaucoup de fabricants « louent leurs métiers aux bonnetiers des villages voisins, ou à des ouvriers habitant Troyes, mais qui, étant de la campagne, y reportent leur domicile (31). » Ces der-

(28) « Les maisons Douine et Huot ont fait preuve du sentiment de désintéressement qui les anime et ont diminué de 50 centimes par livre, le prix de leurs cotons, » Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(29) Rapport du Maire de Troyes au Préfet de l'Aube, du 28 février 1834. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(30) Rapport du Maire de Troyes au Préfet de l'Aube du 6 novembre 1833. Archives de l'Aube M 12 d 1.

(31) Levasseur (ouvrage cité I, VI, ch. IV, p. 188) estime en 1834 à 12.000 le nombre des ouvriers de la campagne qui viennent livrer leur travail à Troyes.

Dans l'arrondissement de Nogent, plus de 1.500 ouvriers travaillent à la bonneterie. L'activité est aussi grande dans celui d'Arcis-sur-Aube, dans lequel on compte, en 1833, 1.100 métiers à bonneterie, dont 700 à Arcis même.

niers, attirés par l'espoir de gagner autant et de dépenser moins, y trouvent également leur avantage.

La condition des ouvriers des campagnes n'est plus désormais partout la même ; alors qu'ils étaient généralement propriétaires de leur moyen de production et qu'ils travaillaient pour leur compte, ceux qui s'installent maintenant dans les campagnes travaillent pour le compte d'un fabricant qui leur fournit le métier et la matière première. Le capitalisme industriel tend ainsi vers sa forme définitive.

La filature de Lenclos, près de Bar-sur-Seine, dirigée par la maison Couchot, de Paris, continue de prospérer. Munie de machines « mues par un mouvement hydraulique », sans cesse améliorées, elle utilise presque uniquement la main-d'œuvre locale (32).

Cette reprise est de courte durée, car, dès 1837, l'industrie se ressent de la crise qui sévit en Amérique et de l'encombrement du marché. « La production s'est arrêtée, à Lyon, Nîmes, Rouen, etc..., soit par l'absence des commandes, soit par le peu de confiance qu'inspirent les ordres reçus d'Amérique, soit enfin par suite de l'excès même de la production quand elle a cessé d'être en rapport avec les besoins (33). »

Les différents organes de la ville, consultés par le Préfet sur les causes de cette crise, en rendent responsable l'utilisation des procédés mécaniques qui a entraîné une surproduction et signalent également que « la suppression d'un assez grand nombre de fêtes publiques et de fêtes religieuses, peut encore être la cause d'une diminution sensible dans le placement d'une infinité d'objets de toilette de luxe et de fantaisie (34). »

Nous assistons alors à un mouvement inverse de celui

(32) La présence de cet établissement dans la campagne de Bar-sur-Seine ne semble pourtant pas recueillir l'approbation unanime, car le Sous-Préfet se plaint du fâcheux effet moral produit sur la population locale et signale qu'« il serait à désirer que ces usines fussent réservées à l'enceinte des villes où les moyens de surveillance sont plus efficaces et plus prompts ». (Rapport du 6 novembre 1837. Archives de l'Aube, M 12 d 1.)

(33) Lettre du 7 juin 1837 du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce au Préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(34) Rapport du Conseil de Prud'hommes de Troyes du 10 août 1837. Archives de l'Aube, M 12 d 1.

que nous avons observé quelques années plus tôt, au moment où la bonneterie était prospère : les ouvriers abandonnent les campagnes pour venir se livrer, à Troyes, à l'industrie manufacturière, où ils espèrent parvenir à s'employer, mais ils ne réussissent qu'à augmenter « la population des artisans et des ouvriers au delà du nombre nécessaire à la mise en activité des fabriques. »

La crise évolue avec la même régularité que précédemment et la situation se rétablit jusqu'aux environs de 1848, où elle se trouve encore aggravée par les troubles politiques de la Révolution. Le premier effet d'une Révolution, quelle qu'elle soit, est de faire naître une crise de confiance, qui entraîne la suppression du crédit. La banque de Troyes, comme celles de la plupart des villes de commerce, supprime tous les crédits à découvert et refuse la négociation des effets de commerce ayant plus de 30 jours de terme (35), ce qui fait que les filateurs, les fabricants de tissus au métier et à l'aiguille, habituellement réglés par billets à quatre ou cinq mois, ne peuvent plus se procurer de l'argent à aucun prix. De plus, l'exécution des grands travaux publics et notamment la construction des chemins de fer, détourne « de leur cours normal les capitaux qui alimentaient naguère le commerce et l'industrie manufacturière. »

Toute activité est suspendue et un bon nombre de filatures sont obligées de rester fermées plus de 5 mois. Pendant cette interruption, les enfants qui travaillaient dans les manufactures parcourent les campagnes, où ils vivent de mendicité.

L'inspecteur du travail, Lachave, souligne l'empressement du gouvernement à vaincre la crise financière, « suite inévitable mais momentanée de la glorieuse révolution du 24 février... dont les résultats assureront le bonheur de la France et l'affranchissement des peuples de l'Europe (36), » mais il semble bien que cette fois encore, la crise obéisse surtout à son rythme propre.

(35) Rapport de la Chambre de Commerce de Troyes du 4 mars 1848. Archives de l'Aube, M 3 d 2.

(36) L'inspecteur du Travail Lachave aux citoyens commissaires du département de l'Aube (29 mars 1848). Archives de l'Aube, M 12 b 1.

CHAPITRE II

Le Machinisme.

SECTION I. — LA RÉVOLUTION TECHNIQUE ET L'INDUSTRIE TROYENNE.

Dans son ensemble, au début du XVIII^e siècle, la France reste une nation d'artisans et d'ouvriers à domicile. La généralisation de l'emploi des inventions nouvelles a été assez longue et ce n'est que sous la monarchie de Juillet que « la révolution industrielle commencera seulement à faire sentir ses effets (1). »

Dès la fin de la crise révolutionnaire, les chefs des fabriques de Troyes, « mettent en pratique les découvertes incessantes de la mécanique et de la chimie, soit pour simplifier le travail et remplacer les bras que les conscriptions trop fréquentes leur enlevaient, soit pour suppléer aux matières premières qui manquaient souvent (2). »

Les premières années du XIX^e siècle voient se créer, à Troyes, plusieurs filatures de coton, notamment dans le quartier du temple, munies de « métiers dits mule-jennies » qui, à partir de 1808, utilisent la force motrice hydraulique des petits bras de la Seine qui traversent la ville.

Ce développement de la technique est stimulé par l'Empereur qui escompte pour la France elle-même d'excellents résultats de sa rénovation industrielle, mais qui espère aussi en faire une arme contre la Grande-Bretagne.

Ce n'est pourtant pas encore la grande révolution technique, c'est la période de transition par laquelle on s'y achemine.

Sous la Restauration, l'application des inventions nou-

(1) Dolléans, Histoire du Mouvement Ouvrier, t. I, p. 32.

(2) Alexandre Guénin. Troyes et le département de l'Aube de 1789 à 1848. Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube. Année 1855.

velles se développe. Les manufacturiers se rendent compte qu'il ne leur faut pas perdre de temps, s'ils ne veulent pas se laisser distancer, et que les établissements qui restent en arrière « ne pourront bientôt plus soutenir la concurrence des autres fabriques (3). »

Les filatures installées sur les différents bras de la Seine joignent la vapeur à l'utilisation de la force hydraulique. Dupont-Boilletot et Fontaine-Gris, continuant le mouvement imprimé les années précédentes, créent les premiers, vers 1820, d'importantes filatures de coton, l'un à La Moline, l'autre à Barberey,

L'industrie de la draperie continue au contraire à dépirer et les efforts tentés pour la restaurer échouent devant la routine des fabricants qui reculent devant les dépenses indispensables. « La tisseranderie des caves de Troyes ne pouvait plus lutter contre les métiers à tisser et à parer introduits en France déjà depuis plusieurs années (4). »

La bonneterie continue à conserver sensiblement la même organisation du travail et les mêmes caractéristiques de production et ce n'est pas avant 1830 qu'on verra le commencement de l'utilisation de la vapeur. Mais les progrès sont rapides et aboutissent, quelques années plus tard, « à l'automatisation dans une certaine mesure de la fabrication », dans une certaine mesure seulement, car les fabricants se montrent encore sceptiques à l'égard des métiers mécaniques et attendent de pouvoir en juger les résultats (5).

Dès les premières années de la Monarchie de Juillet, la grande industrie passe entre les mains des principaux capitalistes du pays. Ceux qui sont installés sur une ramification de la Seine utilisent la force hydraulique et une ma-

(3) Jury de l'exposition de 1819. Levasseur, ouvrage cité, l. III, ch. iv, p. 629.

(4) Alexandre Guénin, ouvrage cité, Mémoires Société Agriculture de l'Aube, année 1856.

(5) J. Ricommard, ouvrage cité, p. 54, La transformation complète ne s'opère guère que vers 1860, lorsque les fabricants voient la nécessité de lutter contre la concurrence étrangère.

chine à vapeur auxiliaire, ceux qui se trouvent au centre de la ville emploient la machine à vapeur seule.

C'est notamment le cas des usines de Jaillard et de Mel-dançon, dans le quartier bas de la ville, et au dehors de celles de La Moline et de Chaillouet (6).

Certains manufacturiers même, tels Huot, Douine, Fontaine-Gris, Gréau joignent « comme accessoire à leur spécialité, des ateliers de tissage des toiles et des métiers circulaires de bonneterie. »

Le mouvement de concentration entraîne la disparition de plusieurs entreprises : Troyes, qui comptait à la Restauration 34 filatures employant 1.700 ouvriers, n'en compte plus que 16 en 1846 avec 1.900 ouvriers (7). Nous prenons l'exemple de la filature parce que c'est dans cette industrie que la technique nouvelle ayant été utilisée la première, le phénomène de concentration industrielle joue le plus rapidement et de la façon la plus nette.

SECTION II. — LES INVENTIONS DES OUVRIERS TROYENS.

« Les inventeurs sont surtout... des obscurs; c'est-à-dire des artisans qui ont le goût, qui ont la passion de leur métier (8). »

Ce sont des bricoleurs, qui ont « plusieurs métiers à la fois sans être toutefois ce qu'on appelle en France des hommes de toutes mains. » L'ouvrier, penché sur sa machine, cherche à la perfectionner pour diminuer son effort et c'est en ce sens qu'il faut voir, dans l'application des inventions nouvelles, une « délivrance pour l'ouvrier (9). »

Ces traits qui définissent les auteurs des inventions de la première révolution technique, sont également exacts si nous les appliquons aux ouvriers troyens, qui ne sont pas restés étrangers aux progrès de la mécanique.

Au début de la Restauration, quelques manufacturiers

(6) Cf. Alexandre Guénin, ouvrage cité, p. 195.

(7) Archives de l'Aube, M 12 b d.

(8) Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de doctorat : année 1940-1941), p. 185.

(9) Levasseur, ouvrage cité, l. III, ch. iv, p. 629.

troyens se rendent compte de la nécessité de « créer une génération instruite pour élever le niveau de l'industrie française. » Les ouvriers manquent des connaissances techniques suffisantes qui leur permettraient de constituer d'excellents spécialistes, et de perfectionner la fabrication.

Afin de remédier à ce défaut d'instruction, un cours de Mathématiques appliquées à l'industrie est institué à Troyes par les soins du Conseil Municipal. Commencés en novembre 1826, ces cours qui avaient lieu trois fois par semaine, de sept heures à neuf heures du soir, ont un grand succès. L'auditoire, composé d'hommes de tous âges et de toutes classes de la société, comprend « une centaine d'ouvriers formant la partie vraiment studieuse », et un nombre égal d'amateurs (10).

A la fin de 1828, ces cours publics tombent en décadence, comme dans la plupart des villes industrielles de France où pareille initiative avait été prise.

Ce déclin ne décourage pas pour autant les promoteurs de l'enseignement ouvrier. Comme on signale que « les mauvais procédés employés dans la préparation et la teinture des étoffes, ainsi que le défaut de perfectionnement dans le blanchissage des étoffes » résultent du manque de connaissances des premiers éléments de chimie, la Société d'Agriculture, Sciences et Arts du Département de l'Aube ouvre en 1828 des cours de chimie, géométrie et mécanique, appliqués aux arts industriels.

Ces efforts, en permettant aux fabriques troyennes de profiter des découvertes nouvelles, lui permirent de conserver la réputation dont elle avait joui jusqu'alors. Ils contribuèrent surtout à susciter dans l'esprit des artisans et ouvriers, les perfectionnements techniques qui firent faire à la fabrication, notamment à celle de la bonneterie, des progrès qui lui assurèrent une avance considérable. Car c'est dans le domaine de la bonneterie que nous les verrons se multiplier à partir de 1830. Et si les améliorations indus-

(10) Julien Gréau, *Revue de quelques institutions publiques d'enseignement, de commerce et de bienfaisance, antérieures à 1870*. Société Académique de l'Aube : année 1871.

trielles firent de Troyes le centre national de la bonneterie, ce fut grâce au génie patient des ouvriers troyens.

Leurs inventions ne présentent pas seulement un caractère individuel, mais aussi un caractère collectif, parce que nous voyons plusieurs hommes apporter successivement des améliorations à la découverte d'un seul et en ce sens on peut dire que les inventions « appartiennent dans une certaine mesure à la collectivité (11). »

*
* *

En 1829, un ouvrier bonnetier, Delarothière, invente, avec le concours de deux autres ouvriers, Ravigneaux, mécanicien et Taviot, blanchisseur, un procédé de fabrication d'un tricot tissu, mis au concours par le Ministre de l'Intérieur et prend également un brevet d'invention pour le métier nécessaire à sa fabrication (12).

Mais il ne suffit pas de découvrir un procédé nouveau, encore faut-il disposer de l'argent nécessaire pour le mettre en application. Et les inventeurs troyens auront le plus souvent bien des difficultés à trouver les fonds suffisants à la mise en œuvre de leur découverte. La Chambre de Commerce de Troyes sollicite en vain un secours de Sa Majesté pour Delarothière qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour construire le métier qu'il désire (13). Delarothière se ruinera pour son invention et se trouvera dans l'impossibilité de confectionner la mécanique dont il s'agit.

Il prit d'ailleurs ultérieurement de nombreux autres brevets qui firent faire de grands progrès à la bonneterie, notamment celui concernant « le métier à chaîne, ou métier à maille fixe. »

Le 12 décembre 1834, il fait breveter son invention capitale : « c'est la machine destinée à rapprocher, par des

(11) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de Doctorat : année 1940-1941), p. 186.

(12) Archives de l'Aube, M 12 b 2.

(13) Lettre de la Chambre de Commerce de Troyes au Préfet de l'Aube, du 4 octobre 1828. Archives de l'Aube, M 12 b 2.

rétrécissements, deux parties d'une pièce de tricot, sans faire de couture entre ces deux parties (14). »

Quelques années plus tard, c'est un jeune ouvrier bonnetier d'Arcis-sur-Aube, Alexandre Braconnier, âgé de 22 ans, qui découvre « le moyen d'introduire des fils de couleurs dans le tissu de la bonneterie et d'exécuter ainsi les dessins les plus variés. » Il prend un brevet d'invention, réussit à payer les 200 francs exigibles à la délivrance du brevet, mais ne pouvant solder le complément de 150 francs payable au bout de six mois (15), il doit renoncer au brevet qui garantissait sa création, le fruit de son ingéniosité, de son cerveau, autant que de ses mains.

En 1836, Jacquin, ouvrier horloger, devenu fabricant de bas à Auxon, construit « une mécanique à rétrécir des bas sur le métier » et ne pouvant régler la seconde échéance de son brevet, en est déclaré déchu (16). C'est le même inventeur qui sera l'auteur, en 1837, d'un métier permettant la fabrication, sur une grande échelle, des bonnets de coton et, en 1840, du « métier circulaire de grand diamètre pour la fabrication des pantalons, des gilets ou des camisoles. »

Ils sont nombreux encore, les ouvriers troyens qui améliorent la technique des mécaniques existantes ou qui en créent de nouvelles : c'est Gillet, serrurier, mécanicien à Troyes, qui, après avoir suivi les cours publics de mathématiques organisés par la Municipalité, prend de multiples brevets d'invention, pour « un métier circulaire propre à la fabrique des tricots à côtes » (1838), « un métier circulaire propre à la fabrication des tissus » (1842), « une mailleuse à presse applicable au métier circulaire pour la fabrication des tricots en soie et laine peignée » (1846), « un ceuillage dit mailleuse Gillet » (1849)... ; c'est encore Roizard, mécanicien à Troyes, Prud'homme, ouvrier bonnetier de la manufacture Frérot et Couturot, et bien d'autres artisans obscurs.

(14) Julien Gréau, Etude sur les travaux de Delarothière, Société Académique de l'Aube, année 1867.

(15) Archives de l'Aube, M 12 b 2.

(16) Archives de l'Aube, M 12 b 2.

CHAPITRE III

Les conséquences de la révolution technique.

SECTION I. — L'ATTITUDE DES OUVRIERS.

Le résultat de ces inventions nouvelles et notamment de tous les perfectionnements apportés au métier circulaire, c'est une amélioration de la qualité et de la quantité de fabrication, mais aussi le fait qu'« un seul surveillant peut diriger 7 ou 8 métiers mûs par l'eau ou par la vapeur, alors qu'autrefois il fallait un ouvrier par métier. »

Le développement des mécaniques, qui ne fut pas d'abord considéré avec défaveur par la classe ouvrière troyenne, ne souleva jusqu'à la fin de la monarchie de Juillet que l'opposition de quelques isolés ; mais au moment des événements de 1848, on constate que les esprits sont montés contre l'utilisation des techniques nouvelles.

A la faveur de l'agitation et du trouble qui s'emparent des autorités, les ouvriers bonnetiers de Romilly-sur-Seine se livrent, les 28 et 29 février 1848, à une manifestation qui reste unique dans le département.

Poussés par la misère, alors que la crise sévit avec une particulière acuité, ils incriminent « les machines et surtout les métiers circulaires (1) » qui diminuent l'emploi de la main-d'œuvre et les réduisent au chômage. Le mécontentement engendre le désordre et pendant deux journées, l'autorité ne peut rétablir l'ordre dans la petite cité : les ouvriers bonnetiers dits compagnons » brisent tous les métiers circulaires, respectant d'ailleurs les propriétés et les meubles des particuliers, sauf chez un fabricant, proprié-

(1) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

taire de métiers circulaires qui, ayant voulu offrir de la résistance, fut maltraité et vit tout brisé chez lui (2).

Les dégâts qui portèrent sur 120 métiers furent évalués à 40.000 francs et furent mis à la charge des habitants de la communauté, conformément à la loi du 10 vendémiaire an IV (3).

Il serait d'ailleurs possible, à en juger par les témoignages des contemporains, que les ouvriers aient été poussés dans cette œuvre de destruction par les « fabricants au métier français. » Cette supposition est confirmée par le fait que « la garde nationale n'a pas répondu à l'appel qui lui a été fait, parce que la plupart fabricants, les habitants ne désapprouvaient pas la destruction des métiers circulaires (4). »

A Troyes, la même émotion s'empare des esprits et on voit le Comité Républicain mettre en garde la population contre les excès auxquels elle semble devoir se livrer (5).

*
* *

La révolution de la technique engendre une profonde modification de l'âme de l'ouvrier. Elle abolit en lui toute spontanéité et bien des qualités personnelles : désormais le travail « consiste en l'accomplissement de tâches qui ne s'accordent pas nécessairement avec le jeu spontané des fonctions physiques ou mentales... (6). » La machine réduit l'activité de l'homme « qui n'a plus à donner que ce qu'elle requiert de lui. » Il est mené par elle plus qu'elle n'est

(2) Archives de l'Aube, M 12 b 3.

(3) Bulletin de mars 1870 de la Société Internationale des Etudes Pratiques d'Economie Sociale.

(4) Archives de l'Aube, M 12 b 3.

(5) Voici un fragment de l'affiche apposée à cette occasion par le Comité Républicain : « Frères, les machines et surtout les métiers circulaires n'ont été inventés que pour alléger les fatigues de l'ouvrier et non pour diminuer le nombre des travailleurs : c'est là le vrai but qui a guidé les inventeurs de toutes espèces de mécaniques. Respect donc aux machines !... Respect à la propriété d'autrui !... Tous ceux qui contreviendront à ce que nous vous recommandons seront considérés comme des ennemis de la République. »

(6) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de doctorat : année 1940-1941), p. 203.

menée par lui (7), et il ne sent plus l'importance des fonctions qu'il remplit. Ce sentiment d'amoindrissement, cette conscience de la diminution de sa personnalité sont la cause de la disparition des éléments de joie dans son travail.

La concentration industrielle, l'augmentation de la dimension des entreprises éloignent le fabricant, le manufacturier de l'ouvrier, qui ne se trouve en contact qu'avec l'autorité d'un contremaître et ne se considère plus que comme un élément matériel de l'entreprise, « une machine inerte, » dont le manufacturier se débarrasse, lorsque l'ouvrier ne peut plus travailler, « avec cette indifférence qui fait jeter de côté une mécanique devenue par accident, impropre au service... (8) »

C'est la conscience de cet amoindrissement, de la solitude où il se trouve plongé qui, jointe aux difficultés de la vie quotidienne, incitera plus tard l'ouvrier à chercher ailleurs un appui. « La concentration ouvrière a rapproché et relié entre eux les travailleurs. La souffrance ressentie en commun les unit (9). »

SECTION II. — L'ORGANISATION DES ATELIERS.

§ 1^{er}. — *L'insalubrité.*

Ces inconvénients sont encore accrus par la mauvaise organisation des ateliers, car « les ouvriers voient leur joie au travail s'accroître lorsqu'ils accomplissent leur tâche dans des usines aérées et claires. »

Les mécaniques ont été montées souvent rapidement dans des bâtiments qui ne sont pas adaptés à cette utilisation et dans lesquelles les conditions élémentaires d'hygiène restent négligées. Dans les filatures de coton qui exigent une température élevée, l'air est irrespirable. Les ouvriers qui y travaillent sont fréquemment atteints d'inflammations, de

(7) « Les états tendent à devenir purement mécaniques », déclare le compositeur typographe Adolphe Boyer, en 1841. Ed. Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 14.

(8) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(9) Ed. Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 29.

catarrhes de poitrine, d'affections rhumatismales et de phtisies pulmonaires (10).

Les tisserands sont également exposés aux catarrhes et phtisies pulmonaires, aux rhumatismes chroniques, névralgies... Les enfants « sont décimés, dès leur première enfance, par deux maladies... : le catarrhe pulmonaire pendant les froids d'hiver, et surtout l'été et au commencement de l'automne, la diarrhée... (11) »

Les ouvriers, occupés au travail de la bonneterie, « sont généralement chétifs et de conformation vicieuse. Beaucoup d'entre eux sont affectés de scrofule qu'ils transmettent à leurs enfants (12). »

Pour le premier semestre de 1828, par exemple, l'Hôpital de Troyes soigne 570 malades, sur lesquels on dénombre 140 individus employés à la filature du coton « sous le titre d'éplucheurs, de batteurs, de cardeurs, de fileurs, de soigneurs ou de rattacheurs, » 69 tisserands et 31 bonnetiers. Sur vingt malades atteints de phtisies pulmonaires, cinq sont des fileurs, quatre des soigneurs dans les fabriques et cinq des bonnetiers (13).

Les conditions d'installation des petits ateliers familiaux ne valent pas mieux que celles des grands ateliers : le matin avant l'aube, le soir dès l'obscurité, à la lueur d'une lampe fixée à gauche du métier, dont la lumière traverse un globe de verre rempli d'eau qui forme lentille, l'ouvrier bonnetier travaille sur un métier « installé entre l'âtre et le lit, dans la chambre commune, enfumée, obscure, sinon malsaine (14). » Et les rapports de la sous-préfecture d'Arcis-sur-Aube signalent à plusieurs reprises l'insalubrité de ces ateliers où les règles d'hygiène les plus élémentaires restent ignorées (15).

(10) Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube, année 1828.

(11) A. Guépin, Nantes au XIX^e siècle, cité par Ed. Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 17.

(12) Archives de l'Aube, M 12 d 1.

(13) Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube, année 1828.

(14) A. Prévost, Fontaine-les-Grès, page 112.

(15) Les ouvriers travaillent dans des « bouges enfumés, humides et infects » (rapport du Sous-Préfet d'Arcis-sur-Aube de février 1847) ; « dans des cloaques infects et insalubres » (rapport d'octobre 1848). Archives de l'Aube, M 12 b 1.

Il est pourtant quelques manufacturiers qui s'efforcent de préserver la santé de leur personnel à l'atelier et en dehors de l'atelier, telle la filature de Guillaume Allemance à Arcis-sur-Aube, où l'on se préoccupe d'installer des ventilateurs pour épurer l'air et enlever la poussière qui s'élève des cotons, ou celle encore de Lenclos, où les salles d'atelier sont vastes et bien éclairées ; les ouvriers qui y travaillent sont « logés dans une rue construite le long du bief et très près de l'usine. Elle contient de chaque côté environ 15 maisons adhérentes de deux chambres chacune (16), » première image de ce que seront plus tard les cités ouvrières.

§ 2. — *Les accidents du travail.*

Avec l'introduction des mécaniques, le nombre des ouvriers victimes d'accidents au cours de leur travail s'accroît dans des proportions considérables. Dans les entreprises utilisant « des machines à carder et à filer mues par une chute d'eau, un manège ou une machine à vapeur (17), » il ne se passe pas d'année sans qu'un grand nombre d'ouvriers travaillant dans ces ateliers soient atteints de blessures plus ou moins graves.

Certains manufacturiers s'émeuvent de l'augmentation du nombre des hospitalisations à l'Hôtel-Dieu, au titre des accidents du travail ; une commission est nommée en 1833 par le Conseil de Salubrité établi près de l'Administration Municipale de Troyes, à l'effet de rechercher les causes des accidents auxquels sont exposés les ouvriers employés dans les filatures de laine et de coton, et les moyens de les prévenir (18).

Les mécaniques ont été installées sans aucune protection

(16) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(17) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(18) Les ordonnances royales des 23 septembre 1829 et 25 mars 1830 constituaient la seule réglementation existante ; elles étaient relatives aux machines et chaudières à vapeur, à haute et basse pression, employées dans les établissements publics ou industriels, et destinées à prévenir les accidents occasionnés par les explosions.

pour celui qui les fait fonctionner et il est fréquent que les ouvriers soient entraînés par des courroies, des arbres de couche, qui les happent par « les bords des vêtements, les rubans qui leur servent d'attaches, les guenilles pendantes aux habits (19). »

Les plus fréquemment atteints sont les enfants et les jeunes gens des deux sexes occupés à étendre « la laine ou le coton sur la toile sans fin de la machine à battre ou de la machine à carder, pour les présenter aux cylindres alimentaires » ; il leur faut déployer une attention de tous les instants pour ne pas laisser pincer leurs doigts en les avançant sans précaution près de ces cylindres.

Les ouvriers des filatures sont également presque toujours blessés aux doigts ou aux mains qu'ils engagent par inadvertance dans les roues d'engrenage de la machine à carder ou à filer qui fonctionne à découvert.

Une autre cause régulière d'accidents est provoquée par le graissage et le nettoyage des roues et des pignons des métiers, effectué tandis que ces organes continuent de fonctionner.

La plupart de ces accidents pouvait pourtant être évitée par l'observation de quelques précautions élémentaires dont l'invention « ne demandait pas de grands frais d'imagination ; mais quels reproches ne doivent pas alors se faire les personnes qui pourraient les employer et qui ne l'ont pas fait ? »

Les premières mécaniques ont été installées dans des mansardes, des celliers bas et obscurs ou des bâtiments construits pour une tout autre destination que celle pour laquelle ils sont utilisés. Les plafonds des ateliers sont « si peu élevés que l'arbre de la couche et des courroies qui venaient s'enrouler sur lui et sur les roues motrices des métiers, se trouvaient tendues presque horizontalement », formant devant les métiers une barrière qui menaçait d'entraîner, après les avoir happées, les personnes circulant dans les ateliers (20).

(19) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(20) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

Dans les filatures de construction récente, au contraire, les bâtiments sont larges et laissent aux ouvriers la possibilité de circuler sans gêne autour des métiers ; les ateliers ont au moins de 11 à 12 pieds de haut et permettent « d'éloigner l'arbre de couche du plafond sans le trop rapprocher du plancher. »

Les arbres de couche sont en bois, ce qui ne manque pas, en cas de cassure, de provoquer des accidents graves, qui pourraient être évités si on leur substituait des arbres en métal, ou tout simplement si on prenait l'initiative de disposer « de place en place sur la longueur de l'arbre, des anneaux ou des colliers en fil de fer fixés au plafond. »

Sur toute la longueur de ces arbres sont ajustés des manchons d'assemblage, des roues d'angle et des roues d'engrenage. Pour éviter que des ouvriers imprudents laissent prendre leurs vêtements dans ces organes dangereux, il suffirait de renfermer « ces machines et ces roues dans des boîtes de fer blanc », ne gênant point les mouvements des personnes.

On pourrait prévenir « le pincement des extrémités des doigts par le cylindre alimentaire de la machine à carder et de la machine à filer », en disposant devant les cylindres une petite tringle de fer ou de laiton, qui, tout en permettant à l'ouvrier de continuer à étaler le coton ou la laine sur la toile sans fin, ou de la présenter aux cylindres, leur interdirait cependant d'avancer les doigts « assez profondément pour être eux-mêmes saisis et entraînés. »

Le graissage et le nettoyage des machines en marche étant une opération des plus dangereuses, ne devrait plus être confié à des enfants, mais à des hommes d' « âge mûr intelligents et familiarisés avec le jeu des machines. »

Et si, malgré toutes ces précautions, les accidents demeureraient possibles, il faut s'efforcer d'en atténuer les effets, et pour cela trouver un moyen de « suspendre tout à coup les mouvements, soit dans un seul métier, soit dans tous les métiers d'un atelier, soit même dans toutes les machines de l'établissement » par un système simple, à la portée du premier venu, même d'un enfant.

*
* *

Etant donnée la carence des manufacturiers devant les moyens de protection préconisés, la Commission instituée par le Conseil de Salubrité de la Ville de Troyes réclame l'intervention de l'autorité pour assurer la sauvegarde des travailleurs, en précisant que cette intervention ne doit pas consister seulement en instructions, car si l'emploi des dispositifs de protection n'est que facultatif, il sera « négligé et éludé dans un très grand nombre d'ateliers », mais en des règlements de police qui en rendent l'exécution obligatoire.

Nous sommes encore à une époque où l'on ne s'occupe pas d'accidents du travail et où l'on considère que le salaire étant proportionnel aux dangers encourus par la profession, il est naturel que l'ouvrier qui accepte une profession en assume les risques (21).

L'ouvrier ne peut obtenir de son patron la réparation des dommages subis par lui à l'occasion des accidents du travail qu'en invoquant l'art. 1382 du Code Civil, c'est-à-dire à condition de prouver le dommage subi par lui, la faute commise par le manufacturier, et une relation de cause à effet entre le dommage et cette faute.

Le développement du machinisme met presque toujours l'ouvrier dans l'impossibilité de faire cette triple preuve, qui lui crée, s'il réussit, un droit à la réparation intégrale du préjudice subi (22).

Pour éviter cette difficulté, qui laisse à la charge des ouvriers la majorité des accidents du travail, les membres de la Commission de Troyes cherchent à tendre la notion de faute susceptible d'engager la responsabilité du manu-

(21) Amlaud, Cours de Législation Industrielle (Licence : 3^e année, 1937-1938).

(22) Les statistiques indiquant en effet que sur 100 accidents, 12 sont dus à la faute du patron, 20 sont dus à la faute de l'ouvrier et les autres c'est-à-dire 68, sont dus à une cause inconnue, 68 pour lesquels on ne peut pas établir la cause de l'accident. » Hamel, Cours de Droit Civil (Licence, 2^e année, 1942-1943).

facturier, en le rendant responsable des accidents survenus par sa négligence à utiliser des dispositifs de protection : « un cocher qui, par sa négligence, fait passer sur un homme la roue de sa voiture, n'est-il pas passible de dommages à son égard ? Or, quelle différence y a-t-il entre un cocher négligent et un fabricant qui néglige des précautions reconnues utiles et dont l'exécution n'est ni difficile, ni dispendieuse ? » (23).

Cette opinion est intéressante, car elle traduit une tendance qui s'exprimera plus tard par diverses théories (24) : celle de la responsabilité contractuelle qui fait appel à une responsabilité contractuelle du patron dans le contrat de travail, celle enfin du risque professionnel, en vertu de l'article 1384 du Code Civil (25).

Jusqu'au vote de la loi de 1898 cependant, la Cour de Cassation continua de se cantonner dans l'application de l'article 1382 du Code Civil, en matière d'accidents du travail.

SECTION III. — L'APPRENTISSAGE.

La révolution technique, en introduisant les mécaniques nouvelles à l'atelier, exige la présence d'une main-d'œuvre instruite pour les servir. Les manufacturiers se rendent compte de la nécessité de « créer une génération instruite pour élever le niveau de l'industrie française (26). »

(23) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(24) Cf. Amiaud, Cours de Législation industrielle (Licence : 3^e année, 1937-1938).

(25) La théorie de la responsabilité contractuelle soutenue en France, en 1883 par Labbé et Sauzet, et en Belgique par Saintelette, ne fut jamais admise par la Cour de Cassation, pas plus d'ailleurs que ne fut admise la théorie du risque professionnel soutenue par Josserand et Salleilles, relative à l'application de l'art. 1384 C. C. aux accidents du travail.

(26) Voir supra page 101. — « L'ouvrier qui a reçu une forte instruction possède une dextérité supérieure, une plus grande aptitude à se servir des machines nouvelles, de plus grandes dispositions à découvrir des procédés industriels nouveaux et en définitive, dans la lutte à laquelle

C'est sur leurs instances qu'en 1826 le Conseil Municipal de Troyes institue un cours de Mathématiques appliquées à l'industrie et qu'en 1828 la Société d'Agriculture, Sciences et Arts du département de l'Aube ouvre un cours de chimie appliqué aux arts industriels.

Cet effort qui, d'ailleurs, n'est que de courte durée, laisse entier le problème de l'apprentissage. Sous l'Ancien Régime, l'apprenti recevait directement du maître les connaissances techniques qui lui permettaient l'exercice du métier. L'organisation du travail et la constitution des entreprises rendaient possible sa formation directe par le maître qui l'employait, l'apprenti étant mêlé à l'existence familiale du maître.

Mais, depuis la Révolution, le phénomène de concentration industrielle a joué : le patron se trouve à la tête d'un personnel nombreux dont il ne peut songer à assurer lui-même l'enseignement professionnel et « les entrepreneurs n'ont pas cherché à remplacer ces anciennes formes d'apprentissage par de nouvelles institutions adaptées à un personnel plus nombreux (27). »

Le législateur n'a pas su parer à la carence de l'initiative privée et les seules dispositions concernant l'apprentissage sont celles de la loi du 22 germinal an XI relatives aux cas de résolution des contrats d'apprentissage (28).

Même les manufacturiers qui s'intéressent à la fin de la Restauration à la vulgarisation de l'enseignement technique dans les classes ouvrières, ne saisissent pas toute l'import-

se préparent les nations du globe, la balance finira par pencher en faveur du pays qui aura les ouvriers les plus instruits et les plus intelligents »; déclare l'économiste anglais Fawcett, cité par A. Picard. Rapport sur l'Exposition de 1889, t. IX, p. 43.

(27) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de doctorat : année 1940-1941, p. 209).

(28) Le contrat d'apprentissage ne peut être résolu que :

- 1° si les parties n'exécutent pas leurs engagements ;
- 2° si l'apprenti subit de mauvais traitements de la part du maître ;
- 3° si l'apprenti se signale par sa mauvaise conduite ;
- 4° si « l'apprenti s'est obligé à donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur seroit jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages ».

tance que peut présenter la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et ils restent dominés par la prééminence que la machine paraît posséder dans le domaine de la grande production (29).

(29) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de doctorat : année 1940-1941), page 432.

CHAPITRE IV

La police ouvrière.

SECTION I. — LES RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS.

Pendant la période qui nous occupe, le législateur, imbu de l'esprit de la loi Le Chapelier, continue à interdire les associations ouvrières, mais il laisse subsister les associations patronales telles que les Chambres de Commerce ou les Chambres Consultatives créées par la loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803), afin de faire connaître les besoins et les moyens d'amélioration des fabriques et manufactures.

L'Etat se désintéresse des rapports entre patrons et ouvriers et les seules dispositions qu'il prend concernant la police ouvrière.

Dans le Code Civil, ces rapports sont réglementés sous la rubrique du louage de service : « le louage est un contrat par lequel une personne cède à une autre personne la jouissance de l'usage d'une chose : son travail, pendant un temps donné et pour un certain prix (1).. » La force de travail de l'ouvrier devient une chose qui est dédoublée de sa personnalité.

Le principe des contrats est respecté puisque les parties le discutent librement, avec cette seule restriction toutefois

(1) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 286. Le travail est considéré comme une marchandise et l'opinion commune admet que son prix « exprime toujours et nécessairement le rapport qui existe entre l'offre et la demande ; le prix de la main-d'œuvre hausse dans les temps où l'industrie est active, parce qu'alors il y a une grosse demande de bras ; il baisse quand l'industrie se ralentit, parce que le travail est plus offert que demandé ». C'est pour respecter ce jeu que les pouvoirs publics refusent de s'immiscer dans les questions de salaires. (Circulaire du Ministre de l'Intérieur au Préfet de l'Aube, du 2 février 1849. Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.)

qu'il est interdit aux ouvriers d'engager leurs services à perpétuité (2).

Ce régime établit une double inégalité : d'une part, il ne se soucie pas de la disproportion des forces économiques en présence, d'autre part, en cas de contestations relatives aux salaires, il prescrit qu'on ne doit s'en tenir qu'à l'affirmation du patron, la réciprocité n'étant pas admise pour l'ouvrier (3).

Les dispositions du Code Civil consacrent ainsi l'inégalité de fait « existant entre le maître et les ouvriers pendant le dix-septième et le dix-huitième siècles, et que la loi Le Chapelier avait acceptée comme un fait nécessaire. » C'est à raison de ces principes et parce que le législateur a ignoré l'importance du contrat de travail qu'on a pu dire que « le Code Civil est un code bourgeois qui a ignoré l'ouvrier. »

Les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal vinrent remplacer les sanctions pénales prévues par la loi Le Chapelier et la loi du 22 germinal an XI, mais ne rétablirent pas l'égalité de traitement entre patrons et ouvriers.

Une coalition de patrons tendant « injustement et abusivement » à abaisser les salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, est punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 à 3.000 francs.

Une coalition d'ouvriers tendant à suspendre ou enclaver les travaux est punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus et ses chefs d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

(2) L'engagement d'un ouvrier ne peut excéder un an « à moins qu'il ne soit contremaître, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulés par un acte expres ». (Loi du 22 germinal, an XI.)

(3) « Le maître est cru sur son affirmation : pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes donnés pour l'année courante. »

SECTION II. — LE LIVRET OUVRIER.

La loi du 22 germinal an XI impose à tous les ouvriers l'obligation d'un livret « portant le certificat de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort » (art. 12).

Ce livret, destiné à éviter la violation des contrats de louage de service et la désertion des ateliers, contient les nom et prénom de l'ouvrier, « son âge, le lieu de sa naissance, son signalement, la désignation de sa profession et le nom du maître chez lequel il travaille. »

Pour ne pas être réputé vagabond, à chaque déplacement, il doit faire viser son dernier congé par le Maire et faire indiquer le lieu où il propose de se rendre (4). Cette menace draconienne ne fut d'ailleurs pas appliquée (5), et une modification apportée en 1832 à la définition du vagabondage, telle qu'elle était prévue par le Code Pénal, ne permit plus d'y comprendre l'ouvrier.

Le principe du livret obligatoire est cependant maintenu : c'est une mesure qui facilite trop la police ouvrière pour que le gouvernement songe à l'abandonner. Elle permet « de suivre pas à pas le travailleur, afin d'anéantir toutes les pratiques de l'ancien compagnonnage. Dès lors, tout ouvrier dont le livret portera des changements par trop fréquents sera suspect (6). »

La loi de l'an XI donne en outre au patron le droit d'inscrire sur le livret les avances d'argent effectuées à l'ouvrier. Celui qui en est le bénéficiaire n'a pas la liberté de quitter le maître qui l'emploie et ne peut exiger son livret « qu'après avoir acquitté sa dette par son travail et rempli ses engagements, si son maître l'exige (7). » Dans le cas contraire, le créancier mentionne sur le livret le mon-

(4) Un arrêté du Préfet de l'Aube, en date du 13 janvier 1818 rappelle que « les ouvriers voyageant dans l'intérieur du département seront tenus de représenter sur la réquisition qui leur en sera faite soit par les maires et adjoints, soit par les commissaires de police ou tous les autres agents de police, outre leurs passeports, les livres dont ils doivent être munis en exécution de la loi du 9 frimaire an XII ». Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(5) Levasseur, ouvrage cité, I. IV, ch. iv, p. 113.

(6) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 284.

(7) Loi du 9 frimaire an XII.

tant de la dette qui doit faire l'objet des retenues opérées par les prochains employeurs (8).

La loi donnait ainsi « le moyen de river une chaîne au pied du salarié », et de fait les manufacturiers qui « tenaient l'ouvrier par des dettes importantes, pouvaient leur imposer les conditions qui leur plaisaient, abaisser le prix des façons, exiger impérieusement certains travaux (9). »

Ces abus furent d'ailleurs signalés puisqu'en 1845, à la suite de l'enquête Villermé, un projet de loi présenté à la Chambre des Pairs admit que le montant des avances inscrites au livret ne pourrait dépasser trente francs.

La question des avances d'argent n'est d'ailleurs pas la seule qui prête à la critique du livret. Celui-ci contient souvent des appréciations sur la manière de servir de l'ouvrier lorsqu'il quitte son employeur libre de tout engagement. Nous ne citerons que pour mémoire le cas de ces quatre ouvriers parisiens qui, en 1840, refusent d'utiliser les mécaniques et se voient restituer leur livret qu'ils avaient demandé à leur patron, un fabricant du faubourg Saint-Antoine, avec la mention « sorti de chez moi avec une plainte contre lui chez le procureur du roi (10). »

On comprend, dès lors, la lutte incessante que, pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, la classe ouvrière mena contre cette institution du livret, qualifiée par Montalembert de « vexatoire et oppressive (11). »

(8) On trouve souvent la mention suivante sur les livrets d'ouvriers : « Le dénommé... peut travailler où il voudra moyennant que le maître qui l'occupera me remboursera la somme de ... francs par mois jusqu'à concurrence de ... francs qu'il me doit. »

(9) Levasseur, ouvrage cité, l. IV, ch. iv, p. 133. — Le 31 janvier 1819, par exemple, Porriquet-Boittot, fabricant de bas à Bar-le-Duc, se plaint de ce qu'une nommée Marguerite Louette, femme Patrice, ait quitté sa fabrique pour se mettre en service à Troyes « quoique n'ayant pas son livret et n'ayant pas satisfait à ses engagements ». Le Maire de Troyes, saisi de cette réclamation, vise le passeport de Marguerite Louette pour lui permettre de « se rendre à Bar-le-Duc sans s'écarter de sa route pour remplir ses engagements », et la renvoie à la fabrique Porriquet. Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(10) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de doctorat : année 1940-1941), p. 319.

(11) Levasseur, l. IV, ch. iv, p. 134.

CHAPITRE V

Les Conseils de Prud'hommes.

I. — *La création du Conseil de Prud'hommes de Troyes. Ses attributions.*

La loi du 22 germinal an XI confia à la juridiction administrative le soin de juger les différends qui pouvaient naître des rapports entre fabricants et ouvriers, rôle autrefois dévolu au lieutenant général de police. Les affaires de simple police étaient portées devant le maire ou l'un de ses adjoints, qui prononçait sans appel les peines applicables selon le code de police municipale, ou ordonnait l'arrestation des prévenus si l'affaire était du ressort des tribunaux correctionnels ou criminels.

Mais cette procédure ne rendit pas tous les services qu'on en attendait, car les « magistrats, étrangers aux fabriques » le plus souvent, ne possédaient pas la formation particulière indispensable pour connaître de ces genres de litige (1).

C'est ce que les fabricants de soierie lyonnais exposèrent à Napoléon I^{er}, quand ils lui demandèrent de leur permettre de bénéficier d'une juridiction analogue à celle dont ils jouissaient avant 1791. A cette époque, un certain nombre de juges appartenant aux fabriques, formaient à Lyon le « tribunal commun », qui avait pour mission de concilier les différends entre patrons et ouvriers.

Faisant droit à leur requête, la loi du 18 mars 1806 institua à Lyon le premier Conseil de Prud'hommes (2) chargé

(1) Collection complète des Lois, Décrets, Ordonnances, Règlements et Avis du Conseil d'Etat, par J. B. Duvergier. Année 1848.

(2) « On donnait autrefois le nom de Prud'hommes, dans certaines localités, aux officiers municipaux ; dans plusieurs autres, aux juges composant les Tribunaux ordinaires ; dans presque toutes, aux experts que commettait la justice pour avoir leur avis sur des procès, et qui se recommandaient à sa confiance par leur probité, leur sagesse, leurs connaissances spéciales. » Mollot. De la compétence des Conseils de Prud'hommes, Paris, 1842.

de « terminer par la voie de conciliation, les petits différends qui s'élèvent journellement, soit entre des fabricans et des ouvriers, soit entre des chefs d'atelier et des compagnons ou apprentis. »

Devant les heureux résultats de cette institution nouvelle, la Chambre de Commerce de Troyes, appuyée par le Préfet de l'Aube, réclame la création d'un Conseil de Prud'hommes, qui lui est accordée par un décret impérial du 7 mai 1808.

Ce nouveau Conseil de Prud'hommes comporte les mêmes attributions que celui qui fut établi à Lyon, en exécution de la loi du 18 mars 1806. Il est composé de cinq membres, dont trois sont choisis parmi les marchands fabricants, et deux « parmi les chefs d'atelier ou les ouvriers patentés (3). » Cette formation comporte une inégalité puisque maîtres et ouvriers ne sont pas représentés en nombre égal au sein de la nouvelle juridiction. Cet inconvénient joue d'ailleurs très peu car nous verrons que 95 % des contestations se terminent par conciliation, et dans le cas où le Conseil est amené à rendre un jugement, la partie condamnée a toujours le droit de faire appel au Tribunal de Commerce.

Les conseillers prud'hommes sont élus au scrutin individuel, à la majorité absolue des suffrages, au cours d'une assemblée générale à laquelle participent tous les marchands-fabricants et les chefs d'atelier âgés de 30 ans au moins, qui se font inscrire en temps utile sur un registre spécial ouvert à l'Hôtel-de-Ville. Les contestations touchant le droit d'assistance à cette assemblée sont jugées par le préfet, sauf recours au Conseil d'Etat.

*
* *

La comparution personnelle est de règle devant le Conseil de Prud'hommes, sauf le cas d'absence ou de maladie, qui

(3) Les ouvriers patentés sont des « fabricants faisant travailler à leur domicile et montant eux-mêmes au besoin sur le métier ». Archives de l'Aube, M 12 a 2.

autorise la personne citée à se « faire représenter par l'un de ses parens, négociant ou marchand exclusivement, porteur de sa procuration. »

Les juges tentent de concilier les parties, faute de quoi ils rendent un jugement « sans forme, ni frais de procédure, et sans appel » jusqu'à la somme de soixante francs, exécutoire vingt-quatre heures après signification, et provisoirement, sauf s'il est susceptible d'appel devant le Tribunal de Commerce ou devant tout autre tribunal compétent.

Outre les différends d'ateliers entre patrons et ouvriers, le Conseil de Prud'hommes est chargé de constater les vols de matières premières opérés par les ouvriers au préjudice des fabricants « et les infidélités commises par les teinturiers. » Sous l'Ancien Régime, le lieutenant général de police, saisi fréquemment des plaintes des maîtres, avait eu, à maintes reprises, à connaître des « soustractions » dont les compagnons s'étaient rendus coupables. Il ne semble pas que le nombre de ces délits ait diminué sous l'Empire.

En présence de semblables infractions, les conseillers prud'hommes sont habilités à effectuer des perquisitions au domicile des fabricants, chefs d'atelier, ouvriers et compagnons, et à dresser procès-verbal des infractions constatées.

Le Conseil est chargé également des « mesures conservatrices de la propriété des dessins. » Nous sommes en effet à l'époque où les inventions industrielles se multiplient. Encouragées par le Gouvernement, les initiatives individuelles, souvent celles de petits artisans, de petits ouvriers, en quête de tous les perfectionnements, apportent des améliorations aux mécaniques existantes ou en créent de nouvelles.

Un échantillon des dessins des nouvelles inventions doit être déposé aux archives du Conseil de Prud'hommes, afin qu'en cas de contestation les juges n'aient qu'à procéder à l'ouverture des paquets déposés par les parties pour y trouver « un certificat indiquant le nom du fabricant qui aura la priorité de date, »

II. — *La composition du Conseil de Prud'hommes de Troyes.*

Dès son installation en 1808, le Conseil a la composition suivante (4) :

- Ferrand l'Ainé, manufacturier-filateur, président ;
- Lièvre, marchand-fabricant de bas, vice-président ;
- Martin l'Ainé, marchand-fabricant de toiles ;
- Deheurle-Gravellet, marchand-fabricant de bas ;
- Hérard Louis Sire, marchand-fabricant de toiles.

Tous les membres sont attachés à l'industrie textile et jusqu'en 1832 ils continuèrent à être choisis parmi les fabricants de bonneterie, de draps, de toiles, ou les filateurs.

En 1832, un entrepreneur de bâtiments et un menuisier furent nommés au Conseil ; dès lors « cette irrégularité s'accrut aux renouvellements suivants », de telle sorte qu'en 1839, « la bonneterie, la filature, la fabrique de toiles et celle de draps, industries pour lesquelles le Conseil des Prud'hommes avait été spécialement créé (5), » n'y sont plus représentés que par un ouvrier tisserand, tandis que les onze autres membres (6) sont : deux tailleurs, deux ébénistes, deux serruriers, un tanneur, deux cordonniers, deux peintres en bâtiment, tous possédant un état auquel le décret d'installation ne semblait pas devoir être appliqué.

Les responsables sont à la fois les ouvriers et les patrons de l'industrie textile qui se désintéressent des élections. La bonneterie et la tisseranderie qui sont pourtant les principales industries troyennes sont à peine représentées ou ne le sont pas du tout à la liste des inscrits de l'Hôtel-de-Ville.

(4) Archives de l'Aube, M 12 a 2.

(5) Lettre du Ministère de l'Agriculture et du Commerce au Préfet de l'Aube, du 23 janvier 1839. Archives de l'Aube, M 12 a 2.

Dans l'esprit de son créateur le Conseil de Prud'hommes était une juridiction d'exception dont la compétence était réservée aux litiges qui nécessitaient des connaissances techniques particulières. En étendant sa compétence à des professions étrangères aux fabriques proprement dites, on pouvait craindre de ne pas trouver des juges spéciaux pour chacune d'elles.

(6) Dès 1820, le nombre des membres du Conseil fut porté à 11, dont 2 suppléants, voir *infra*, p. 124.

On est d'ailleurs frappé de la carence des travailleurs à l'égard d'une institution à laquelle ils sont les premiers intéressés. Pour les élections de 1848, sur l'ensemble des ouvriers employés dans les fabriques de bonneterie ou de toiles, les filatures, les blanchisseries en bonneterie, on compte moins d'une trentaine d'ouvriers et moins d'une vingtaine de patrons inscrits (7). Ces chiffres ne manquent pas de surprendre, surtout si l'on songe que l'on se trouve sous la II^e République, à une période de réaction ouvrière.

Pour permettre à la principale activité industrielle de la ville de continuer à être représentée au Conseil de Prud'hommes, un décret du président de la République du 16 septembre 1850 lui réserve un certain nombre de sièges. Sur 16 au total, 2 devront être réservés aux patrons et ouvriers filateurs, 4 aux fabricants et ouvriers bonnetiers, et 2 aux fabricants et ouvriers de tissus de coton ou de laine.

Les ouvriers, — nous entendons les salariés qui ne sont pas possesseurs de leurs moyens de production — ne sont pas appelés à siéger au Conseil de Prud'hommes. Ils sont représentés à Troyes par les ouvriers patentés, dont la condition est assez complexe : ce ne sont pas des chefs d'atelier au sens où on l'entend à l'époque, c'est-à-dire des individus possesseurs ou locataires du matériel de production, qui travaillent pour le compte d'un fabricant et partagent le prix de façon avec leurs compagnons (8). Ce sont des « chefs ouvriers porteurs du livret, appelés par le maître aux fonctions de contremaître, pour surveiller seulement des ouvrages courants... ; aucun ne reçoit de matières premières pour la faire confectionner au dehors (9). »

Et lorsqu'à l'époque de la Monarchie de Juillet, le Ministre de l'Agriculture et du Commerce s'étonnera que le Conseil de Prud'hommes de Troyes n'ait jamais compté parmi ses membres de chef d'atelier, son Président répondra qu'il ne s'y est toujours trouvé que des ouvriers paten-

(7) Archives de l'Aube, M 12 a 2.

(8) Edouard Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I, p. 272.

(9) Lettre du président du Conseil de Prud'hommes au Maître de Troyes (1830). Archives de l'Aube, M 12 a 2.

tés, parce qu'il n'existe pas à Troyes, comme à Rouen et à Lyon, de chefs d'atelier au sens où l'entend la loi.

III. — *L'activité du Conseil.*

Dès son installation, la nouvelle juridiction connaît une grande activité : de 1812 à 1820, le nombre des affaires qui y furent portées s'élève à 2.103 sur lesquelles 28 jugements seulement intervinrent, les juges remplissant parfaitement la mission qui leur était confiée de « procéder par voie de conciliation. » Au cours de l'année 1823, par exemple, sur 458 affaires qui furent soumises au Conseil de Prud'hommes, 447 furent conciliées et 11 seulement donnèrent lieu à un jugement. Cette proportion se retrouve d'ailleurs devant tous les Conseils de Prud'hommes, puisqu'entre 1830 et 1834, « la proportion des conciliations relativement à la totalité des affaires soumises » fut de 96 centièmes (10).

Devant le nombre des litiges dont le Conseil eut à connaître, des vœux furent émis pour demander l'augmentation du nombre des juges qui, à partir de l'ordonnance royale du 17 avril 1820, fut porté à neuf, « en conservant les mêmes proportions de moitié moins un dans le nombre des chefs d'atelier ou ouvriers patentés, comparé à celui des marchands-fabricants (11). » Il y était en outre adjoint deux suppléants, l'un marchand-fabricant, l'autre chef d'atelier ou ouvrier.

Cette importance croissante, due en partie au développement de l'industrie, fut aussi provoquée par le fait que le Conseil de Prud'hommes, s'écartant de la loi qui faisait de lui une juridiction exceptionnelle, étendit sa compétence à diverses industries, justiciables des tribunaux ordinaires.

Si l'on s'en tient en effet à la compétence qui lui était réservée par la loi, il n'était pas appelé à connaître indistinctement de toutes les contestations qui peuvent s'élever au sein d'une profession industrielle, mais il devait consti-

(10) Circulaire n° 3 du Ministère des Travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce, du 30 janvier 1837. Archives de l'Aube, M 12 a 2.

(11) Archives de l'Aube, M 12 a 2.

tuer un tribunal d'exception, et seulement pour les fabriques dont les opérations pouvaient donner lieu à des difficultés « que la justice ordinaire réglerait avec peine ou avec trop de lenteur, à défaut de connaissances spéciales ou techniques (12). »

Les marchands et fabricants d'Acis-sur-Aube demandèrent en 1824 l'institution d'un Conseil de Prud'hommes dans leur ville, estimant que cette mesure se justifiait par l'accroissement de l'industrie dans leur arrondissement. Leur vœu fut appuyé par la Chambre de Commerce de Troyes, mais fut repoussé par le gouvernement, ses promoteurs ayant proposé de choisir « deux des membres du nouveau conseil à établir, parmi les marchands de grains, bois et charbons, et parmi les maîtres mariniers », ce qui était contraire aux dispositions du décret du 11 juin 1809.

IV. — *La République de 1848* *et les Conseils de Prud'hommes.*

Le décret du 27 mai 1848 établit l'égalité entre les prud'hommes patrons et ouvriers et réorganise leur mode de désignation.

Les patrons et les ouvriers sont convoqués séparément par le Préfet, le 23 juillet 1848, à l'effet de désigner, dans leurs catégories respectives, « un nombre de candidats triple de celui des membres à nommer. » L'assemblée des patrons est présidée par Louis Regnault, juge de paix du troisième canton ; celle des ouvriers, par Alexis Lépine, doyen des juges de paix de la ville de Troyes, juge de paix du premier canton. Sur 144 ouvriers qui se sont fait inscrire en temps utile à l'Hôtel-de-Ville pour prendre part au vote, 76 seulement se présentent pour voter. Cette insouciance que nous avons déjà signalée, surprend Alexis Lépine qui regrette

(12) Lettre du Ministre de l'Intérieur au Préfet de l'Aube (juin 1830). Archives de l'Aube, M 12 a 2.

que les bonnes intentions de l'Assemblée Nationale ne soient pas mieux appréciées des ouvriers (13).

Le 6 août 1848, les ouvriers se réunissent de nouveau pour procéder à la désignation de 7 conseillers prud'hommes « devant être pris parmi les vingt et un candidats désignés par les patrons », tandis que les patrons doivent nommer 7 prud'hommes ouvriers pris parmi les vingt et un précédemment élus.

Le nombre des votants ouvriers n'est plus que de 62, alors que l'élément ouvrier représente pourtant la fraction la plus importante de la population troyenne. Les patrons ne montrent pas plus d'intérêt pour ces élections, puisqu'ils ne sont que 35.

On s'explique difficilement que les ouvriers n'aient pas profité de l'occasion que la loi leur offrait, pour essayer de se compter, de s'affirmer et de montrer la force qu'ils représentaient. D'autant plus que nous sommes sous la II^e République, à une époque où, à Paris et dans certaines grandes villes de France, la classe ouvrière a pris conscience de la communauté des liens qui unissent tous les travailleurs.

(13) Procès-verbaux relatifs à la nomination des membres du Conseil de Prud'hommes. Archives de l'Aube, M 12 a 2.

CHAPITRE VI

La condition ouvrière.

§ 1^{er}. — *Les salaires et le budget familial.*

Un élément caractérise toujours la population ouvrière : l'incertitude de la vie quotidienne. Le faible salaire de l'ouvrier le laisse à la merci de la crise, de la maladie qui l'éloignent de l'atelier, ou de la disette qui augmente le prix du pain dans des proportions décourageantes. Et lorsque le chômage coïncide avec la disette, c'est la misère, une détresse effroyable...

On a fait souvent le reproche à la classe ouvrière de travailler « au jour le jour sans s'inquiéter du lendemain (1), » mais on peut se demander comment il lui eut été possible de faire autrement.

Les gains d'une famille dont tous les membres travaillent suffisent juste à assurer sa subsistance, mais sont trop faibles pour lui permettre l'épargne (2), si bien que le budget familial établi avec bien des difficultés se trouve périodiquement détruit par les « intermittences de travail ». Il ne reste plus alors à l'ouvrier que l'espoir de la charité publique, secours provisoire qui ne lui permet pas toujours d'attendre le rétablissement de sa situation.

Aussi le voit-on, lorsqu'il est atteint par la maladie,

(1) Anner André, Rapport sur les Associations de Secours Mutuels, extrait des Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube. Année 1849.

(2) Selon Villermé, « la famille... ne subsiste avec ses gains seuls qu'autant que le mari et la femme se portent bien, sont employés pendant toute l'année, n'ont aucun vice et ne supportent d'autre charge que celle de leurs deux enfants en bas âge ». Ed. Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 19.

« La chemise et les souliers font partie du salaire nécessaire d'un ouvrier anglais ; ils ne font pas partie du salaire nécessaire de l'ouvrier français. » (Adam Smith, cité par Frédéric Passy, lors de la discussion du projet de loi sur la création des syndicats professionnels. Séance de la Chambre des Députés du 16 juin 1883.)

tenir jusqu'aux extrêmes limites, afin de retarder le plus possible le moment d'entrer à l'hôpital où il arrive souvent dans un état qui n'admet plus aucun soin (3).

C'est pour remédier à cette détresse que les sociétés de secours mutuels se proposèrent de venir à l'aide des travailleurs arrêtés par la maladie, la vieillesse... et que des esprits philanthropiques encouragèrent la création et le développement des caisses d'épargne.

*
**

Durant toute la première moitié du XVIII^e siècle, les salaires ne varient guère dans la région troyenne : ils restent bas en période de prospérité et n'atteignent pas le minimum physiologique dès qu'une crise se fait sentir.

A en juger par le salaire de l'ouvrier parisien, il semble que la condition ouvrière ait été meilleure sous l'Empire que pendant le reste de la période qui nous occupe : l'ouvrier mal payé recevait « 1,50 à 2 francs ; l'ouvrier moyen de 3 à 4 francs ; les plus avantagés de 4 à 5 francs (4), » mais il faut tenir compte de la raréfaction de la main-d'œuvre masculine et de l'afflux de la monnaie qui entraîne l'enchérissement des prix, durant les conquêtes de l'Empire.

A Troyes, vers 1825, les ouvriers des filatures gagnent 1 fr. 50 environ, les drapiers 1,75, les fabricants de tissus en coton 1,50, alors que le salaire des bonnetiers n'est que de 1 franc seulement, celui des femmes de 50 à 90 centimes et celui des enfants de 50 à 60 centimes (5).

Ces écarts ne se maintiennent pas et varient en cas de crise selon les branches d'industrie. En 1832, au moment où le Ministre de la Guerre prend la décision de ne plus faire porter à l'armée le tissu de coutil croisé, cette industrie se trouve dans une situation fort difficile : l'ouvrier

(3) Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube. Année 1848.

(4) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 299.

(5) Réponses aux questions posées à la Chambre de Commerce de Troyes par le Préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 b d.

tisseur — celui qui trouve encore à s'employer ! — gagne 90 centimes à 1,20 par jour, alors que le salaire du bonnetier est de 1 à 1 fr. 60, celui de l'ouvrier de filature de 1,75 à 2 francs.

Les ouvriers qui travaillent à petite façon pour les tisserands « ne gagnent pas 40 centimes par jour de douze heures de travail, encore faut-il que cette classe d'ouvriers ait trois métiers à servir constamment » ; beaucoup d'autres, « quoique travaillant à ce qu'on appelle la grande façon, ne gagnent pas soixante-quinze centimes en quatorze heures de travail (6). »

Il ne nous est pas facile d'évaluer le taux des salaires dans les campagnes, puisque le régime de l'industrie est celui de l'atelier familial, mais dans les deux établissements industriels du département, nous constatons que les salaires restent égaux, sinon supérieurs à ceux du chef-lieu de département.

En 1837, si le fleur troyen gagne toujours de 1,50 à 2 francs, l'ouvrier de la filature de Lenclos, près de Barsur-Seine, qui travaille à la tâche, gagne 2 francs par jour, et celui de la filature d'Arcis, 2 francs à 2 fr. 25 par jour.

Etant donnée l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie, ces chiffres ne donneraient aucune idée, si nous n'avions recours aux mercuriales pour disposer d'un terme de comparaison. Bien que le prix des denrées de première nécessité éprouve de très grandes variations, que le taux des salaires ne reste pas stable et varie même considérablement entre les professions à un instant donné, nous établirons une moyenne, sur laquelle nous ferons porter notre étude, à une époque déterminée, l'année 1847, par exemple.

Le gain journalier de l'homme est de 1,50 à 1,75, celui de la femme et des enfants de 0,50 à 0,60 (7). Pour la même année, le prix moyen du kilog de pain blanc est de

(6) Rapport du 12 janvier 1832 adressé par le Président du Conseil des Prud'hommes au Préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 d 2.

(7) La moyenne des salaires, pour l'année 1847, est la suivante : tisseurs en laine : 1, 75 ; tisseurs en coton : 1 à 1,25 ; bonnetiers (hommes) : 1,25 à 1, 50 ; bonnetiers (femmes) : 0, 50 à 0, 60 ; fileurs : 2, 50 ; fileuses : 1, 75 ; enfants : 0, 50 à 0, 60, Archives de l'Aube, M 12 d 2.

44 centimes 45, celui du pain bis de 40 centimes 50. La moyenne du prix de l'hectolitre de pommes de terre est de 6 francs 51 centimes ; le kilog de bœuf vaut 91 centimes, le mouton 1 fr. 04 et le porc 1 fr. 35 centimes (8).

La famille dont le père, la mère et deux enfants travaillent, dispose donc d'un budget quotidien de 3 francs à 3 fr. 50 et d'un budget annuel de 810 à 957 francs, en se servant des estimations du Baron de Morogues (9) qui évaluait à 300 jours par an le travail de l'ouvrier, à 200 jours celui de sa femme et à 260 jours celui de ses enfants. Selon ses observations, la dépense nécessaire à une telle famille est « pour la nourriture de 570 francs, de 130 francs pour le logement, 140 pour les vêtements, plus 19 francs de divers : soit 860 francs (10), » quoique, toujours selon le Baron de Morogues, ce chiffre de 860 francs soit insuffisant « pour les familles ouvrières des villes industrielles et de la région du Nord de la France (11). »

En période normale, le minimum physiologique semble donc juste assuré à la famille ouvrière troyenne, mais comme le taux du salaire reste très sensible aux fluctuations de l'activité industrielle, il s'avère certain qu'à chaque crise le budget indispensable ne pourra être atteint. Et on se demande dès lors à quelles ressources pouvait faire appel l'ouvrier tisseur, au plus fort de la crise du début de la Monarchie de Juillet, pour parvenir à équilibrer son budget avec un gain quotidien de 90 centimes à 1 fr. 20.

§ 2. — *Les ateliers de charité.*

Dans les périodes de crises industrielles, afin de remédier dans la mesure du possible à la misère des travailleurs, la municipalité troyenne ressuscite les méthodes de

(8) Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube. Année 1847.

(9) Baron de Morogues, *La misère des ouvriers et la marche à suivre pour y remédier.*

(10) Ed. Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I, p. 20.

(11) Le salaire indiqué pour l'ouvrier troyen est un salaire moyen, mais si nous faisons porter notre étude sur celui du « tisseur en coton », qui gagne de 1 à 1, 25, nous obtiendrions un budget bien inférieur.

l'Ancien Régime. Elle crée des ateliers de charité où sont admis « les ouvriers qui étaient occupés dans les fabriques, telles que filature, tisseranderie, bonneterie et autres », s'ils sont porteurs d'un certificat « attestant qu'ils n'ont été renvoyés qu'à cause de l'impuissance où les maîtres se trouvent de continuer à les employer (12). » Quatre ateliers sont ainsi établis en 1830, sur les remparts et aux abords de la porte Saint-Jacques où les ouvriers sont payés au jour le jour et selon leur capacité : les dépenses occasionnées sont couvertes par un emprunt émis à la même époque par le Conseil Municipal de Troyes (13).

§ 3. — *Les conditions d'habitat.*

Selon les témoignages de l'époque « les logements sont d'un aspect sordide et misérable (14). » L'hygiène déplorable est une cause fréquente de maladies et les épidémies trouvent un développement facile dans les taudis ouvriers. Des familles de quatre, cinq et six personnes occupent des cabinets qui n'ont pas plus de quinze à vingt-quatre mètres cubes de capacité. Un grand nombre même de ces réduits n'ont pas douze mètres cubes et les chambres dont la capacité paraît suffisante comportent des fenêtres dites à guil-lotine qui ne permettent pas à l'air de se renouveler facilement (15). »

On le vit lors de l'épidémie de choléra de 1833 qui fit à Troyes des progrès effrayants, particulièrement dans les quartiers populeux, très resserrés, où l'insalubrité était grande. Elle sévit particulièrement « contre la classe ouvrière, sur laquelle elle avait plus de prise, par suite de la misère et quelquefois de l'inconduite des individus (16). » On compta 734 décès, soit un individu sur 32.

Un manufacturier pourtant s'intéresse aux conditions de

(12) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(13) Lettre-circulaire de Payns, maire de Troyes, du 11 décembre 1830. Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(14) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 343.

(15) Arsène Vauthier, *Considérations sur le scrofule dans la ville de Troyes. Mémoires de la Société Académique de l'Aube. Année 1866.*

(16) *Annuaire de l'Aube. Année 1833.*

logement de ses ouvriers, c'est celui qui dirige la manufacture de Lenclos, à proximité de laquelle nous trouvons une petite cité ouvrière. Le personnel est logé dans « une rue construite le long du bief et très près de l'usine. Elle contient, de chaque côté, environ 15 maisons adhérentes de deux chambres chacune (17). » Et lorsque le chef d'établissement s'aperçoit que le voisinage du bief leur procure une humidité nuisible, on le voit prendre aussitôt des mesures pour y parer. Mais cet exemple reste unique dans la région troyenne.

(17) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

CHAPITRE VII

L'agitation ouvrière.

Si nous parlons à dessein d'agitation ouvrière, c'est que le mouvement ouvrier, au sens politique du mot, fut inexistant dans l'Aube à cette époque. De même que sous l'Ancien Régime, les troubles qui se produisirent furent engendrés directement ou indirectement par la disette des céréales et la rareté des denrées.

Lorsque la crise industrielle coïncidait avec une disette de céréales qui provoquait l'enchérissement du prix du pain, « le peuple était pris comme dans un étau ou comme un honnête homme dans un cercle d'assassins (1). »

Les témoignages que nous avons recueillis de la détresse des familles ouvrières ne peuvent être considérés sans émotion, malgré le recul du temps. En l'an IX, alors que les transports de grains effectués vers Paris, les départements de l'Ouest et du Midi, entraînent la hausse du blé, et que la paralysie du commerce rend « la classe la plus nombreuse de cette ville très malheureuse », la municipalité de Troyes est assaillie de pénibles supplications, patientes ou véhémentes, dans lesquelles leurs auteurs se laissent parfois dominer par un mouvement de colère : les ouvriers n'ont plus rien à faire qu'à « crevé de misère », écrit un anonyme en l'an XII (?); « c'est forcé les honnêtes gens à devenir célerat, car la trop grande misère est un obstacle au salut aussi bien que la trop grande prospérité. Quand on a trop de misère l'on abandonne dieu, une fois que l'on a abandonné dieu, l'on est capable de tout (2). »

Un père de famille qui n'a plus que la ressource insuffisante de son travail, se plaint de ne pouvoir assurer la

(1) Martin Nadaud, Mémoires de Léonard, cité par Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 182.

(2) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série F 4.

subsistance des siens ; « le cœur déchiré de faire à ses enfants des reproches de leur bon appétit », il « se refuse à lui-même son juste nécessaire pour ne pas les entendre pleurer de fin. » Le peuple qui a déjà beaucoup souffert, semble avoir atteint maintenant les limites de la patience : « il est moins dure de mourir sur un échauffant (*sic*) que de mourir de faim, on ne souffre pas si longtemps... »

Les services de police signalent qu'au marché du 2 prairial an X, on n'entendait « de toutes parts que des gémissements : on voyait une foule innombrable de personnes verser des pleurs et demander à grands cris qu'on leur ôte la vie, comme étant pour elles un fardeau insupportable (3). »

Malgré cette profonde détresse, malgré les crises nombreuses qui se succédèrent jusqu'en 1848, la population conserva toujours un calme très digne. A part quelques troubles sans gravité au moment de l'ouverture des marchés, il ne se produisit jamais de manifestation importante, si ce n'est, en l'année 1847, une émeute sur laquelle nous reviendrons.

Lors de la Révolution de 1830, le trouble politique survenant dans une période de cherté des grains, engendre quelques désordres. L'opposition au régime se manifeste non par des émeutes, mais par « une polémique ardente de la presse locale, par des affiliations à des associations politiques (4). »

A l'exception de quelques éléments isolés, la classe ouvrière reste à l'écart du mouvement républicain que l'on remarque à ce moment et dans les années qui suivent. L'agitation républicaine ne manque cependant pas une occasion de se manifester. En 1832, elle se traduit par la plantation d'un arbre de la liberté sur la place de la Préfecture, que le préfet, M. de Saint-Didier, ne peut empêcher qu'en se pla-

(3) Lettre de Bosc et Ludot, membres du Tribunal à Lerouge et Mennesier, membres du Corps législatif, en date du 2 prairial an X. Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série F 4.

(4) Alexandre Guénin, Troyes et le département de l'Aube de 1789 à 1848, p. 386 et s. Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube (1856).

cant dans le trou creusé à cet effet par les manifestants. En 1838, nouvelle démonstration républicaine, au cours des obsèques de M. Perrot, commandant de la garde nationale et chef de la « fraction la plus avancée de l'opinion libérale », qui se firent au chant de la Marseillaise.

La seule émeute populaire se produisit en l'année 1847, qui fut marquée par une pénurie de céréales.

Au marché du samedi 7 août, un cultivateur de Rouilly-Sacey ayant acheté du blé à un boulanger au prix de 7 fr. 15 le double décalitre, alors que le prix courant n'avait pas dépassé 5 fr. 15 jusqu'alors, il se produisit un rassemblement houleux qui « grossit bientôt à la sortie des ateliers et des fabriques et intercepta toute la rue de la Cité, depuis l'hospice Saint-Nicolas jusqu'à la Cathédrale. »

Les manifestants, qui se trouvaient être environ 3.000, empêchèrent d'allumer « les consoles à gaz du quartier » à la tombée de la nuit, et firent voler en éclats la devanture de la boulangerie au chant de la Marseillaise.

Le calme put être rétabli vers minuit, mais le lendemain 8 août, vers six heures et demie, un nouveau rassemblement se formait devant la maison du boulanger dans laquelle les manifestants entraient de vive force : « des jeunes gens de quinze à vingt ans avaient escaladé les fenêtres et jetaient à la foule par toutes les issues les pains qui se trouvaient sous la main. »

Un autre groupe assez important, arborant un morceau d'étoffe noire au bout d'une perche, se dirigea vers le moulin Notre-Dame, où les sieurs Marot et Lutet qui, depuis la cherté des subsistances, faisaient « fabriquer et vendre du pain au-dessous de la taxe, » avaient fait disposer « tout le pain cuit de manière à en effectuer facilement la distribution (5). »

Durant toute la journée, les boulangers vendirent le pain « à prix débattu, cessant d'invoquer la taxe », et le lendemain celui-ci était diminué de cinq centimes par kilog.

(5) Troubles arrivés à Troyes le samedi 7 et le dimanche 8 août 1847, Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

Nous avons insisté sur cette émeute parce qu'elle traduit bien l'esprit de la population troyenne de l'époque et ses tendances à la veille de la Révolution de 1848.

Si l'avènement de la République est accueilli avec enthousiasme par la majorité de la population troyenne, les journées des 27 et 28 février voient des manifestations bruyantes mais sans fâcheux résultat. La seule source d'inquiétude vient de la « réunion de plus de 100 condamnés libérés en surveillance dont le plus grand nombre n'exerce aucune profession (6). » La municipalité troyenne rend hommage « aux ouvriers troyens qui, dans ces moments d'enthousiasme populaire, n'ont pas cessé de se montrer comme de bons citoyens et animés du meilleur esprit ! (7) »

Quelques ouvriers du département, sur l'initiative de N. Laffrat, imprimeur, élément actif de la classe ouvrière connu pour ses idées républicaines (8), lancent une adresse aux membres du Gouvernement provisoire. Après avoir évoqué les journées de 1830, ils proclament que « s'ils se consolent des regrets amers qu'ils éprouvent à la pensée de tout le sang versé tant de fois pour la défense de la liberté et de leurs droits naturels, c'est... qu'ils ont l'intime conviction qu'aujourd'hui la dernière révolution faite par le peuple restera enfin faite pour le peuple (9). »

Les réunions des clubs sont, certes, assez houleuses (10), notamment celles du Club de l'écurie, rue du Cheval-Rouge,

(6) Rapport du Commissaire de Police de Troyes au Directeur de la Sûreté générale (22 mars 1848). Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(7) Proclamation de la Municipalité de Troyes aux citoyens de cette ville (février 1848). Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(8) Nicolas Laffrat, né à Troyes, le 13 brumaire an IX, décédé le 23 avril 1870. Prote d'imprimerie, propagateur des sociétés de secours mutuels (voir ci-dessous chapitre viii), N. Laffrat était en relations avec Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crevat, Lépine, Blanqui (cf. Archives du fonds correctionnel départemental de l'Aube).

(9) L'Aube, Journal des Intérêts de la Champagne, N° des 9-10 avril 1848. Archives de l'Aube.

(10) Outre le club de l'écurie, les clubs les plus importants furent : le cercle de Troyes, fondé le 11 février 1848. Il avait son siège Grand'rue, dans la maison d'un sieur Roussin et comptait une centaine de membres recrutés parmi les avocats, les professeurs, les officiers ministériels, les industriels. — La Solidarité républicaine, association pour le développement des droits et des intérêts de la démocratie. Siège à Paris. But : réunir les citoyens de tous les départements. Tendance socialiste ; elle était en liaison

dont Laffrat est un des animateurs, mais la ville reste exempte sinon d'agitation du moins d'excès regrettables.

En avril 1848 se déclenche pourtant une émeute, dont les mobiles restent assez obscurs. Le 28 février 1848, le citoyen Crevat, commissaire du Gouvernement, se trouvant en opposition avec la garde nationale, l'avait dissoute purement et simplement, et avait déclaré dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville, en présence d'une foule considérable : « Nous allons régénérer la garde nationale, nous jeterons 3.000 prolétaires dans ses rangs. »

Le 10 avril, tandis que les gardes nationaux se réunissent à l'Hôtel-de-Ville pour élire un colonel et un lieutenant-colonel, les ouvriers enfoncent les portes du parc d'artillerie et s'emparent des pièces de canon de la garde nationale. Des bagarres assez violentes s'ensuivirent, au cours desquelles le citoyen Crevat fut sévèrement malmené. L'agitation fut brève, car le 12, gardes nationaux et ouvriers fraternisent ; les rapports de police expliquent la surexcitation des ouvriers par le bruit, propagé par des gens mal intentionnés « qu'il y avait ici des blancs, des chouans, que c'était une Vendée (11). »

Cependant le 15 avril, Portalis, procureur général de la Cour d'Appel de Paris, et Arago, commissaire extraordinaire, vinrent à Troyes enquêter sur ces troubles, vite apaisés et qui n'eurent pas de suite (12).

avec Crevat, commissaire du Gouvernement. Cette société qui était dirigée par Jacquin, fabricant de Bonneterie, était secrète et ses réunions occultes. Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(11) Cf. Rapports de Police, Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

(12) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I. Il semble que la personnalité de Crevat, qui suscita l'hostilité d'une grande partie de la population, ne fut pas étrangère à cette émeute. Une étude approfondie nous entraînerait trop loin, mais le lecteur pourra consulter utilement « La République de 1848 à Troyes », Bibliothèque de la ville de Troyes, cabinet local, n° 12.330. Au sujet du rôle et de l'influence de Crevat sur le mouvement républicain à Troyes, une lettre anonyme du 13 avril 1849 adressée au Conseil municipal de Troyes indique que depuis l'arrivée de Crevat et Labosse, en qualité de Commissaires du Gouvernement, « des clubs se sont ouverts ; Crevat et les siens y vociféraient, y prêchaient du désordre, et depuis ces jours néfastes, la plupart des travailleurs de la ville de Troyes, et beaucoup aussi de la classe moyenne », ont conservé un esprit révolutionnaire. (Archives de l'Hôtel de Ville, série I.)

CHAPITRE VIII

La durée du travail et la protection de l'enfance.

Pendant toute la première moitié du XVIII^e siècle la durée du travail est restée ce qu'elle était sous l'Ancien Régime.

Un arrêté du 22 floréal an XI, émanant du maire de Troyes faisant fonction de commissaire général de la police, nous apprend que « tous compagnons, manouvriers et apprentis de telle profession que ce soit » sont tenus de commencer leur journée à cinq heures du matin et de travailler jusqu'à sept heures du soir, durant la belle saison, du 10 germinal au 10 vendémiaire, et de « commencer leur journée à sept heures du matin pour ne la finir qu'avec le jour » entre le 10 vendémiaire et le 10 germinal (1). Ils n'ont la possibilité de quitter l'atelier que le matin entre neuf et dix heures et l'après-midi entre deux et trois heures. La journée comprend donc dix heures de travail effectif.

Ce régime ne devait pas être maintenu, car sous la Restauration et la Monarchie de Juillet la moyenne de la journée de travail est à peu près de quinze à seize heures. C'est du moins la durée que l'on observe dans les fabriques troyennes ; les ouvriers commencent le matin à six ou sept heures, sortent pour déjeuner de dix heures et demie à onze heures et demie ; le travail, à nouveau interrompu une heure pour le dîner en fin d'après-midi, reprend ensuite jusqu'à dix heures du soir.

Ce régime qui est celui des hommes aussi bien que celui des femmes et des enfants, dans la plupart des fabriques, suscitera un mouvement d'opinion qui aboutira à la loi de 1841, réglementant la situation des enfants dans l'industrie.

(1) Archives de l'Hôtel de Ville de Troyes, série I.

SECTION I. — LA CONDITION DU TRAVAIL DES ENFANTS.

Dans les premières années de la Monarchie de Juillet, l'attention du public est attirée par la nécessité de protéger l'enfance contre un travail précoce et excessif.

En Grande-Bretagne, l'opinion est depuis longtemps alertée par les abus qui se commettent dans les manufactures, John Doherty qui travailla tout jeune dans les filatures de coton, révèle « l'existence de ces enfants, qui entraient à l'usine à 5 ou 6 heures du matin et ne la quittaient qu'entre 7 et 8 heures du soir, enfermés pendant quatorze heures dans des ateliers, dans une atmosphère étouffante de 78 à 85 degrés Fahrenheit (2). »

Robert Owen, le « type du patron humain », lutte pour l'établissement d'une législation protectrice du travail. Ses efforts persévérants aboutissent au vote de l'Act de 1819, qui interdit l'emploi des enfants de moins de 10 ans et protège le jeune ouvrier jusqu'à 18 ans.

En Prusse, une loi réglemente le travail de tous les enfants de moins de 16 ans « dans toutes les fabriques, usines, forges, ou fonderies. »

En France, si les abus étaient moins fréquents qu'en Grande-Bretagne, la situation des enfants nécessitait cependant l'intervention du législateur. Dans les manufactures et les ateliers de la région troyenne, les enfants de 6 ou 7 ans travaillent 12 à 15 heures par jour (3). Leur travail est évidemment très facile et ne consiste le plus souvent qu'en une simple surveillance, mais « la fatigue résulte d'une station debout beaucoup trop prolongée (4). » Dans les manufactures de coton même, il n'est pas rare de voir des enfants de 5 à 6 ans passer 14 et 15 heures consécutives à rattacher des fils et tomber épuisés sur le métier (5).

On leur apprend à « un âge trop peu avancé » le métier de bonnetier, les obligeant à un travail fatigant, qu'ils ne

(2) Edouard Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I, p. 113.

(3) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(4) Edouard Dolléans, *Histoire du Mouvement ouvrier*, t. I, p. 23.

(5) Levasseur, ouvrage cité, l. IV, p. 4.

devraient pas effectuer avant l'âge de 15 ou 16 ans (6). A Romilly-sur-Seine particulièrement, et dans tous les villages où ils travaillent sur les métiers à faire bas, beaucoup d'enfants n'ayant pas 10 ans « sont sur le métier de 5 heures du matin à 10 heures du soir (7). »

Les conditions du travail sont elles-mêmes déploraables. L'hygiène des ateliers est inexistante, car les plus nombreux sont installés dans des locaux qui ne sont pas destinés à un usage industriel. Le travail a le plus souvent lieu « dans des chambres étroites, basses, mal éclairées, souvent humides, au milieu d'émanations malsaines (8). »

La promiscuité à laquelle se trouvent précocement mêlés les jeunes enfants employés dans les fabriques engendre un abaissement de la moralité qui se manifeste par une augmentation de la criminalité et du nombre des enfants naturels (9).

Ajoutez à la durée excessive et aux mauvaises conditions du travail, une alimentation insuffisante et il ne faut pas s'étonner, dès lors, de l'élévation de la mortalité infantile. « Surmenage précoce et sous-alimentation continue ont pour résultat de fabriquer des êtres physiquement mutilés pour la vie (10), » ce qui permettra, en 1840, à Charles Dupin d'affirmer à la Chambre des Pairs que dans les dix départements les plus manufacturiers, sur 10.000 jeunes gens appelés au service, il faut en réformer 9.000 (11).

La législation française du travail reste pourtant inexistante, bien que, dès la Restauration, on se préoccupe de la

(6) Lettre du 1^{er} octobre 1841, adressée par Payns, vice-président du Conseil de Prud'hommes de Troyes au Préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(7) Lettre du 18 octobre 1841 de la Chambre de Commerce de Troyes au préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(8) Discours de M. Alban de Villeneuve à la Chambre, lors de la discussion de la loi de 1841, cité par J. B. Duvergier. Lois, Décrets, Ordonnances, Règlements et Avis du Conseil d'Etat, année 1841.

(9) Rapport déposé en 1837 par le Bureau des Manufactures au Ministère du Commerce, J. B. Duvergier, ouvrage cité, année 1841. De Tocqueville prétend que de ce fait, la proportion des délinquants est passée de 1827 à 1841, de 3 à 17.

(10) Edouard Dolléans, Histoire du Mouvement ouvrier, t. I, p. 23.

(11) Germain-Martin, ouvrage cité, p. 345.

question, notamment dans les « cours ouverts pour perfectionner les applications de la science » à l'industrie nationale. La nécessité d'une législation protectrice fait en partie l'objet du discours d'inauguration prononcé en 1820 au Conservatoire des Arts et Métiers.

Des enquêtes révèlent les souffrances et les sacrifices quotidiens des enfants dans les manufactures et de la population ouvrière en général. Le docteur Guépin, médecin à Nantes, concentre en 1835 son attention sur les ouvriers à domicile (12). Le Ministre du Commerce, de son côté, prescrit une enquête. L'Académie des Sciences Morales et Politiques charge un de ses membres, le docteur Villermé, de visiter les manufactures et de lui faire un rapport sur l'état des classes ouvrières.

Villermé pénétra dans la demeure de l'ouvrier, « se fit le confident de ses joies et de ses plaintes, de ses regrets et de ses espérances, le témoin de ses vices et de ses vertus (13). » Son rapport, qui constitue un document d'une importance capitale, fut une révélation pour le grand public.

Devant l'émotion qu'il suscita, le législateur ne pouvait rester inactif. Il se décida donc à intervenir. Il s'agissait de « protéger l'enfance contre la double avarice des patrons et des parents. » Les premiers réalisaient une économie de salaire en employant la main-d'œuvre infantile pour les travaux qui ne réclamaient aucune capacité particulière ; les parents, de leur côté, poussaient leurs enfants au travail, pour obtenir un complément souvent indispensable du salaire familial (14).

D'autre part, les pouvoirs publics ne pouvaient se désintéresser de l'éducation religieuse et morale des jeunes ou-

(12) A. Guépin, Nantes au XIX^e siècle.

(13) Dr Villermé, Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, Paris, 1840.

(14) « Les enfants employés dans les fabriques appartiennent à des parents bien pauvres et chargés pour la plupart d'une nombreuse famille... », signalait le 4 décembre 1846 l'inspecteur Lachave, chargé à Troyes de veiller à l'application de la loi de 1841. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

vriers qui subissaient trop souvent l'influence néfaste du milieu dans lequel ils travaillaient.

SECTION II. — LA LOI DU 22 MARS 1841.

§ 1^{er}. — *La discussion du projet.*

Le gouvernement se trouva en présence de trois projets : le sien, celui de la Chambre des Pairs, celui de la commission de la Chambre des Députés. Ces trois projets étaient d'accord sur le but à atteindre, mais ils présentaient des différences essentielles.

Le Gouvernement pensait « investir l'administration du droit de publier des règlements, en lui laissant le soin d'en approprier les dispositions aux nécessités de chaque industrie et aux besoins de chaque localité (15). » Ces règlements devaient être établis par les Préfets, après avis du Conseil Général, des maires, des Chambres de Commerce et des Chambres Consultatives des Arts et Manufactures, ainsi que des Conseils de Prud'hommes du département.

La Chambre des Pairs remarqua avec juste raison que la diversité des dispositions créerait des inégalités entre les industries des départements et recommanda de procéder à l'aide de mesures législatives générales. La Commission de la Chambre des Députés se rangea à son avis.

Les autres divergences d'opinion portaient sur « la nomenclature des établissements à soumettre au régime de la loi ; sur les limites d'âge ; sur l'observation du dimanche et des jours fériés ; sur l'obligation de suivre les écoles ; sur la rédaction des règlements intérieurs des fabriques ; sur les pénalités, etc... » Elles étaient donc nombreuses.

Pour assurer l'exécution de la loi, l'administration se réservait le droit de désigner des inspecteurs dans chaque département ; mais, tandis que la Chambre des Pairs voulait déléguer la surveillance aux préfets, sous-préfets et

(15) Circulaire du 1^{er} juillet 1840 du Ministère de l'Agriculture et du Commerce. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

maires, la Commission de la Chambre des Députés proposait la création d'un corps d'inspecteurs.

La Chambre de Commerce de Troyes, consultée par le Préfet de l'Aube, émit un avis favorable à la protection de la main-d'œuvre infantile et ne proposa qu'une seule modification aux projets présentés, relative à l'âge auquel les enfants pouvaient être admis à travailler: l'âge minimum, fixé à 8 ans par les Chambres, devrait être porté à 10 ans.

Le Préfet de l'Aube fit observer au Ministre qu'on ne pouvait trop élever la limite d'âge sous peine de comprimer la production industrielle : « dans nos filatures, le travail des enfants ne peut être remplacé par celui des hommes, chaque ouvrier principal doit être accompagné de son petit rattacheur (16). » Dans le rapport qu'il lui envoie à cette occasion, il suggère que la durée du travail soit fixée à 6 heures pour les enfants de moins de 12 ans, car la durée moyenne du travail adulte étant dans l'Aube de 12 heures, chaque ouvrier pourrait se faire aider successivement par deux rattacheurs.

En ce qui concerne les systèmes d'inspection proposés, le Préfet de l'Aube note que si dans les grandes villes, le temps manque aux maires, « dans les communes moins importantes, c'est le courage qui leur fait souvent défaut (17). »

Les chefs de manufactures sont des hommes considérables qui obtiennent souvent par leur influence l'entrée au Conseil Municipal, et il est à craindre que la position du Maire dans les Conseils, vis-à-vis de l'industriel contre lequel il aura verbalisé, soit fort délicate (18).

Il estime donc indispensable de confier à des agents spéciaux la surveillance des manufactures et conseille de confier aux inspecteurs des écoles primaires, le soin de veiller au bien-être de l'enfance : ils profiteraient de leur tournée dans les communes pour assurer leur double fonction.

(16) Rapport du Préfet de l'Aube au Ministre de l'Agriculture et du Commerce du 10 novembre 1840. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(17) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(18) Nous verrons en étudiant l'application de la loi du 22 mars 1841 que ces craintes n'étaient pas vaines. Voir *infra* p. 152 et s.

Les manufacturiers soulèvent l'objection de la liberté du travail à laquelle la loi porterait atteinte. Et comme le projet ne vise que les ateliers occupant un nombre minimum d'ouvriers, ils protestent contre « la distinction injurieuse et fausse qu'on semblait établir entre la fabrique et le petit atelier (19). »

Mais ils s'élèvent surtout contre la création d'un corps de fonctionnaires salariés chargés de l'inspection, prétendant qu'un tel contrôle équivalait à introduire la police chez eux et demandant si les inspecteurs auraient aussi la mission « d'aller au domicile paternel voir si l'enfant est nourri ou vêtu. »

De cette objection en faveur de la liberté, Ch. Dupin, rapporteur du projet, fit justice en se prononçant pour le droit de l'Etat en face du patron et même en face du père de famille : « nous proclamons le droit des pères... mais le droit prétendu de vendre, sans contrôle et sans frein, la force, la santé, la vie de leurs enfants, nous voulons que la loi l'interdise (20). »

§ 2. — *Les dispositions de la loi du 22 mars 1841
et le contrôle de leur application.*

La loi, la première loi française de législation du travail, fut votée le 22 mars 1841. Elle s'applique aux « manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, et d'autre part à toutes les fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier. » Si elle ne vise pas les ateliers occupant un chiffre inférieur de travailleurs, c'est pour respecter les ateliers familiaux et ne pas « violer le secret du domicile privé et de la famille (21). »

Le travail des enfants de moins de 8 ans est rigoureusement interdit. Pour les enfants de 8 à 12 ans, la durée du travail est limitée à 8 heures, coupée par des repos, à

(19) Levasseur, ouvrage cité, l. IV, ch. iv, p. 128.

(20) Rapport Ch. Dupin, Moniteur de 1840, p. 352, Levasseur, ouvrage cité, l. IV, ch. iv, p. 127.

(21) Archives de l'Aube, M. 12 b 1.

12 heures pour les enfants de 12 à 16 ans. Les mineurs de moins de 13 ans ne devront jamais travailler la nuit, ceux de 13 à 16 ans n'y étant autorisés qu'exceptionnellement et seulement dans les établissements à feu continu ou dans les manufactures qu'une cause majeure aurait réduites à un chômage forcé.

La loi précise qu'est considéré comme travail de nuit, tout travail effectué entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

De plus, les enfants de moins de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi.

Le législateur avait en même temps manifesté l'intention de pourvoir à l'éducation des enfants qu'un travail excessif accaparait toute la journée et écartait de l'école. C'est pourquoi la loi contient des dispositions relatives à l'instruction qui rendent la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à 12 ans ; au-dessus de 12 ans, en sont seuls dispensés les enfants pourvus d'un certificat constatant leur instruction primaire.

Afin de permettre le contrôle de l'application de ces dispositions, les parents doivent se faire délivrer par le Maire de leur commune, un livret sur lequel sont portés l'âge, le nom, les prénoms et le domicile de l'enfant, ainsi que le temps pendant lequel il a suivi l'enseignement primaire.

Les infractions sont sanctionnées par des amendes légères et nous verrons que l'application de la loi ne donna pas ce qu'on était en droit d'attendre d'elle.

La loi n'impose pas la création d'un corps d'inspecteurs salariés pour assurer l'exécution des prescriptions législatives, mais prévoit la nomination d'inspecteurs bénévoles choisis parmi les manufacturiers ou les anciens manufacturiers et accomplissant un service gratuit. C'est une concession accordée aux manufacturiers qui, nous l'avons vu, craignent que, par la création d'un corps d'inspecteurs salariés, on introduise la police chez eux.

Le Ministre demande aux préfets de choisir le mode de

surveillance le mieux adapté à leur département en tenant compte « de la situation des lieux, de la variété des usages, de la diversité des industries (22). »

La Chambre de Commerce de Troyes, consultée sur le système à établir dans le département pour assurer l'exécution de la loi, est d'avis que l'inspection soit faite par une Commission d'arrondissement de 3 ou 5 membres, selon l'importance industrielle de chaque arrondissement. On retrouve dans l'esprit de ses membres, toutes les appréhensions déjà notées ci-dessus : « en accordant à un agent spécial et salarié le droit exorbitant de pénétrer à toute heure et à tout moment dans l'intérieur d'une fabrique, il serait à craindre que... ces fonctions ne prissent un caractère inquisitorial (23). »

De plus, ils estiment qu'un agent étranger à l'arrondissement ne pourrait apprécier la moralité des personnes, ni en tenir compte : son « influence personnelle ne pourrait employer avec efficacité les moyens de persuasion qui doivent être les plus sûrs pour arriver à la bonne exécution de la loi. » Tandis qu'en choisissant les inspecteurs parmi les notabilités, on formera une commission qui offrira « le plus de garantie morale, le plus de garantie de cette influence de bienveillance que les inspecteurs devront exercer pour faire exécuter la loi. »

C'est à cause de cet esprit, nous le verrons, que la loi, pendant de nombreuses années, ne reçut qu'un commencement d'application. Le Préfet de l'Aube voit tout de suite le danger et le dénonce ; dans une lettre qu'il envoie au Ministre, il expose qu'étant donné le grand nombre d'ateliers soumis à la loi, il « faudra en revenir à l'inspection salariée, lorsqu'on voudra organiser le service à titre définitif et permanent. » Afin de se concilier la Chambre de Commerce et les manufacturiers troyens, il décide la création simultanée d'une Commission et d'un Inspecteur : la Commission serait chargée d'inviter les fabricants à l'exé-

(22) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

23) Lettre de la Chambre de Commerce de Troyes au Préfet de l'Aube du 7 mai 1841. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

cution ponctuelle de la loi, l'Inspecteur aurait à s'assurer de l'exactitude avec laquelle le fabricant s'y conforma. A la première, le rôle persuasif, au second, le rôle répressif.

A part celui de Troyes, les autres arrondissements du département ne nécessitent pas la création d'une commission : celui de Nogent ne comprend qu'une ou deux fabriques employant 250 ouvriers, et la loi n'est pas applicable à tous les métiers — évalués à plus d'un millier (24) qui sont disséminés au domicile des particuliers. A Romilly, de même qu'à Arcis-sur-Aube, le maire exercera une surveillance suffisante pour les fabriques de la ville.

Sur la proposition du Préfet, les membres de la Commission de Surveillance de Troyes sont nommés le 2 décembre 1841. Ce sont :

Vauthier, maire de Troyes, membre du Conseil général,
Fontaine-Gris, président du Tribunal de Commerce,
Simonnot-Gervaisot, membre de la Chambre de Commerce,

Regnault-Velut, membre du Conseil d'Arrondissement,
François Jeune, président du Conseil de Prud'hommes.

Rambourgt, inspecteur des Enfants Trouvés, remplira les fonctions d'inspecteur, telles qu'elles ont été prévues par le Préfet.

Dans l'arrondissement de Bar-sur-Aube, Victor Delassus, membre du Conseil d'Arrondissement, et Urbain Parison, juge au Tribunal, sont nommés inspecteurs.

Dans l'arrondissement de Bar-sur-Seine, le choix se porte sur Maillet, président du Tribunal de Bar-sur-Seine, Habert, notaire à Chaource, membre du Conseil d'Arrondissement et Monginet, membre du Conseil Général.

Si nous avons insisté sur la personnalité des inspecteurs chargés de veiller à l'application de la loi, c'est qu'il importe de noter leur origine. Ce sont des notables, magistrats ou hommes politiques, qui ne sont pas préparés à la mission qui leur est confiée et dont il est fort à craindre qu'ils s'en désintéressent. On les voit mal, en effet, se livrer à de

(24) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

continuelles inspections dans la circonscription qui leur est impartie.

On peut redouter par ailleurs, qu'étant donné leur personnalité, ils se trouvent gênés pour exiger des manufacturiers l'application de la loi, indépendamment de toute considération d'ordre privé.

§ 3. — *L'exécution de la loi.*

Ces difficultés, prévues par le Préfet de l'Aube, ne tardèrent pas à se confirmer : ses efforts réitérés ne purent réussir à secouer l'inertie de la Commission, et quelques mois après l'entrée en vigueur de la loi (25), il signale dans un rapport adressé au Ministre : « l'exécution de la loi rencontre ici une résistance manifeste et j'ai lieu de craindre que les fabricants ne cherchent à s'affranchir de ses dispositions aussi longtemps que possible (26). »

En fait, les manufacturiers se soucièrent peu des nouvelles dispositions législatives. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce s'en inquiète, multiplie de sévères instructions aux inspecteurs, auxquels il demande de provoquer maintenant des mesures de rigueur, puisque les recommandations bienveillantes n'ont pas réussi.

D'autant plus qu'on peut craindre que l'inobservation de la loi, si elle persiste, avantage les fabricants qui s'affranchissent de ses dispositions, au détriment de ceux qui s'y conforment : « elle serait une injustice parce qu'elle dérangerait arbitrairement les conditions ordinaires de la concurrence. »

L'action des inspecteurs n'est pas plus efficace pour autant, et comme ils continuent à témoigner « le plus grand éloignement pour dresser des procès-verbaux », le 2 novembre 1843 le Ministre nomme à la Commission de Troyes, un nouveau membre, M. Lachave, vérificateur des poids et mesures, chargé plus spécialement de dresser les procès-

(25) La loi ne fut exécutoire qu'à dater du 1^{er} octobre 1841.

(26) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

verbaux auxquels peut donner lieu l'inexécution de la loi (27).

L'administration préfectorale et la population ouvrière troyenne eurent la chance de trouver en lui un homme intelligent, dévoué à l'amélioration de la condition des enfants, que le législateur voulait protéger. Il eut le courage d'assumer toujours les responsabilités de sa fonction, malgré des difficultés de tous ordres, même comme nous le verrons, lorsqu'il se heurta à de puissants manufacturiers qui essayèrent d'user de leur influence politique pour contrecarrer son action.

Dès sa nomination, Lachave prévint les chefs d'établissement d'avoir à se conformer aux dispositions de la loi, « pour ainsi dire méconnues jusqu'alors », notamment en ce qui concerne l'instruction des enfants.

a) *La fréquentation scolaire.*

La Commission réunie en 1844 décida, avec le consentement des manufacturiers, que les jeunes filles qu'ils occupent fréquenteraient les classes publiques tenues par les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, rue du Cloître-Saint-Etienne, et que les garçons se rendraient tous les jours de 9 heures à 11 heures du matin, « dans un local dépendant de l'ancien petit séminaire pour y recevoir l'enseignement primaire par des élèves-maîtres de l'Ecole Normale (28). » Le directeur de l'Ecole Normale, étant revenu quelques mois plus tard sur cet accord, le Conseil Municipal autorisa le Maire de Troyes à choisir et à payer spécialement un instituteur (29). Quatre vingts enfants environ fréquentent cette école spéciale, ouverte rue du Flacon (30), tandis qu'une tren-

(27) Lachave restera chargé de la surveillance des fabriques de la ville jusqu'en novembre 1848, époque à laquelle il sera remplacé par « le citoyen Geoffroy », vérificateur des Poids et Mesures venant de Rambouillet. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(28) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(29) M. Simonnot, ancien instituteur à Drosnan, accepte ce poste qui lui est offert, moyennant un traitement de 360 francs.

(30) En 1848, le local où se tenait la classe spéciale ayant été réuni à la caserne de la rue du Flacon, une nouvelle école fut construite, rue Saint-Loup.

taine de jeunes filles se rendent dans les classes tenues par les religieuses.

La fréquentation régulière de l'école ne semble pas avoir été obtenue, pas plus d'ailleurs que la discipline et le travail, car ces deux heures quotidiennes de travail scolaire, au milieu d'une journée de labeur à la manufacture, représentent pour les enfants, deux heures de délassement et de détente physique.

L'instituteur remarque que les enfants sont plus ou moins dociles, mais qu'en général « les enfants qui travaillent pour le compte des fileurs sont plus méchants que ceux qui sont pour le compte des manufacturiers. » Quant aux jeunes filles, « plusieurs préfèrent coudre des bas chez leurs parents pendant les deux heures désignées pour leur instruction. »

Il ne peut en être autrement, car on ne peut exiger de ces enfants qu'ils s'intéressent au travail scolaire, quand on sait que dans les filatures, par exemple, ils entrent à 6 heures du matin, pour n'en sortir qu'à 9 heures du soir, et que pendant 12 ou 13 heures par jour, ils sont occupés « soit à rattacher, soit à remplacer, travail à la vérité peu pénible mais qui les force à être toujours en mouvement et continuellement debout » (31), et qu'ils n'ont d'autre repos que les deux heures destinées à leur instruction.

En dehors de la ville de Troyes, l'application des dispositions relatives à l'instruction rencontre souvent de grosses difficultés. A Barberey, où la filature occupe 18 enfants des deux sexes, l'instruction est complètement délaissée ; l'instituteur communal de Barberey se refuse à leur faire la classe parce qu'il n'en tirerait aucun profit supplémentaire, et que la commune, de son côté, ne veut faire aucun sacrifice.

Les enfants des filatures de Fouchy et de Barberey (32) vont à l'école la plus proche de leur lieu de travail, mais l'instituteur ne consent pas à les y admettre comme indigents et les parents refusent évidemment de le payer. De

(31) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(32) Filatures de M. Hoppenot et de M. Fontaine-Gris.

leur côté, les maires des communes de Saint-Julien, La Chapelle-Saint-Luc et Barberey considèrent les enfants comme nomades, attendu que les parents ne supportent aucune charge communale.

Les manufacturiers quelquefois, loin d'essayer de faciliter l'éducation de leurs jeunes ouvriers, résistent à l'application de la loi : certains chefs de fabrique ne leur accordent la liberté de fréquenter les classes que pendant les heures consacrées aux repas ; d'autres, surtout des fileurs, retiennent 10 centimes par jour à leurs rattacheurs, pour les deux heures consacrées à leur instruction.

Partout, Lachave doit intervenir pour essayer de briser les résistances. A la filature de Lenclos seulement, près de Bar-sur-Seine, qui constitue pour l'époque un établissement modèle, la loi se trouve correctement appliquée ; le propriétaire a installé dans les bâtiments de la filature une école où l'instituteur de Virey-sous-Bar, commune distante de deux kilomètres, vient instruire, chaque soir à la fin de la journée de travail, les 29 enfants employés dans cet établissement.

A Arcis-sur-Aube, où dix enfants environ travaillent dans deux filatures, les manufacturiers exigent d'abord que les enfants se rendent en classe pendant le temps consacré à leur instruction, mais cessent de l'exiger « par suite des plaintes des habitants, souvent victimes de leurs dépradations, ces enfants se livrant au vagabondage au lieu de se rendre dans les écoles (33). »

*
**

b) *Le rôle de l'inspecteur chargé d'exiger l'application de la loi.*

Les contrevenants à la loi sont traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne peut excéder 15 francs par enfant indûment employé. En cas de récidive, ils sont traduits devant le tribu-

(33) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

nal de police correctionnelle et passibles d'une amende de 16 à 100 francs. On considère qu'il y a récidive quand dans les douze mois précédents, une première contravention a été relevée.

Les « recommandations bienveillantes », n'ayant pas abouti, il ne reste plus qu'à employer les mesures répressives. En 1845 encore, des enfants interrogés par Lachave, en l'absence des maîtres qui les occupent, déclarent entrer à l'atelier à 5 heures du matin et en sortir à la nuit ; certains l'assurent qu'ils n'ont aucun repos et sont obligés de manger en travaillant (34).

La situation de Lachave est très délicate, car il se heurte aux membres de la Commission « dont l'incurie paralyse l'effet de la loi. » Grâce à une surveillance sévère et à des inspections fréquentes, il parvint cependant à aplanir bien des difficultés et ne rencontra plus d'obstacle sérieux, si ce n'est à la filature de Barberey, appartenant au manufacturier Fontaine-Gris. Celui-ci, par sa position sociale, est un des hommes les plus considérables de la ville de Troyes : membre du Conseil Supérieur des manufactures, ancien président de la Chambre et du Tribunal de Commerce, membre du Conseil Municipal, il fait également partie de la Commission de Surveillance, chargée d'assurer l'application de la loi de 1841.

Dès son entrée en fonctions, Lachave constate que les infractions se renouvellent constamment chez ce manufacturier, « qui tout en paraissant se conformer à la loi, cherche à en éluder les dispositions contraires à ses intérêts. » Les ouvriers sont soumis à un régime très strict : les contre-maîtres, deux Allemands, sont les plus impitoyables de toutes les filatures : « ils exigent un travail tellement assidu qu'une absence de 5 minutes opère une retenue sur le salaire de la journée (35). »

En novembre 1843, au cours d'une de ses tournées d'inspection, Lachave reçoit les plaintes d'un enfant qui déclare

(34) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(35) Archives de l'Aube M 12 b 1.

avoir passé 4 nuits en 10 jours à travailler à la filature. Etant donnée la personnalité de Fontaine-Gris, l'inspecteur en réfère au Préfet avant de donner suite à l'infraction constatée ; ce dernier l'ayant assuré de son appui, le procès-verbal est transmis au Juge de Paix.

L'industriel intervient cependant auprès du Préfet et s'étonne « de la confiance de Lachave pour l'affirmation d'un enfant (36). » Sa démarche semble couronnée de succès, puisque plusieurs mois après, le Ministre fait part de sa surprise que le procès-verbal en question, « transmis au juge de paix du canton, soit resté entre les mains du commissaire de police chargé des fonctions du ministère public, sans recevoir aucune suite (37). »

Le Préfet, visiblement soucieux de se ménager les influences politiques de Fontaine-Gris, lui répond que les opinions politiques de ce dernier, « essentiellement conservatrices, lui ont suscité des ennemis, dont l'influence n'a peut-être pas été étrangère à la rédaction du procès-verbal », et qu'il est d'ailleurs à regretter que Lachave ait « constaté sans avertissement préalable une contravention au sujet de laquelle » Monsieur Fontaine-Gris avait certainement fait les « recommandations les plus pressantes (38). »

Cette explication modifie l'attitude du Ministre et l'amène à passer l'éponge sur l'infraction pourtant flagrante, commise par un membre même de cette Commission de Surveillance chargée de veiller à la bonne exécution de la loi : « M. Fontaine-Gris comprend trop bien sans aucun doute la haute moralité d'une loi à l'exécution de laquelle il prête son concours comme inspecteur, pour ne pas l'appuyer encore, dans la haute situation industrielle qu'il occupe, de l'autorité de son exemple », et le procès-verbal dressé contre lui ne constituera qu'un « avertissement salutaire. »

(36) Celui-ci est d'ailleurs victime de sa déposition, puisqu'on apprend quelques jours plus tard que Fontaine-Gris l'a renvoyé de son usine.

(37) Lettre du 9 octobre 1844, adressée par le Ministre au Préfet de l'Aube. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(38) Lettre adressée le 13 octobre 1844 par le Préfet de l'Aube au Ministre. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

§ 4. — *La condition des enfants après la loi de 1841.*

La durée effective du travail des enfants dans les manufactures est désormais limitée, mais les deux heures d'enseignement scolaire qui s'y ajoutent, ne leur laissent pas beaucoup de temps de liberté.

Dans les manufactures de Troyes, où 125 enfants environ sont occupés, le travail commence le matin à 6 heures pour se terminer le soir à 20 heures pendant l'été, et à 7 heures 30 jusqu'à 21 heures durant l'hiver (39), soit environ 14 heures de présence et 11 heures de travail effectif, puisque de 9 à 11 heures, les jeunes ouvriers fréquentent l'école spéciale de la rue du Flacon, et que l'après-midi, une heure, de 2 à 3, est consacrée au repos.

Cet horaire est sensiblement celui de toutes les manufactures, celui des deux filatures d'Arcis-sur-Aube, de la filature de Lenclos, près de Bar-sur-Seine.

Le travail n'est pas fatigant en lui-même, mais il nécessite une certaine attention et oblige les enfants à conserver toujours la position debout : il consiste à « enlever les bobines épuisées et à les remplacer par d'autres et à renouer les fils qui se cassent de loin en loin. » Dans les filatures de laine, la tâche des plus habiles consiste à « enlever les nœuds qui peuvent se trouver dans la laine au sortir du peigne (40). »

Les enfants qui travaillent dans les ateliers comprenant moins de vingt ouvriers, ou ceux qui sont employés dans les petits ateliers familiaux, échappent à la protection de la loi. Sous prétexte de ne pas troubler l'autorité paternelle et de ne pas violer le secret du foyer, le législateur a permis la continuation des abus et des excès, qui avaient pourtant été constatés et réprouvés.

Dans les petites fabriques de bas de la région d'Arcis-sur-Aube et de Romilly surtout, des enfants à peine en adoles-

(39) Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(40) Les filatures d'Arcis emploient une dizaine d'enfants, celle de Lenclos une trentaine, tous fils des ouvriers employés à la filature. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

cence sont poussés par « la cupidité de parens avides » à tricoter sur un métier et ruinent leur santé « au moment où la nature a besoin de toutes ses ressources pour favoriser leur croissance (41). »

Dès l'âge de 9 ou 10 ans, ils passent leurs journées moins dans des ateliers que « dans des bouges enfumés, humides et infects (42) », dans « des cloaques infects et insalubres, où leurs santés autant que leurs mœurs, au milieu de jeunes gens pour la plupart sans principe, sont corrompues avant qu'ils aient pu acquérir les premières notions de la morale dans les écoles (43). »

Les difficultés du développement physique des jeunes ouvriers, jointes à l'immoralité du milieu avec lequel ils se trouvent en contact à l'atelier, tendent à l'abatardissement de la population « comme on en peut juger dans nos pays où le recrutement rencontre tant de cas de réforme. »

La mortalité est très grande, la phtisie exerce ses ravages et il est peu de ces travailleurs qu'on voit atteindre un âge avancé.

§ 5. — *Le projet de loi de 1847.*

La loi de 1841 qui ouvre la voie à la législation du travail est donc imparfaite et insuffisante. Elle n'est qu'« une loi d'essai qui n'a pu concilier tout d'un coup le besoin des familles pauvres et les exigences des manufactures où le travail des enfants est lié au travail des adultes (44). »

Le chiffre de 8 heures qui limitait la durée du travail des enfants de moins de douze ans, ne se prêtait pas aux combinaisons du travail. Si on avait réglé celui-ci par demi-journées, il eut été plus facile au manufacturier d'avoir deux enfants pour un ouvrier, tandis qu'il est beaucoup

(41) Rapport de l'Inspecteur du travail des enfants dans les Manufactures d'Arcis-sur-Aube, en date du 4 décembre 1845. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(42) Arcis-sur-Aube, février 1847. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(43) Arcis-sur-Aube, octobre 1848. Archives de l'Aube, M 12 b 1.

(44) Délibération de la Chambre de Commerce de Troyes sur le projet de loi relatif au travail des enfants (janvier 1848). Archives de l'Aube, M 12 b 1.

moins commode de faire reprendre par un remplaçant la besogne interrompue aux trois-quarts ou aux quatre-septièmes de la journée (45).

D'autre part, les établissements industriels français ne se trouvent pas agglomérés dans des centres comme en Grande-Bretagne, mais souvent disséminés dans les campagnes. En dehors des enfants d'ouvriers, il est fort difficile de trouver des jeunes garçons ou des jeunes filles pour travailler à la manufacture et le fabricant se trouve dans l'impossibilité d'organiser des relais.

Devant ces difficultés — qui incitaient beaucoup d'industriels à éluder purement et simplement l'application de la loi, — devant la mollesse avec laquelle certains inspecteurs remplirent leur mission, le gouvernement proposa, en 1847, d'étendre la surveillance à tous les établissements industriels sans distinction, d'élever à 10 ans le minimum d'âge et de limiter à 12 heures le maximum de la durée du travail, en laissant au gouvernement le soin de régler la matière par ordonnances (46).

Ce projet fut modifié par la Commission de la Chambre des Pairs qui prétendit limiter la surveillance aux ateliers employant au moins, soit 10 personnes de tout âge et de tout sexe, soit 5 personnes, enfants, adolescents ou femmes ; les autres prescriptions de la loi de 1841 étaient conservées, mais la limitation à 12 heures de la durée quotidienne du travail des adolescents, était applicable aux femmes et aux filles, quel que fut leur âge.

Il prévoyait, en outre, la création d'un corps d'inspecteurs salariés.

Ce projet qui constituait une amélioration considérable de la loi de 1841, laissait encore en dehors de la protection du législateur, tous les petits artisans, les petits fabricants n'employant que quelques ouvriers.

La Chambre de Commerce de Troyes, consultée sur ce projet, nomma une commission composée de MM. Fontaine-

(45) Levasseur, ouvrage cité, l. V, ch. iv.

(46) Levasseur, id.

Gris, Douine et Anner-André, pour en effectuer l'étude. Les manufacturiers troyens, souhaitant que l'influence de la loi « ne s'arrête... que devant l'inviolabilité du foyer domestique », s'élevèrent avec vigueur contre la distinction faite entre le petit atelier « où un maître sans instruction et souvent aux prises avec le besoin », impose aux enfants un travail excessif, et les grandes manufactures, à la tête desquelles « se trouvent des hommes dont l'intelligence et les vues généreuses ont été développées par l'éducation » ; ce n'est pas dans les grandes fabriques, prétendent-ils, que se réfugient les ouvriers dépravés, mais dans les petits ateliers où ils donnent « le spectacle dégoûtant de leur débauche et de leur immoralité (47). »

En ce qui concerne les dispositions relatives à l'instruction, le seul moyen d'en assurer la stricte application était évidemment de conférer à la loi une portée générale afin d'éviter que les enfants désertent « les grandes fabriques pour se porter dans les ateliers où ils ne seront pas astreints à l'obligation de fréquenter l'école. »

La Révolution de 1848 interrompit la discussion et l'étude de ce projet, et le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire de la République rendait un décret limitant à 10 heures par jour pour Paris et à 11 heures pour les départements, la durée du travail des ouvriers dans les usines, ateliers et manufactures, sans qu'aucune disposition particulière ne vint régler le travail des enfants.

(47) Délibération de la Chambre de Commerce de Troyes sur le projet de loi relatif au travail des enfants (janvier 1848). Archives de l'Aube, M 12 b 1.

CHAPITRE IX

Les sociétés de secours mutuels.

SECTION I. — LA MUTUALITÉ A TROYES

§ 1. — *La naissance des sociétés de Secours mutuels.*

Durant la Monarchie de Juillet, de nombreuses sociétés de secours mutuels virent le jour. Certaines, telles celles de Paris, donnèrent aux ouvriers l'occasion de tourner la prohibition de l'association, et leur permirent, sous couvert de philanthropie, de mener une action politique (1). Ces « sociétés de résistance », caractérisées par le fait qu'elles distribuaient des secours aux ouvriers grévistes, cristallisèrent tous les éléments actifs de la classe ouvrière.

Les sociétés de secours mutuels troyennes s'interdirent toute activité politique et se bornèrent à secourir les nécessiteux, à qui la maladie ou l'invalidité ne permettaient plus de travailler. Les ouvriers, qui ne touchaient pas un salaire suffisant pour pouvoir épargner, puisque le plus souvent ce salaire ne leur laissait même pas la possibilité d'améliorer leur condition, se trouvaient à la merci du moindre accident qui les arrêtait dans leur travail.

L'organisation de l'entraide mutualiste leur apporta les secours indispensables pour subsister.

On ne trouve trace d'aucune association mutualiste dans la région troyenne, ni au XVIII^e siècle (2), ni sous la Révolution, ni sous l'Empire. Mais l'éveil de l'idée mutualiste se

(1) Les prescriptions de la loi Le Chapelier des 14-17 juin 1791 prohibant toutes les associations de gens du même métier, furent reprises par le Code pénal de 1810, qui interdit les associations de plus de 20 personnes. En fait, l'administration témoigna d'une certaine tolérance et accorda l'autorisation à certaines associations de plus de 20 personnes.

(2) A l'exception des confréries de Ville-sur-Arce et du groupement des écorcheurs de la ville de Troyes.

fit de bonne heure dans le département. Dès le mois d'août 1816, une association de bienfaisance dont le sous-préfet et le maire sont de droit les directeurs, se crée à Arcis-sur-Aube ; elle secourt ses membres malades et besogneux.

A Troyes, le développement de la mutualité est dû à deux hommes, d'origines bien différentes, mais tous deux dévoués à l'amélioration de la condition ouvrière : Janson-Patte, patron bonnetier et Laffrat, prote d'imprimerie.

En 1814, Eugène Janson-Patte forme entre ses ouvriers une Société de Prévoyance qui, à partir du 4 février 1827, admet les ouvriers des autres maisons et devient la « Société de Secours Mutuels et de Prévoyance des Bonnetiers de la Ville de Troyes (3). »

Quant à Laffrat (4), il s'affirme de bonne heure partisan de l'association ouvrière, puisque dès 1819, à l'âge de 18 ans, « convaincu des heureux bienfaits que devait produire la mutualité parmi les ouvriers », il réussit à réunir autour de lui quelques ouvriers de sa profession, et à établir les bases d'une société de Secours Mutuels dans la typographie troyenne (5). Ses efforts n'aboutirent pas, car des dissensions intérieures ne tardèrent pas à entraîner la dissolution de la société qui, après deux années d'existence, disparut d'autant plus facilement que « la société n'était point sous l'égide de l'administration (6). »

Cet insuccès ne le décourage pas : affligé des misères que « les maladies et les infirmités font peser à chaque instant sur l'ouvrier et sur sa famille », Laffrat sollicite de l'administration préfectorale l'autorisation de créer une seconde société de secours mutuels, autorisation qui lui fut refusée (7). Deux tentatives, deux insuccès.

En Janvier 1834 les statuts d'une nouvelle société furent

(3) Louis Morin, Historique des Unions de Sociétés de Secours mutuels à Troyes.

(4) Voir page 136, note 8.

(5) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(6) Les sociétés de Secours mutuels de Troyes : Analyse historique sur la part active qu'a prise Laffrat (Nicolas) dans leur formation (Troyes 1854). Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(7) Voir supra, note 1.

soumis à l'autorisation du préfet de l'Aube. Malheureusement, nous sommes à l'époque des événements de Lyon et du projet de loi sur les associations « présenté aux chambres par le Gouvernement », et Laffrat peut avec raison avoir des craintes sur le sort de sa demande. Il en est d'autant plus profondément atteint qu'il n'a aucune intention politique et désire seulement organiser une œuvre d'assistance.

Il adresse au « Journal de l'Aube » une lettre ouverte à M. Thiers, Ministre de l'Intérieur, publiée dans le numéro du 5 mars 1834, dans laquelle il expose ironiquement que l'activité de la Société de Secours Mutuels qu'il veut fonder ne peut gêner le gouvernement car elle n'a qu'un but d'entr'aide ; et « ... comme la sympathie pour le bien n'est généralement pas très grande, le nombre des sociétaires ne sera guère au delà de trente ; ainsi vous jugez tout d'un coup, Monsieur, combien il pourrait y avoir à craindre d'une société de trente hommes, au milieu d'une population de 30.000 âmes. » Les autorités n'auront pas à prendre ombrage du caractère perpétuel de la société, car son but étant de réunir ses membres pour qu'ils se secourent mutuellement, ladite société ne pourrait se dissoudre que lorsque ses membres n'auront plus besoin de secours « c'est-à-dire jamais ; car Monsieur, nous autres ouvriers, nous travaillons longtemps et beaucoup pour être long-temps pauvres. »

La société des Typographes obtint cependant l'autorisation ministérielle en 1834.

§ 2. — *Leur fonctionnement.*

La Société de Secours Mutuels des Bonnetiers ne fut autorisée que le 15 avril 1837. Aux termes de ses statuts (8), cette société qui s'interdit « formellement toute discussion étrangère au but de son institution », a pour but de « soulager ceux de ses membres qui tomberaient malades et ceux

(8) Statuts de la Société de Secours mutuels et de Prévoyance des Bonnetiers de la ville de Troyes. Archives de l'Aube, M 3 C 3.

qui, par leur âge ou leurs infirmités, se trouveraient dans l'incapacité de travailler. »

Elle admet les personnes de 16 à 40 ans de n'importe quelle profession, moyennant le versement d'une somme de 6 francs et la présentation d'un certificat du médecin de la société, attestant que le nouveau membre n'est atteint d'aucune maladie.

Six syndics, nommés tous les trois ans par la voie du scrutin, ont mission de visiter tous les deux jours les sociétaires malades de leur quartier, et de leur porter les « secours accordés par le règlement. »

La cotisation est de 20 centimes par semaine. Le sociétaire, reconnu malade par le médecin de la société, reçoit 75 centimes par jour, pendant les dix premiers mois de sa maladie et 50 centimes seulement pendant le complément de l'année, « passé laquelle année, il ne sera plus rien dû au malade, à moins qu'il n'ait droit à la pension. »

Les secours ne sont alloués qu'à partir du troisième jour de la maladie ; toutefois si celle-ci dure plus de six jours, l'indemnité quotidienne est payée dès le premier jour de l'arrêt du travail.

Les « maladies de débauche » n'ouvrent pas le droit à l'assistance de la société, notamment « celles produites par excès de boisson et celles de libertinage, pendant la durée desquelles maladies, le sociétaire demeure assujetti au versement. »

En cas de décès, la société accorde 18 francs pour les frais funéraires et oblige tous les sociétaires à assister aux obsèques du membre décédé « à peine d'un franc d'amende. »

Les infirmes et les malades incurables qui, à l'âge de 60 ans, ont fait partie de la société pendant 20 ans au moins, sont reconnus comme pensionnaires : ils touchent une rente viagère de 50 centimes par jour, payable mensuellement. Toutefois, ceux « qui se trouveraient hors d'état de travailler et qui n'auraient ni l'âge, ni le nombre d'années de souscription à ladite société », peuvent néanmoins recevoir quelque indemnité.

Tour à tour, dans les années qui suivirent, les tanneurs et mégissiers, les ouvriers tailleurs, les menuisiers, ébénistes et tourneurs se réunirent en société de secours mutuels et firent appel à Laffrat pour « faire toutes les démarches et écritures nécessaires. »

De leur côté, les fileurs, les cordonniers et les peintres créèrent des sociétés mutualistes à l'imitation de celles qui existaient déjà, si bien que les statuts des neuf sociétés de secours mutuels qui se formèrent à Troyes durant la Monarchie de Juillet, ne présentent aucune particularité les uns par rapport aux autres (mises à part les différences résultant des conditions professionnelles), ayant tous été rédigés ou inspirés par les mêmes hommes.

A la Société de Secours Mutuels et de Prévoyance des Fileurs et autres de la Ville de Troyes, dont les statuts furent autorisés le 24 août 1845, les cotisations sont de 1 fr. 50 par mois (9).

Les membres malades reçoivent un secours quotidien de 1 fr. 25 centimes, et si la durée de la maladie excède l'année, une pension provisoire de 100 francs par an, prélevée sur chaque sociétaire par une cotisation extraordinaire.

Au cas d'incapacité de travail, celui qui a fait partie de la société pendant 15 ans au moins, touche une pension de 75 centimes par jour.

En dehors de la ville de Troyes, il ne se forme aucune société de Secours Mutuels dans le département, durant la Monarchie de Juillet, et l'existence de celles qui s'y créèrent entre 1848 et 1850 fut de courte durée.

La Société des Bonnetiers de Méry-sur-Seine fut fondée le 1^{er} décembre 1849 (10). L'Association Fraternelle des Travailleurs du canton de Romilly (Société des Bonnetiers de Romilly), fondée en mai 1850, comprenait déjà 250 membres deux ans plus tard, pour la plupart bonnetiers.

(9) Statuts de la Société de Secours mutuels et de Prévoyance des Fileurs et autres de la ville de Troyes. Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(10) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

Ces deux associations furent dissoutes par arrêté du 15 janvier 1852 du « général commandant l'état de siège de la 6^e subdivision militaire », pour avoir mené une activité politique, sous le couvert de la bienfaisance. « Composées d'hommes notoirement connus comme hostiles au gouvernement et imbus de principes subversifs, elles n'étaient en réalité qu'un foyer de propagande qu'il importait essentiellement à la cause de l'ordre de ne pas laisser subsister (11). »

Cette opinion semblerait devoir être confirmée par le fait qu'au mois de novembre 1850, soit six mois après sa fondation, la Société des Bonnetiers de Romilly comptait 130 membres, chiffre jamais atteint après plusieurs années d'existence par la société la plus florissante de Troyes.

On est donc en droit de supposer que cette association menait une activité spéciale, plus propre encore que l'entraide et la solidarité à attirer les ouvriers.

SECTION II. — LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES ET LES PROJETS DE RÉFORME.

La situation des sociétés de secours mutuels de Troyes ne fut jamais prospère parce que jamais elles ne purent réunir un nombre suffisant d'adhérents. Parmi celles qui se rattachent à l'industrie textile, la Société des Bonnetiers, créée en Mars 1827, possédait un capital de 6.500 francs en 1850 et ne groupait que 82 membres, alors que les ouvriers bonnetiers troyens étaient près de 2.000 (12).

La Société des Fileurs ne comprend à la même époque que 83 cotisants et ne dispose que d'un capital de 3.197 francs, ce qui ne manque pas de soulever les inquiétudes de ses dirigeants qui prévoient qu'avant peu d'années, l'intérêt des fonds que la société aura en caisse ne suffira pas à payer les pensionnaires qu'elle sera susceptible d'avoir et

(11) Lettre du Préfet de l'Aube du 10 août 1852, citée par Louis Morin, *Historique des Unions de Sociétés de Secours mutuels à Troyes*.

(12) Elle avait distribué à cette date à ses membres en secours de maladie, pensions, et frais funéraires, une somme de fr. 4,844.15.

que viendra le moment où elle ne pourra plus tenir ses engagements.

L'intérêt bien compris des ouvriers devrait pourtant les amener à s'inscrire à une société de Secours Mutuels, mais leur insouciance naturelle fait qu'ils « travaillent au jour le jour sans s'inquiéter du lendemain (13). » Pour beaucoup, d'autre part, la moindre cotisation représente une privation qu'ils ne peuvent se permettre, étant donnée la modicité de leur salaire ou leurs charges de famille (14).

L'adhésion des ouvriers aux sociétés de Secours Mutuels n'est d'ailleurs pas encouragée par les maîtres qui craignent de « voir les ouvriers se réunir » soit pour avoir une influence sur l'élévation des salaires, soit pour livrer aux travailleurs des entreprises concurrentes les secrets de leurs ateliers (15).

Les pouvoirs publics, qui ne sont pas sans se rendre compte de la situation difficile des sociétés mutualistes et qui comprennent qu'à défaut de l'initiative privée, les charges supportées par ces sociétés devront l'être par la collectivité, leur accordent quelques subventions : le Conseil Général de l'Aube alloue aux neuf sociétés de Troyes un secours de 500 francs en 1845 et de 1.200 francs en 1852 (16).

De « généreux citoyens » inscrits en qualité de membres honoraires apportent également leur cotisation annuelle, des « médecins, vrais philanthropes » accordent gratuitement aux sociétaires malades « leurs soins et les secours de leur art », tel Michaux-Laperrière pour la Société des Bonnetiers.

Ces subventions restent insuffisantes pour soulager effi-

(13) Anner-André, Rapport sur les Associations de Secours mutuels. Mémoires de la Société d'Agriculture de l'Aube (février 1849).

(14) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(15) Anner-André, ouvrage cité.

(16) La lecture de l'adresse de remerciements envoyée par les dirigeants de ces Sociétés en 1852 au Conseil général de l'Aube permet de se rendre compte de l'intérêt et de l'enthousiasme apporté par les ouvriers à la prospérité de l'association dont ils font partie. L'expression y est certes emphatique, mais ne manque pas d'être émouvante : « ...Honneur et reconnaissance vous soient rendus ! Voilà l'expression sincère et consciencieuse des ouvriers dont nous sommes ici les faibles organes : soyez-en convaincus, c'est l'expression du sentiment, car l'ouvrier ne connaît pas la flatterie, c'est son cœur qui parle. »

cacement les sociétés des lourdes charges qu'elles supportent. Pour poursuivre le but qu'elles s'étaient assignées, il devenait évident qu'il fallait envisager la réforme de leur fonctionnement ou une importante participation financière de l'Etat.

Envisageant ce premier point de vue et la possibilité, devant les résultats déjà obtenus, de généraliser le principe de la mutualité, Laffrat provoque en 1847 une réunion des Sociétés de Secours Mutuels, destinée à étudier « la création d'une Caisse Centrale qui aurait pour but de remplir les lacunes laissées par les Règlements, soit pendant le noviciat, soit par la trop longue durée des maladies. » Cette Caisse Centrale aurait été gérée par une commission composée d'un délégué de chaque société et les capitaux auraient été « le produit d'offrandes libres faites par les membres de chaque société, en assemblée. »

C'est exactement le principe des caisses de réassurance permettant l'allocation de secours pendant une durée de temps plus longue que celle prévue aux statuts.

Les événements de 1848 intervinrent sur ces entrefaites et entravèrent la réalisation de ce projet. En 1849, Laffrat, toujours aussi persévérant quand il s'agissait de l'amélioration de la condition ouvrière, fit une nouvelle tentative, mais cette fois des dissensions s'élevèrent entre les sociétés ; de plus, à la même époque, un nouveau projet de loi sur les associations était présenté par le Ministre des Travaux Publics (17).

En 1849, au Conseil Général de l'Aube, Gréau aîné fait le bilan de l'activité des sociétés de secours mutuels, après douze années de fonctionnement. Il constate qu'une société a d'autant plus de facilités pour subvenir à ses besoins que le nombre de ses associés est plus grand « puisqu'avec la modique cotisation de 20 centimes par semaine, au bout de 12 ans par exemple, la perte sur le produit des cotisations pour un nombre d'associés déterminé n'a été que de 43 %,

(17) Les Sociétés de Secours mutuels de Troyes. Analyse historique sur la part active qu'a prise Laffrat (Nicolas) dans leur formation (Troyes 1854). Archives de l'Aube, M 3 c 3.

tañdis que dans le même temps, elle a été de 50 % sur un nombre de sociétaires qui n'en est que la moitié. »

Devant la nécessité d'augmenter le nombre des associés, il propose une solution, assez audacieuse pour l'époque : une cotisation obligatoire de 10 francs par année, provenant d'une retenue de 2 % effectuée sur le salaire de l'ouvrier, qu'il évalue en moyenne à 500 francs par an. Le produit de ces cotisations ferait une caisse de « 100 millions dès la première année, en n'appelant sur les 36 millions d'habitants de la France que 10 millions de souscripteurs » et qui, pour le seul département de l'Aube, permettrait de disposer d'un capital de 80.000 francs.

Le système préconisé est celui d'une assurance obligatoire avec une seule cotisation : la cotisation ouvrière.

*
* *

La réforme des sociétés de secours mutuels était donc à l'ordre du jour, au sein même de ces associations et au sein des pouvoirs publics. L'Etat se devait d'intervenir pour aider l'initiative privée, qui affranchissait le trésor public de charges considérables.

Le 11 décembre 1849, l'Assemblée Nationale, sur la proposition de M. Dumas, Ministre de l'Agriculture et du Commerce, vota « un projet de loi ayant pour objet de dissoudre toutes les sociétés de secours mutuels pour en créer de nouvelles sur les bases établies par ledit projet (18). »

Les sociétés intéressées qui n'avaient pas été consultées, trouvant dans ce projet « une atteinte grave à leur existence », formèrent une Commission présidée par Laffrat et rédigèrent en commun des Observations et des Questions « concernant les conditions de leur existence et de leur fonctionnement » qu'elles adressèrent au Ministre (19).

(18) Louis Morin, Historique de la Société générale de Secours mutuels de Troyes, p. 13.

(19) Observations et questions relatives au projet de loi concernant les Sociétés de Secours mutuels, par les Sociétés de la ville de Troyes à M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce. Archives de l'Aube, M 3 3 3.

Les membres de cette Commission s'élevèrent particulièrement contre l'article 5 du projet, qui retirait à l'élection la nomination des président et vice-président des sociétés pour la confier au président de la République : « ... les travailleurs ne sauraient adopter une pareille condition. L'ouvrier n'est-il pas déjà assez malheureusement partagé sans qu'il subisse encore le joug d'une tutelle pour la gestion de l'obole qu'il détourne de son labeur ? Obole, qui est le prix de sa sueur, de son sang et dont il prive son existence et celui de sa propre famille... Laissez donc au propriétaire la jouissance de son patrimoine (20). »

Ce n'est que dans le courant de l'année 1850 que le Ministre de l'Agriculture et du Commerce organise une enquête auprès de chaque société pour connaître leur fonctionnement et le bilan de leur activité depuis la date de leur fondation.

Ce projet aboutit au décret organique du 26 mars 1852 qui pose en principe que chaque commune doit avoir sa société de Secours Mutuels, établie « par les soins du maire et du curé, après avis du Conseil Municipal en reconnaissant l'utilité. »

Malgré le vœu des sociétés intéressées, le président en est nommé par le Président de la République, sans qu'aucune limite soit assignée à la durée de ses fonctions (21).

L'intervention de l'Etat ne se limite pas aux Sociétés de Secours Mutuels, car c'est également en 1850 que fut créée la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle a mission de faire fructifier les sommes les plus minimes, d'en capitaliser les intérêts et de constituer à ses adhérents des rentes viagères, le maximum des rentes susceptibles d'être inscrit sur une même tête étant de 1.200 francs.

(20) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(21) Dès les premiers jours de l'Empire, le gouvernement se rendit compte que cette immobilité constituait un danger « en établissant à côté de l'Administration des individualités influentes qui gênent d'une manière fâcheuse l'action administrative, et dont le mauvais vouloir est d'autant plus à craindre, quand il existe, qu'il trouve à s'appuyer sur une plus complète indépendance... » Archives de l'Aube, M 3 c 3.

L'initiative privée ne reste pas en arrière ; certains manufacturiers, des membres des professions libérales publient en 1851 les projets de statuts d'une Banque de Bienfaisance de l'Aube (22), au capital de 400.000 francs, ayant pour objet « l'administration et l'exploitation d'une Banque d'es-compte, dont les produits, après prélèvements des frais et de l'intérêt des capitaux, seront consacrés exclusivement au soulagement des ouvriers nécessiteux de la ville de Troyes et à l'encouragement de l'instruction des classes pauvres de l'arrondissement de Troyes. »

La somme de 400.000 francs destinée à former le capital social devait être réunie par souscription, mais la Banque de Bienfaisance de l'Aube ne vit jamais le jour.

SECTION III. — LES CAISSES D'ÉPARGNE.

Nous ne saurions terminer ce chapitre sans mentionner une autre tentative pour essayer de parer à l'insécurité du lendemain, à laquelle se trouve exposée la classe ouvrière : la création des Caisses d'Épargne, instituées dans le but de remédier à la détresse des populations industrielles lorsqu'il se présente « à des intervalles de temps trop rapprochés, des années où le besoin de la dépense l'emporte chez le peuple sur les moyens d'économie... (23). »

En France, la première Caisse d'Épargne et de Prévoyance se forme en 1818. L'Allemagne, depuis 1765, l'Angleterre, depuis 1790, comptaient quelques institutions créées dans des buts identiques (24).

Les débuts de la première caisse française s'étant révélés satisfaisants, une ordonnance royale du 1^{er} août 1821 en

(22) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(23) La Caisse d'Épargne et les ouvriers. Leçon donnée au Conservatoire royal des Arts et Manufactures, le 22 mars 1837, par le baron Charles Dupin.

(24) L'initiative d'une banque des pauvres, comme M^{me} Wakefield appela la Caisse d'Épargne qu'elle établit en 1790 à Tottenham (Middlesex) revient pourtant à un Troyen, Hugues Delestre, lieutenant civil au siège royal de Troyes, qui dès 1611, avait rédigé « le premier plan du mont-de-piété français » qu'il avait dédié à la Reine, et qui était celui d'une Caisse d'Épargne ; mais ce plan ne fut jamais exécuté. Levasseur, ouvrage cité l. III, ch. v, p. 645.

autorise l'établissement dans treize autres villes du Royaume, dont Troyes. Quelques années plus tard, Nogent-sur-Seine, puis Arcis-sur-Aube, bénéficient d'une semblable faveur.

Afin de donner au système son développement maximum, des succursales furent ensuite ouvertes à Romilly (1838) dont la population de « 3.314 individus se compose en grande partie d'ouvriers, qui là, comme ailleurs, absorbent le produit de leur travail au fur et à mesure qu'ils le reçoivent, sans s'inquiéter s'ils pourront ou non satisfaire à des besoins imprévus (25) », à Villenauxe (1839) et enfin à Marcilly-le-Hayer (1855).

Les règlements de ces caisses sont établis de manière à inciter les ouvriers à effectuer des dépôts leur permettant, dans le cas de chômage ou de maladie, de disposer d'un petit capital constitué par des versements successifs de petites sommes : le chiffre minimum des sommes acceptées à chaque versement est fixé à un franc ; les bureaux ne sont ouverts que le dimanche de midi à deux heures, afin « d'épargner les pertes de temps dont les ouvriers ont tant de peine à disposer (26). »

Les ouvriers du département ne semblent malheureusement pas montrer un grand enthousiasme pour cette nouvelle institution ; on voit à plusieurs reprises le directeur de la Caisse de Troyes souhaiter voir augmenter le nombre des déposants dans la classe ouvrière et inviter les manufacturiers à éclairer les ouvriers qui travaillent sous leurs ordres.

Cette attitude n'est pas pour nous étonner car nous retrouvons au sujet des Caisses d'Epargne le même désintéressement que la population ouvrière montre à l'égard des sociétés de secours mutuels, des conseils de prud'hommes et de toutes les institutions créées en sa faveur.

(25) Archives de l'Aube, M 3 c 3.

(26) Annuaire de l'Aube. Année 1829.

CHAPITRE X

La Famille ouvrière et le mariage.

Si la vie de famille reste réduite à sa plus simple expression, c'est que pour l'ouvrier, l'homme de peine, le mariage n'est pas une impossibilité absolue, mais « une affaire longue, difficile, coûteuse et même parfois insoluble lorsque la charité privée » ne vient pas à son secours (1).

Sous l'Empire, le procureur général à la Cour de Cassation, M. Merlin, ayant consulté le préfet de police sur la situation de certaines classes de la population parisienne, en vue d'un procès intenté contre un ouvrier qui, sans être marié, avait « attribué à son fils naturel la qualité d'enfant légitime, » apprit que « les ouvriers vivaient avec des femmes qu'ils rendaient mères, mais qu'en fait nul lien légal n'unissait ceux-là à celles-ci et que le mariage était tombé en désuétude dans une notable partie du peuple. »

Pour l'année 1817, la capitale compte 10.000 enfants illégitimes sur 23.000 naissances ; sur ce total, d'ailleurs, 7.800 seront recueillis comme enfants trouvés (2).

Et le mariage de l'ouvrier reste une chose si exceptionnelle que la discussion de la loi du 3 juillet 1846, destinée à faciliter le mariage des pauvres gens, arrache ce cri à un homme fort connu : « ces gens se marient donc quelquefois ? ma foi, j'en doute guère (3). »

Les causes de cette déchéance morale sont diverses : Il faut citer en premier, l'ignorance : les pauvres connaissent rarement l'orthographe exact de leurs nom et prénoms, de leur lieu de naissance ; les déclarations de naissances con-

(1) Discussion du projet de constitution (22 juin 1848). Note ayant pour objet d'obtenir une addition à l'article 9 du projet relatif au droit d'Assistance, par Jules Gossin, avocat à la Cour d'Appel de Paris, 12, rue Garancière. Document communiqué par M. Morin.

(2) Germain Martin, ouvrage cité, p. 343.

(3) Jules Gossin, ouvrage cité.

tiennent très souvent des erreurs qui nécessitent des jugements de rectification d'état-civil, donc des frais qu'ils sont incapables de supporter ; d'ailleurs, ne connaissant « ni les lois, ni les affaires », ils ne sont pas à même de provoquer des actes de notoriété ou des jugements.

D'autre part, les liens de famille n'existent pas : ses membres s'éparpillent rapidement et la famille disparaît en l'espace de douze ou quinze ans. Le père la quitte un jour, sans donner de ses nouvelles, la mère en fait autant, se faisant passer pour la femme de l'individu avec lequel elle entretient des relations immorales : lorsqu'elle vient à mourir, elle est inscrite avec « la qualité de femme de ce même homme », ce qui n'est pas pour aider les enfants légitimes quand ils veulent se marier. De leur côté, « les fils vont chercher leur vie », « les filles entrent en condition ou se perdent dans les fabriques. »

Conscients de cette déchéance, 192 membres de l'Institut de France, appartenant aux cinq Académies, publient en février 1846, un mémoire attirant l'attention du gouvernement « dans le double intérêt de la morale et de la tranquillité publique », sur la nécessité de diminuer les difficultés pécuniaires qui entravent « le mariage civil et religieux des pauvres (4). » Le mariage est en effet cher et les hommes qui vivent au jour le jour du salaire de leur travail trouvent difficilement de quoi payer les frais et honoraires des officiers publics.

L'expérience montre que le premier soin de l'homme et de la femme du peuple, dès qu'ils sont mariés, est de retirer des hospices, les enfants qui y sont, souvent depuis huit ou dix années. Le mariage gratuit est donc non seulement une mesure de moralité publique, mais une « mesure de bonne administration et une évidente et immense économie », car, non seulement les enfants sont éduqués et protégés au sein de la famille, mais encore, la société économe, de ce fait, des frais d'hospice et d'hôpitaux.

Cette intervention de l'Institut de France, aboutit à l'ar-

(4) Jules Gossin, ouvrage cité.

ticle 8 de la loi du 3 juillet 1846, selon lequel les extraits des registres de l'état-civil, les actes de notoriété, etc..., ainsi que toutes les pièces nécessaires à la célébration du mariage sont « visés et enregistrés gratis ; » cette mesure fut d'ailleurs rendue illusoire par l'ordonnance du 30 décembre 1846 limitant le bénéfice de cet article 8 aux porteurs d'un « extrait du rôle des contributions, constatant qu'ils payent moins de 10 francs, ou d'un certificat du percepteur », et d'un certificat d'indigence délivré par le commissaire de police ou le maire, visé et approuvé par le sous-préfet. De plus, les actes doivent mentionner expressément « qu'ils sont destinés à servir à la célébration d'un mariage entre personnes indigentes. »

Tout ce formalisme, ces nombreuses démarches pour obtenir un certificat d'indigence, représentent une perte de temps, donc d'heures de travail, « dont la valeur est le plus souvent supérieure au prix des actes qu'on veut avoir gratuits. » Le bénéfice de la loi du 3 juillet 1846 est donc réduit à rien.

De plus, en exigeant que l'indigence soit constatée en termes exprès, le législateur n'a même pas eu le bon esprit de respecter la pudeur de ceux qui hésiteront à avouer leur dénuement.

Ce n'est qu'avec la loi du 12 décembre 1850 qu'il s'efforcera de pallier aux difficultés relatives à l'orthographe des noms, puisqu'à partir de cette époque, les pièces nécessaires au mariage des indigents, à la légitimation de leurs enfants naturels et au retrait de leurs enfants déposés dans les hospices, sont réclamées et réunies par les soins de l'officier de l'état-civil de la commune dans laquelle les parties déclarent vouloir se marier.

CONCLUSION

L'historique que nous nous sommes efforcé de retracer nous a montré qu'entre le XVIII^e et la première moitié du XIX^e siècle, la condition ouvrière n'a guère évolué : l'ouvrier travaille toujours beaucoup pour gagner peu et vit dans la même insécurité du lendemain.

Jusqu'à la Révolution, la question sociale ne se pose pas. C'est le régime de la petite industrie qui prédomine : les travailleurs dispersés en ville et dans la campagne ne peuvent prendre conscience de leurs intérêts collectifs, et leur principale préoccupation concerne les disettes trop fréquentes et la cherté de vivres. « La grande distinction que font les sans-culottes, ce n'est pas celle de patrons et d'ouvriers, mais bien celle de riches et de pauvres (1) », et, si au cours de la Révolution, l'action des masses ouvrières fut souvent primordiale, « c'est moins comme ouvriers que comme prolétaires, menacés sans cesse par la famine. »

Cette question sociale commencera seulement à se poser avec le régime de la grande entreprise. Par un curieux contraste, la législation refuse le droit d'association aux travailleurs, au moment même où la civilisation industrielle les contraint à se concentrer dans les agglomérations. Perdus dans la masse, dans leur travail et en dehors de leur travail, les ouvriers, devenus des êtres anonymes, ne découvrent pas encore leurs intérêts collectifs.

Alors que dans plusieurs villes, les travailleurs prennent conscience de leur « destinée commune », présentent des revendications et des idées de réforme, dans le département de l'Aube, le mouvement ouvrier reste inexistant : les seules

(1) Henri Sée, *L'évolution commerciale et industrielle de la France sous l'Ancien Régime*, p. 358 et s.

manifestations populaires continuent d'être provoquées par la disette et la cherté des grains, à l'exception de celle de 1847 qui fut le prétexte d'une agitation politique.

Plus tard seulement le travailleur comprendra que ses souffrances sont celles de tous les travailleurs. Il apprendra que tous sont soumis « aux mêmes labeurs et aux mêmes peines, aux mêmes élans et aux mêmes déceptions... C'est ce sentiment d'une destinée commune qui, le premier, groupe ces hommes perdus jusque-là dans leur solitude (2). »

Malgré leur misère et leurs souffrances, les ouvriers qui se consacrent à leur tâche quotidienne et à leur métier en tirent l'orgueil de la production, la satisfaction du travail bien fait. « Travailler était leur joie même et la racine profonde de leur être... Une tradition venue, montée du plus profond de la race, voulait que leur ouvrage fut bien fait. Dans ce bel honneur du métier, convergeaient tous les plus beaux, tous les plus nobles sentiments. Une dignité. Une fierté (3). »

Ce sentiment individuel de la richesse du travail disparut avec le développement du machinisme qui retira aux ouvriers leurs derniers éléments de joie.

Inconscient de la valeur et de la portée de son travail, l'ouvrier continuera de le considérer sans enthousiasme, comme une tâche ingrate et pesante, tant qu'il ne réussira pas à acquérir l'esprit d'équipe, à comprendre « la réalité de l'effort accompli en commun », à sentir que « les progrès de sa condition ne sont pas dissociés du sort de l'entreprise (4). »

Ce n'est que sous le Second Empire, avec la création des grands établissements industriels et le début du plein essor de la bonneterie, que nous assisterons à Troyes aux premiers mouvements ouvriers. A cette époque la question

(2) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de Doctorat : Année 1940-1941), p. 19.

(3) Charles Péguy, l'Argent.

(4) Ed. Dolléans, Histoire du Travail et de la Législation industrielle (Cours de Doctorat : Année 1940-1941), p. 30.

sociale ne se pose plus seulement devant l'opinion publique, mais également devant les pouvoirs publics. La population ouvrière renaît à l'espoir et dans les dernières années de l'Empire un ardent défenseur du catholicisme libéral, Montalembert, pouvait manifester sa confiance : « Notre siècle vaut bien les siècles passés. Je respecte le passé, je rends justice au présent et je salue l'avenir. »

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX

- Aix-en-Provence**, 21.
Allibaudière, 89.
Amiens, 21, 90.
Arcis-sur-Aube, 21, 22, 24, 25, 30, 33, 68, 86, 87, 88, 89, 91, 94, 95, 103, 107, 108, 125, 129, 147, 151, 154, 169.
Aube (l'), rivière, 33, 62.
Aubeterre, 89.
Auxon, 103.

Bar-le-Duc, 118.
Bar-sur-Aube, 86, 147.
Bar-sur-Seine, 34, 61, 63, 86, 94, 96, 147.
Barbèrey-Saint-Sulpice, 34, 99, 150, 151, 152.
Beaujolais, 95.
Bessy, 34, 89.
Bois (rue du), 94.
Boult-sur-Suippe, 66.
Bourges, 21.
Bourgogne, 62.

Caen, 21.
Chailblouet, 100.
Champigny, 89.
Chapelle Saint-Luc (La), 151.
Chapelle-Valon, 34, 89.
Charny-le-Bachet, 89.
Chatois, 89.
Chauchigny, 34, 89.
Cheval-Rouge (rue du), 136.
Cité (rue de la), 135.
Cloître Saint-Etienne (rue du), 149.
Corterie (rue de la), 70.

Dierrey-Saint-Julien, 34.
Dierrey-Saint-Rierre, 34.
Dourdan, 21.
Droupt-le-Petit, 89.

Echemines, 88.
Ecurie (Club de l'), 136.
Espagne, 55.
Estissac, 32.

Ferrières, 66.
Flacon (rue du), 149, 154.
Flavy, 30.
Fouchy, 150.

Grandes-Chapelles (Les), 30, 35, 89.

Isle-sur-Suippe, 66.

Lavannes, 66.
Lenclos (filature de), 94, 96, 108, 129, 132, 151, 154.
Leyde (Pays-Bas), 35.
Lyon, 21, 26, 67, 92, 93, 96, 119, 120, 124.
Maizières-la-Grande-Paroisse, 34.
Marcilly-le-Hayer, 169.
Marseille, 22.
Méry-sur-Seine, 24, 30, 89, 162.
Metz, 21.
Moline (La), 99, 100.
Montiéramey, 32.
Montsuzain, 30, 89.

Nantes, 21, 141.
Nîmes, 21, 67, 96.
Nogent-sur-Seine, 86, 88, 95, 147, 169.
Normandie, 28.
Notre-Dame (moulin de), 135.

Oléron, 21.
Origny-le-Sec, 32, 33, 88.
Orléans, 21, 28.
Ossey, 30.
Orvilliers, 88.

Paris, 21, 65, 68, 94, 133.
Payns, 30.
Pays-Bas, 35.
Petites-Chapelles (Les), 35.
Picardie, 28, 94.
Pierre (rue de la), 70.
Plancy, 30, 34, 89.
Poitiers, 21.
Portugal, 55.
Pouan, 89.
Prunay, 30.

Saint-Antoine (faub.), 118.
Saint-Benoît-sur-Seine, 30.
Saint-Denis (église), 52.
Saint-Jacques (porte), 131.
Saint-Julien, 76, 77, 151.
Saint-Loup (rue), 149.
Saint-Lyé (confrérie de), 50, 51.
Saint-Nicolas (Hôpital de), 22, 60, 135.
Saint-Oulph, 89.
Saint-Remy (église), 50, 51, 52, 89.

Saint-Quentin, 93.
Saint-Syre, 89.
Salons, 89.
Savières, 89.
Seine (la), rivière, 33, 62, 76, 86, 99.
Surgales (rue), 70.

Tilbourg (Pays-Bas), 35.
Torcy-le-Grand, 89.
Toulouse, 24.
Trinité (Hopital de la), 22, 23, 69.

Uzès, 24.

Vallans-Saint-Georges, 89.
Villacerf, 30.
Ville-sur-Arce, 158.
Villefranche, 93.
Villenauxe, 35, 169.
Viller, 93.
Villers-Cotterets, 48.
Virey-sous-Bar, 94, 151.

Yonne (l'), rivière, 62.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES

- Allarde (baron d'), rapporteur de la loi sur les corporations, 44, 54.
 Allemagne (Guillaume), manufacturier, 108.
 Anner-André, manufacturier, 157.
 Arago, commissaire extraordinaire du gouvernement, 137.
- Belly (père et fils), négociants, 32.
 Bosc, membre du Tribunal, 134.
 Botot (Nicolas), compagnon tisserand, 32.
 Braconnier (Alexandre), ouvrier bonnetier, 103.
 Brochot, ouvrier drapier, 52.
- Calonne, contrôleur général des finances, 55.
 Chapelier (Le), 8, 12, 53, 54, 115, 116, 153.
 Cligny, maître pâtissier, mère des Compagnons-Menuisiers, 49.
 Condillac, philosophe, 43.
 Couchot, manufacturier (filature de Lenclos), 96.
 Cousin (Pierre), compagnon drapier, 52.
 Crevat, commissaire du Gouvernement, 137.
- Deheurle (Louis), marchand drapier, 67.
 Deheurle-Gravellet, marchand-fabricant de bas, membre du Conseil de Prud'hommes, 122.
 Delarothière, ouvrier bonnetier, 102.
 Delassus (Victor), membre de la Commission de Surveillance de Bar-sur-Aube, 147.
 Doherty (John), 139.
 Doré (Jean-Baptiste), 88, 89.
 Douine, manufacturier, 95, 100, 157.
 Dragon, ouvrier drapier, 52.
 Dumas, ministre de l'Agriculture et du Commerce, 166.
 Dupin (Charles), rapporteur de la loi sur la protection de l'Enfance, 140, 144.
 Dupont-Boilletot, manufacturier, 99.
- Ferrand l'Aîné, manufacturier, président du Conseil de Prud'hommes, 122.
- Fontaine-Gris, manufacturier, membre de la Commission de Surveillance de Troyes, 99, 100, 147, 152, 153, 157.
 Fournier (Claude), fabricant de bas, 67.
 François Jeune, membre de la Commission de Surveillance de Troyes, 147.
 Fromageot, échevin de Troyes, 59.
- Gauthier, procureur à Châlons, 48.
 Georges (Antoine), compagnon tisserand, 72.
 Gillet, serrurier, titulaire de brevets d'invention (bonneterie), 103.
 Gouffé (Jean), dit Bourguignon, compagnon drapier, 52.
 Gouley, boulanger, 72.
 Gournay, économiste, 43.
 Grassin, seigneur d'Arcis-sur-Aube, 22.
 Gréau, manufacturier, 100.
 Guépin (docteur), 141.
 Guillaume, fabricant de bonneterie, 67.
- Habert, membre de la Commission de Surveillance de Bar-sur-Seine, 147.
 Henri (François), compagnon drapier, 52.
 Hérard Louis Sire, marchand-fabricant, membre du Conseil de Prud'hommes, 122.
 Hoppenot, manufacturier, 150.
 Huez (Claude), conseiller au bailliage, maire, 66.
 Huot, manufacturier, 95, 100.
- Jacquin, ouvrier horloger, puis fabricant de bonneterie, 103, 137.
 Janson-Patte, patron bonnetier, 159.
- Labosse, commissaire du Gouvernement, 137.
 Lachave, inspecteur du travail des enfants, 97, 141, 148, 149, 151, 152, 153.
 Lafrat (Nicolas), prote d'imprimerie, 136, 159, 160, 165.
 Lambert (abbé), 81.
 Laverdey, manufacturier, 94.
 Lépine (Alexis), juge de paix, 125.
 Lerouge, membre du Corps Législatif, 134.
 Lièvre, membre du Conseil de Prud'hommes, 122.

Ludot, membre du Tribunal, 134.
Lutet, du moulin Notre-Dame, 135.

Maillet, membre de la Commission de Surveillance de Bar-sur-Seine, 147.
Marot, du moulin Notre-Dame, 135.
Martin l'Ainé, membre du Conseil de Prud'hommes, 122.
Menessier, membre du Corps législatif, 134.
Mercier de la Rivière, physiocrate, 43.
Michaux-Laperrière (docteur), 154.
Millot (veuve), ancienne admodiatrice du prieuré de Villacérf, 54.
Monguet, membre de la Commission de Surveillance de Bar-sur-Seine, 147.
Montalembert, 118.

Necker, 44.

Owen (Robert), 139.

Paillot (Jean), subdélégué de l'Intendance de Champagne, 64.
Parâtre (Nicolas), maître tisserand, 37, 38.
Parison (Urbain), membre de la Commission de Surveillance de Bar-sur-Aube, 137.
Périer (Casimir), ministre de l'Intérieur, 91.
Perrot, commandant de la Garde Nationale, 135.
Ponsard, manufacturier, 57.
Porriquet-Boittot, manufacturier, 118.

Portalis, procureur général de la Cour d'Appel de Paris, 137.
Prud'homme, ouvrier bonnetier, 103.

Quatremarre, 56.

Rambourgt, inspecteur de la Commission de Surveillance de Troyes, 147.
Regnault (Louis), juge de Paix, 125.
Regnault-Velut, membre de la Commission de Surveillance de Troyes, 147.
Roizard, mécanicien, 103

Saint-Didier (de), préfet de l'Aube, 134.
Simonnot, instituteur, 149.
Simonnot-Gervaisot, membre de la Commission de Surveillance de Troyes, 147.
Sourdat, lieutenant général de la Police, 27, 29.

Thiers, ministre de l'Intérieur, 160.
Thomassin, manufacturier, 75.
Trudaine, intendant des finances, 68.
Turgot, 43, 46, 53.

Valton (Françoise), épouse de N. Bottot, compagnon tisserand, 32
Vauthier, maire de Troyes, membre de la Commission de Surveillance de Troyes, 147.
Villermé (docteur), 118, 141.

Wattier de la Comté, inspecteur des manufactures, 31.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	7
AVANT-PROPOS	11
Sources et bibliographie	15

PREMIERE PARTIE

Sous le régime des communautés d'Arts et Métiers.

CHAPITRE I. — La situation industrielle	19
Section I. — Les industries textiles troyennes	19
Section II. — Les origines et le développement de la bonneterie	21
Section III. — Les crises	24
CHAPITRE II. — L'industrie rurale	31
Section I. — Son développement	31
Section II. — La condition de l'industrie rurale	35
CHAPITRE III. — L'exercice du métier	37
Section I. — L'apprenti	37
Section II. — Le compagnon	39
Section III. — L'accès à la maîtrise	41
CHAPITRE IV. — Le compagnonnage	46
Section I. — La lutte des pouvoirs publics contre le compagnonnage : la police ouvrière ..	47
Section II. — Les associations ouvrières à Troyes	50
CHAPITRE V. — La condition ouvrière	55
Section I. — Les salaires	56
Section II. — Les disettes de céréales et l'agitation ouvrière	62
CHAPITRE VI. — La condition ouvrière (suite)	67
Section I. — Le travail	67
§ 1. — Le régime de production	67
§ 2. — La durée du travail	69
Section II. — La vie de la population ouvrière	70
CHAPITRE VII. — L'assistance : ateliers et bureaux de char- rité	73
CHAPITRE VIII. — Les revendications ouvrières et les cahiers de doléances aux Etats Généraux	78

DEUXIEME PARTIE
Après la Révolution.

	Pages
CHAPITRE I. — L'industrie textile dans le département de l'Aube	85
Section I. — La situation industrielle à Troyes et dans le département au lendemain de la révolution	86
Section II. — La vie industrielle	89
§ 1. — Au début du XIX ^e siècle	89
§ 2. — La crise de 1832	92
CHAPITRE II. — Le machinisme	98
Section I. — La révolution technique et l'industrie troyenne	98
Section II. — Les inventions des ouvriers troyens	100
CHAPITRE III. — Les conséquences de la révolution technique	104
Section I. — L'attitude des ouvriers	104
Section II. — L'organisation des ateliers	106
§ 1. — L'insalubrité	106
§ 2. — Les accidents du travail	108
Section III. — L'apprentissage	112
CHAPITRE IV. — La police ouvrière	115
Section I. — Les rapports entre patrons et ouvriers.	115
Section II. — Le livret ouvrier	117
CHAPITRE V. — Les Conseils de Prud'hommes	119
§ 1. — La création du Conseil de Prud'hommes de Troyes. — Ses attributions	119
§ 2. — La composition du Conseil de Prud'hommes de Troyes	122
§ 3. — L'activité du Conseil	124
§ 4. — La République de 1848 et les Conseils de Prud'hommes	125
CHAPITRE VI. — La condition ouvrière	127
§ 1. — Les salaires et le budget familial	127
§ 2. — Les ateliers de charité	130
§ 3. — Les conditions d'habitat	131
CHAPITRE VII. — L'agitation ouvrière	133
CHAPITRE VIII. — La durée du travail et la protection de l'enfance	138
Section I. — La condition du travail des enfants	139
Section II. — La loi du 22 mars 1841	142

	Pages
§ 1. — La discussion du projet	142
§ 2. — Les dispositions de la loi du 22 mars 1841 et le contrôle de leur application	144
§ 3. — L'exécution de la loi	148
a) la fréquentation scolaire	149
b) le rôle de l'inspecteur chargé d'exiger l'appli- cation de la loi	151
§ 4. — La condition des enfants après la loi de 1841.	154
§ 5. — Le projet de loi de 1847	155
CHAPITRE IX. — Les sociétés de secours mutuels	158
SECTION I. — La mutualité à Troyes	158
§ 1. — La naissance des sociétés de secours mutuels.	158
§ 2. — Leur fonctionnement	160
SECTION II. — Les difficultés financières et les projets de réforme	163
SECTION III. — Les Caisses d'Epargne	168
CHAPITRE X. — La famille ouvrière et le mariage	170
CONCLUSION	173
TABLE DES NOMS DE LIEUX	177
TABLE DES NOMS DE PERSONNES	179
TABLE DES MATIÈRES	181

